

**BUREAU MÉTROPOLITAIN**

**SEANCE DU 24 MARS 2023**

---

**PROCÈS-VERBAL**

# Sommaire

I – Séance.....	.....
II - Ordre du jour.....	.....
III – Délibérations.....	.....
IV – Débats.....	.....

# I - Séance

**BUREAU DU 24 MARS 2023**

**CENTRE DES EXPOSITIONS**

Séance ouverte à 11H43

**Date de convocation :** 17 mars 2023

Présidente de séance : Madame Johanna ROLLAND – Présidente de Nantes Métropole  
Monsieur Fabrice ROUSSEL - Vice-Président (Délibérations 01 à 10)  
Monsieur Bertrand AFFILE - Vice-Président (Délibération n°18)

Secrétaire de séance : Monsieur Anthony BERTHELOT

## **Quorum :**

- Pour les délibérations 19, 21, 22, 23, 24 : 32
- Pour les autres délibération : 33

## **Points 01 à 16**

### **Présents : 56**

M. AFFILE Bertrand, M. AMAILLAND Rodolphe, M. ARROUET Sébastien, M. BERTHELOT Anthony, Mme BESLIER Laure, M. BOILEAU Vincent, Mme BONNET Michèle, M. BOUVAIS Erwan, M. BRILLAUD DE LAUJARDIERE François, M. BUREAU Jocelyn, Mme CADIEU Véronique, Mme COPPEY Mahel, M. COUVEZ Eric, Mme DELABY Françoise, M. DESCLOZIERS Anthony, Mme DUBETTIER-GRENIER Véronique, M. FOURNIER Hervé, M. GARREAU Jacques, Mme GESSANT Marie-Cécile, Mme GOUEZ Aziliz, M. GRACIA Fabien, Mme GRELAUD Carole, M. GROLIER Patrick, Mme GUERRIAU Christine, Mme GUILLON Stéphanie, M. GUINE Thibaut, M. GUITTON Jean-Sébastien, Mme IMPERIALE Sandra, M. KABBAJ Anas, M. LE CORRE Philippe, Mme LE COULM Juliette, Mme LEBLANC Nathalie, Mme LEFRANC Elisabeth, M. LEMASSON Jean-Claude, Mme LERAY Isabelle, M. LUCAS Michel, M. MARTIN Nicolas, Mme METAYER Martine, Mme NGENDAHAYO Liliane, Mme OGER Martine, M. PARAGOT Stéphane, M. PINEAU Jacques, M. PRAS Pascal, M. PROCHASSON François, M. QUENEA Pierre, M. REBOUH Ali, M. RIOM Tristan, M. ROUSSEL Fabrice, M. SALAUN André, M. SALECROIX Robin, M. TALLEDEC Denis, M. TERRIEN Emmanuel, M. TRICHET Franckie, M. TURQUOIS Laurent, M. VEY Alain, M. VOUZELLAUD François

### **Absents et représentés : 7**

Mme BASSAL Aïcha (pouvoir à M. REBOUH Ali), M. BOLO Pascal (pouvoir à M. FOURNIER Hervé), Mme JUDALET Anne-Sophie (pouvoir à Mme DELABY Françoise), Mme LOBO Dolorès (pouvoir à M. SALECROIX Robin), M. PASCOUAY Yves (pouvoir à Mme GOUEZ Aziliz), Mme SCUOTTO-CALVEZ Christelle (pouvoir à M. DESCLOZIERS Anthony), Mme SOTTER Jeanne (pouvoir à Mme NGENDAHAYO Liliane)

### **Absent : 1**

Mme ROLLAND Johanna

### **Points 11 à 17**

**Présents : 57 , Absents et représentés : 7, Absent : 0**

- Arrivée de Mme Johanna ROLLAND

### **Point 18**

**Présents : 46, Absents et représentés : 7, Absents : 11**

M. Pascal BOLO donne pouvoir à Mme LEFRANC et annule le pouvoir donné à M. Hervé FOURNIER  
Sortie de salle de Mme Martine OGER, M. Tristan RIOM, Mme Mahel COPPEY, M. Fabrice ROUSSEL,  
M. Pierre QUENEA, M. Hervé FOURNIER, M. François VOUZELLAUD Véronique DUBETTIER-  
GRENIER, Mme Johanna ROLLAND, M. Franckie TRICHET et M. Denis TALLEDEC

**Point 19**

**Présents : 56, Absents et représentés : 7, Absent : 1**

Retours en salle de Mme Martine OGER, M. Tristan RIOM, Mme Mahel COPPEY, M. Fabrice ROUSSEL, M. Pierre QUENEA, M. Hervé FOURNIER, M. François VOZELLAUD Véronique DUBETTIER-GRENIER, Mme Johanna ROLLAND, M. Frankie TRICHET et M. Denis TALLEDEC

Sortie de salle de M. François PROCHASSON

M. Pascal BOLO donne pouvoir à M. Hervé FOURNIER et annule le pouvoir donné à Mme Elisabeth LEFRANC

**Points 20 et 21**

**Présents : 57, Absents et représentés : 7, Absent : 0**

Retour de salle de M. François PROCHASSON

**Points 22 et 23**

**Présents : 54, Absents et représentés : 8, Absents : 2**

Sortie de salle de Mme Elisabeth LEFRANC et M. Pascal PRAS

**Points 24 et 25**

**Présents : 55, Absents et représentés : 8, Absent : 1**

Retour de salle de Mme Elisabeth LEFRANC

## II - Ordre du jour

	Rapporteurs	Numéro de Page	
		Délibérations	Débats
1 Entrées d'agglomération – Nantes - Orvault – Route de Rennes – Approbation du programme d'études et de l'enveloppe financière prévisionnelle – Mission d'étude et d'assistance à maîtrise d'ouvrage - Lancement d'un appel d'offres	P Pras	08	45
2 Entrées d'agglomération – Nantes – Vertou – Saint-Sébastien-sur-Loire – Basse-Goulaine – Route de Clisson – Mission d'études et d'assistance à maîtrise d'ouvrage en vue de la réalisation d'un plan-guide d'aménagement et de renouvellement urbains – Attribution	P Pras	10	46
3 Entrées d'agglomération – Saint-Herblain – RN444 – Missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage, coordination architecturale et urbaine et espaces publics – Attribution	P Pras	11	46
4 Nantes - Aménagement de la promenade "Duchesse Anne - Cours Saint André" dans le cadre du plan pleine terre - Transformation du parking Duchesse Anne en jardin et végétalisation du Cours Saint-André - Approbation du programme et de l'enveloppe prévisionnelle - Lancement d'une consultation de maîtrise d'œuvre	M. Garreau	13	47
5 Espace public - Voirie – Programmes enveloppes – Lancement de consultations	M. Lucas	14	47
6 Restructuration du centre technique de la régie du Sud Ouest (RSO) à Saint Jean de Boiseau - Approbation du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle et lancement d'une procédure adapté	Mme Coppey	19	48
7 Prestations pour la réalisation d'actions d'information et de sensibilisation auprès des usagers, dans les domaines de la réduction, du tri et du traitement des déchets sur le territoire de Nantes Métropole – Lancement d'un appel d'offres ouvert	Mme Coppey	21	49
8 Règlement des transports scolaires – Approbation	M. Berthelot	22	49
9 Stade de la Beaujoire-Louis Fonteneau – Avenant à la Convention d'occupation temporaire du domaine public – Approbation	M. Rebouh	23	49

10	Conception, aménagement et exploitation d'un village rugby à Nantes pour la Coupe du Monde de rugby masculine 2023 – Lancement d'un appel d'offres ouvert - Approbation	M. Rebouh	24	50
11	Nantes – voie nouvelle Ranzay / Koufra – Transfert des emprises de voirie et d'équipements publics en vue de leur classement dans le domaine public métropolitain – Eiffage Aménagement	M. Lucas	25	51
12	Indre – Chemin du Port - Transfert d'office dans la voirie publique métropolitaine – Engagement de la procédure – Demande d'ouverture d'enquête publique	M. Lucas	26	51
13	Nantes – Travaux de réfection du soutènement des berges de Loire à Mangin - Approbation du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle – Lancement d'une procédure adaptée	M. Lucas	27	52
14	Traitement des balayures mécaniques de voirie des services de Nantes Métropole - Lancement d'un appel d'offres ouvert	M. Lucas	28	52
15	Prestations d'entretien, de réparation et de remorquage des véhicules légers et engins du parc automobile géré par Nantes Métropole – Ajustement	M. Lemasson	29	53
16	Acquisition de pièces détachées non captives, de produits en caoutchouc pour véhicules, de pièces pour machines ou moteurs hydrauliques, de fournitures industrielles pour véhicules - Lancement d'un appel d'offres ouvert	M. Lemasson	31	53
17	Eau – Admission en non-valeur de créances irrécouvrables, éteintes et prescrites	M. Salecroix	32	53
18	Attribution de subventions aux tiers	M. Affilé	33	54
19	Société Anonyme d'HLM HARMONIE HABITAT – Opération d'acquisition en VEFA de logements locatifs sociaux – Emprunt auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations – Garantie de Nantes Métropole	M. Pras	34	55
20	Société Anonyme d'HLM La Nantaise d'Habitations – Opération d'acquisition en VEFA de logements locatifs sociaux – Emprunt auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations – Garantie de Nantes Métropole	M. Prochasson	35	55
21	SA d'HLM CDC HABITAT SOCIAL – Opérations de construction de logements locatifs sociaux – Emprunts auprès de La Caisse d'Épargne Bretagne Pays de la Loire – Garanties de Nantes Métropole	M. Prochasson	37	55

<b>22</b>	Office Public d'HLM Nantes Métropole Habitat – Opération de réhabilitation de logements locatifs sociaux – Emprunt auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations – Garantie de Nantes Métropole	M. Prochasson	38	55
<b>23</b>	Office Public d'HLM Nantes Métropole Habitat – Réaménagement d'une partie de la dette auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations – Réitération de la garantie de Nantes Métropole	M. Prochasson	39	55
<b>24</b>	Atlantique Habitations – Société Anonyme d'HLM – Opérations d'acquisition, de réhabilitation de logements locatifs sociaux et de construction de résidence autonomie – Emprunts auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et de la Carsat – Garantie de Nantes Métropole	M. Prochasson	41	56
<b>25</b>	Société Coopérative d'Intérêt Collectif d'HLM CIF Coopérative – Opération d'acquisition en VEFA de logements locatifs sociaux – Emprunt auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations – Garantie de Nantes Métropole	M. Prochasson	43	56

# III – Délibérations

Direction générale déléguée à la Fabrique de la Ville Écologique et Solidaire  
Département Urbanisme et Habitat  
Direction Aménagement Urbanisme Agglomération

## 01 - Entrées d'agglomération – Nantes - Orvault – Route de Rennes – Approbation du programme d'études et de l'enveloppe financière prévisionnelle – Mission d'étude et d'assistance à maîtrise d'ouvrage - Lancement d'un appel d'offres

### Exposé

Le Conseil métropolitain du 16 décembre 2022 a déclaré d'intérêt métropolitain les opérations d'aménagement et de renouvellement urbain de sept entrées d'agglomération avec pour but d'élaborer un cadre de développement cohérent et global, afin de coordonner et accompagner les villes et la métropole dans la mutation de ces entrées d'agglomération et de transformer ces axes historiques pour une ville durable renouvelée.

Le secteur de la Route de Rennes s'étend de part et d'autre de l'axe routier du même nom sur les communes de Nantes et d'Orvault et forme une frontière administrative entre les deux villes.

Une étude a été menée en 2013, traduite en 2016 dans les Plan Locaux d'Urbanisme (PLU) des communes, puis retranscrite dans le Plan Local d'Urbanisme métropolitain (PLUm), permettant ainsi d'envisager le renouvellement urbain de l'axe à court, moyen et long termes et de définir un plan guide général.

Depuis cette date, les deux collectivités développent les projets en urbanisme négocié sur la base des orientations d'aménagement et de programmation traduite dans le PLUm, mais l'accompagnement sur la requalification de l'espace public reste plus délicat à mettre en œuvre.

Ainsi, la déclaration de l'intérêt métropolitain de la Route de Rennes vient relancer et renforcer la dynamique portée par les collectivités pour construire la ville renouvelée en s'inscrivant dans les politiques publiques métropolitaines.

Les récentes crises (sanitaires, sociales, changement climatique...) amènent à repenser les espaces publics. Dans cette optique, le plan guide doit intégrer les nouveaux besoins induits, tout en accompagnant la poursuite des projets en cours. Cette actualisation se fera sur tout l'axe de l'entrée d'agglomération avec trois secteurs à enjeux que sont le Cardo, le Bout des Pavés et le Pont du Cens.

Les élus communaux et métropolitains ont validé en 2022 des enjeux fixant le cadre et la suite à donner sur la route de Rennes :

#### Une dynamique collective :

Coordonner la mutation de la Route de Rennes

Intégrer les nouveaux enjeux (renaturation, étoile verte, cycle de l'eau, ville dialoguée...)

Poursuivre et renforcer la dimension métropolitaine du projet ;

#### Un confortement des activités économiques / commerces

Confirmer l'offre commerciale dans les polarités de proximité

Réinterroger le devenir du secteur Cardo / Grand Val au regard des priorités pour le renouvellement des polarités commerciales et de la stratégie tertiaire notamment quant au devenir de la ZAC de la Jalière ;

#### Une mise en cohérence des espaces publics

Mise à jour du plan guide sur l'aménagement des espaces publics afin d'intégrer les nouveaux marqueurs du mandat (place de l'arbre, modes actifs...)

Réaliser des aménagements transitoires (gestion de l'attente) en accompagnement des opérations en cours ou livrées à court terme ;



### Une prise en compte des évolutions liées aux mobilités

Intégration des besoins en transports en commun et modes actifs (lignes de bus et mise en œuvre du Schéma Directeur des Itinéraires Cyclables) dans le processus de renouvellement de l'axe  
Coordination et cohérence avec les principes du Plan de Déplacement Urbain (PDU) et les impulsions du mandat (regardés également dans l'étude mobilité de quadrant Nord Ouest) ;

### Une reprise du dialogue citoyen

Reprise et définition du niveau de dialogue citoyen souhaité : information / concertation / participation.

Dans cette perspective, il est nécessaire de recourir à une prestation externalisée d'études et d'assistance à maîtrise d'ouvrage en vue de l'actualisation du plan guide et de l'accompagnement des projets immobiliers via une coordination urbaine, architecturale et paysagère.

Cette assistance à maîtrise d'ouvrage d'une durée de 36 mois comporte les missions suivantes :

l'actualisation et l'approfondissement du plan guide datant de 2013 avec un volet important sur les enjeux et impacts de mobilités tout en recherchant l'amélioration du cadre de vie et tendre vers une ville de la proximité et de la quotidienneté à travers notamment des modes apaisés. Il s'agit également d'inscrire ce nouveau plan guide dans la feuille de route de la transition écologique du territoire (renaturation, cycle de l'eau...) ;

une mission d'étude et de programmation des aménagements de voirie et d'espaces publics générés par les projets sur le périmètre d'intérêt métropolitain de la Route de Rennes avec 3 secteurs à enjeux autour du Cardo, de la place du Bout des Pavés et du secteur du Pont du Cens qui seront enrichis par le dialogue citoyen ;

la définition d'une stratégie de déploiement des phases pré-opérationnelles et opérationnelles (travaux et/ou interventions) tout en assurant leur coordination et la cohérence d'ensemble au vu du plan guide ;

une mission d'architecte-urbaniste coordonnateur afin d'accompagner les projets immobiliers et assurer la qualité architecturale, urbaine et paysagère ainsi que la cohérence du territoire de part et d'autre des rives de l'axe.

L'enveloppe financière prévisionnelle de ce programme de missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage est estimée à 322 416 € HT, soit 386 900€ TTC.

Aussi, conformément aux articles R. 2161-2 et suivants du Code de la Commande Publique, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'une procédure sous la forme d'un appel d'offres pour l'ensemble des missions.

Les crédits correspondants sont prévus sur l'AP105 libellée Urbanisme durable, forme de la ville, habitat, politique de la ville, proximité, solidarités », opération 2022 n° 2712 libellée « Pénétrante urbaine – Route de Rennes - Études et travaux ».

### **Le Bureau délibère et, à l'unanimité**

1 - approuve le programme d'études du projet de renouvellement urbain « Route de Rennes » sur Nantes et Orvault,

2 - fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de ce programme d'études à un montant total de 322 416 € HT soit 386 900 € TTC.

3 - autorise le lancement d'un appel d'offres pour la réalisation des prestations d'études et d'assistance à maîtrise d'ouvrage en vue de l'actualisation du plan guide et de l'accompagnement à la coordination urbaine, architecturale et paysagère des projets immobiliers.

4 - autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

## **02 - Entrées d'agglomération – Nantes – Vertou – Saint-Sébastien-sur-Loire – Basse-Goulaine – Route de Clisson – Mission d'études et d'assistance à maîtrise d'ouvrage en vue de la réalisation d'un plan-guide d'aménagement et de renouvellement urbains – Attribution**

### **Exposé**

Les axes historiques d'accès à ce qui constitue aujourd'hui le cœur de la centralité métropolitaine sont en pleine mutation compte tenu du fort développement de l'agglomération ces 50 dernières années et de l'évolution très rapide, au cours de la dernière décennie, des fonctions et attentes urbaines. Principalement structurés et aménagés par et pour les circulations motorisées, ils concentrent notamment à leurs abords des sites d'activités fortement consommateurs d'espaces et/ou obsolètes (logistique, commerces de gros, industries, ouvrages techniques, etc...) qui sont autant de potentiels significatifs d'intensification urbaine pour les années à venir.

Dans la perspective, notamment, de la mise en œuvre du Zéro Artificialisation Nette (ZAN), la recomposition des espaces publics, la création d'aménités paysagères et urbaines et l'évolution des mobilités à accompagner par de nouvelles offres adéquates constituent un fort levier dont la collectivité doit se saisir pour organiser, planifier et coordonner le renouvellement urbain le long et aux abords de ces grands axes d'entrée d'agglomération. C'est dans ces logiques et perspectives que sept d'entre eux, dont la route de Clisson, ont été déclarés d'intérêt métropolitain lors du Conseil du 16 décembre 2022.

Identifiée depuis plus de 10 ans comme un potentiel de renouvellement urbain significatif, la Route de Clisson a fait l'objet de réflexions urbaines qui ont permis, notamment dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme métropolitain (PLUm), de poser des grands principes et objectifs d'aménagement.

En déclinaison, actualisation et approfondissement de ces grands principes, l'objectif de la métropole est aujourd'hui de faire de la route de Clisson, un véritable boulevard urbain, porteur d'usages intensifiés, de nouvelles aménités et support privilégié du développement et du renouvellement urbains de demain. Il s'agit également de l'inscrire pleinement dans la feuille de route de la transition écologique du territoire notamment par l'optimisation de l'utilisation de la ressource foncière, la mutualisation des services urbains, le développement des alternatives aux mobilités motorisées individuelles, la gestion intégrée des eaux pluviales et la prise en compte d'un urbanisme favorable à la santé.

Pour définir les conditions, objectifs et modalités du renouvellement urbain de ce vaste territoire à l'horizon 2050, il est nécessaire d'initier la conception d'un plan-guide d'aménagement et de renouvellement urbains à forte dimensions programmatique et pré-opérationnelle et de permettre, par des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage ciblées, l'accompagnement des opérations immobilières ou d'aménagement. Le travail d'études et de conception à réaliser devra successivement :

- réaliser le diagnostic urbain de l'axe et de ses abords notamment par récolement, synthèse et mise en cohérence de l'ensemble des études thématiques ou sectorielles déjà réalisées,
- définir l'ensemble des enjeux du projet et des invariants qui constitueront le socle du projet de transformation urbaine,
- proposer des scénarios d'aménagement différenciés, tant sur le plan spatial que temporel, permettant de décliner une vision de la transformation de l'axe à horizon 2050,
- proposer un récit urbain permettant de partager les valeurs communes du projet, son inscription dans l'histoire des lieux et dans la dynamique métropolitaine,
- concevoir, sur la base du scénario d'aménagement retenu, un plan-guide souple et évolutif basé sur un plan séquencé de transformation urbaine et proposant une approche programmatique détaillée et phasée,
- décliner le plan-guide par des approches pré-opérationnelles, sur plusieurs secteurs à forts enjeux et/ou mutables à court/moyen termes, notamment en termes de stratégie foncière et d'encadrement réglementaire,
- accompagner les mutations à l'étude et envisagées à court terme dans le cadre d'une mission de coordination architecturale et urbaine et d'une mission d'accompagnement du dialogue citoyen.

Dans cette perspective, il est nécessaire de recourir à une prestation externalisée d'études et d'assistance à maîtrise d'ouvrage en vue de la conception du plan-guide et de l'accompagnement au pilotage du projet dans ses premières déclinaisons opérationnelles. A cet effet, une consultation a été lancée en décembre 2022, sous la forme d'un appel d'offres conformément aux articles R. 2161-2 et suivants du Code de la Commande Publique.

Au regard de l'analyse des offres qui lui a été présentée, la Commission d'Appel d'Offres, qui s'est réunie le 8 mars 2023, a attribué le marché au groupement composé de Ville Ouverte (mandataire), Tribu, Atelier Georges, Ville en œuvre, Tugec et Transitec, pour un montant de 302 787,50 € H.T. soit 363 345,00 € T.T.C.

Il est également précisé que le montant maximum des prestations traitées à prix unitaires est fixé à 33 000 euros H.T soit 39 600 euros TTC, hors révision, pour toute la durée du marché.

Les crédits correspondants sont prévus sur l'AP105 libellée « Urbanisme durable, forme de la ville, habitat, politique de la ville, proximité, solidarités », opération 2022 n°2714 libellée « Entrée aggro – Route de Clisson - Études et travaux ».

### **Le Bureau délibère et, à l'unanimité**

1 – autorise la signature du marché d'études et d'assistance à maîtrise d'ouvrage avec le groupement Ville Ouverte (mandataire), Tribu, Atelier Georges, Ville en œuvre, Tugec, Transitec, pour un montant de 302 787,50 € H.T. soit 363 345,00 € T.T.C.

2 – autorise Madame la Présidente à exercer les missions confiées au pouvoir adjudicateur et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction générale déléguée à la Fabrique de la Ville Écologique et Solidaire  
Département Urbanisme et Habitat  
Direction Aménagement Urbanisme Agglomération

### **03 - Entrées d'agglomération – Saint-Herblain – RN444 – Missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage, coordination architecturale et urbaine et espaces publics – Attribution**

La configuration et l'échelle des entrées d'agglomération permettent de les considérer comme une ressource foncière indispensable pour assurer le développement urbain durable et acceptable de la métropole dans les décennies à venir, prenant en compte les grands enjeux écologiques dans un objectif de limitation de l'étalement urbain et de lutte contre la ségrégation spatiale.

Aussi, le Conseil Métropolitain du 16 décembre 2022 a déclaré d'intérêt métropolitain 7 entrées d'agglomération dont la RN 444 (Armor-C.Gautier), situé sur la commune de Saint Herblain, et dont le périmètre s'étend de la ZAC de la Baule au site hospitalier Laënnec et comprend le secteur d'Atlantis.

La Métropole et la Ville de Saint-Herblain ont engagé en 2019 une étude de stratégie et de programmation urbaine pour le secteur Atlantis qui visait principalement à transformer Atlantis en centralité urbaine mixte, à renouveler le quartier, à développer les aménités urbaines, à améliorer les qualités paysagères et l'accessibilité par les modes actifs. L'étude conduite par l'Agence Interland a livré un plan guide, assorti d'un plan chiffré d'opérations d'aménagement de l'espace public, en janvier 2021.

La Métropole, associée à la Ville de Saint-Herblain, souhaite maintenant entrer en mode pré-opérationnel. Ainsi, le plan guide et le programme doivent, dans un premier temps, être ajustés et approfondis, afin de les intégrer dans l'échelle de l'entrée de ville.

Le projet urbain sera par la suite transcrit au Plan Local d'Urbanisme métropolitain (PLUm), afin d'améliorer l'économie du programme d'aménagement des espaces publics, et encadrés par des fiches de lot et suivis en ateliers selon un processus d'urbanisme négocié, les programmes immobiliers.

Dans ce cadre, il est nécessaire de recourir à une prestation externalisée d'assistance à maîtrise d'ouvrage comprenant un architecte urbaniste coordonnateur mandataire et un bureau d'études compétent sur les espaces publics.

De ce fait, les missions de **l'architecte-urbaniste coordonnateur** devront être de :

- Compiler les projets et études conduits à l'échelle de l'entrée d'agglomération RN 444 (Armor-C. Gautier) et proposer une vision d'ensemble qualitative et cohérente du point de vue urbain qui se traduira par un schéma d'ensemble.
- Mener des études préalables sur le renouvellement urbain du secteur Est périphérique en vue d'une modification du PLUm,
- Réinterroger et approfondir le plan guide du projet urbain du secteur Atlantis,
- Participer, en partenariat avec l'architecte urbaniste qui sera désigné par la maîtrise d'ouvrage privée, à l'élaboration du projet urbain privé sur le centre commercial Atlantis,
- Assurer la bonne coordination des projets du secteur,
- Élaborer des Cahiers des Charges des Prescriptions Architecturales Urbaines et Paysagères (CPPAUP) pour les îlots à enjeu. Les CCPAUP définiront notamment la constructibilité des terrains ou îlots et seront assortis de schémas et cartographies nécessaires à leur bonne compréhension,
- Accompagner tout projet émergent dans le périmètre du projet urbain du secteur Atlantis depuis la faisabilité jusqu'au dépôt du permis de construire. Cette mission comprend aussi les projets immobiliers qui seront engagés au sein des projets urbains privés.

**L'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) Espaces Publics**, en s'appuyant sur les études préliminaires déjà réalisées, se verra confier deux types de missions dans le périmètre du projet urbain du secteur Atlantis, à savoir :

**a. L'élaboration d'un cahier des charges pour la conception et la réalisation par les aménageurs privés des voiries et espaces collectifs, certains étant destinés à être intégrés dans le domaine public.**

Au sein des espaces destinés à demeurer privés, le prestataire visera à garantir la compatibilité des opérations projetées, avec les objectifs du projet et du programme d'aménagement à réaliser. La construction d'avis sur différents projets et des propositions d'évolution des esquisses soumises à l'analyse seront demandées : profil en travers, principes d'aménagement, raccord aux espaces publics.

Pour ce qui concerne les espaces aménagés par les opérateurs privés mais destinés à être intégrés dans le domaine public, les propositions établies devront être conformes aux cahiers des charges internes de Nantes Métropole et aux objectifs du projet urbain. Le prestataire sera amené à concevoir ces espaces jusqu'au niveau esquisse.

**b. Une mission d'études préliminaires des espaces publics sur les secteurs opérationnels identifiés qui aboutira à un projet niveau esquisse chiffré.**

Les esquisses d'aménagement proposées par le prestataire s'appuieront sur les expertises qu'il aura réalisées en lien avec le Département des Mobilités de Nantes Métropole, le pôle de proximité Loire-Chézine et la Direction de l'Espace Public ainsi que sur les études déjà réalisées.

Le candidat retenu, réalisera un chiffrage des coûts et une évaluation permettant à Nantes Métropole de relever les avantages et les inconvénients de chaque scénario élaboré. Ces estimations serviront de base à l'élaboration du (ou des) Projet Urbain Partenarial.

Une consultation a été lancée le 9 décembre 2022 sous la forme d'un appel d'offres ouvert conformément aux articles R 2161-2 et suivants du Code de la Commande Publique.

Au regard de l'analyse des offres qui lui a été présentée, la Commission d'Appel d'offres, qui s'est réunie le 8 mars 2023, a attribué le marché au groupement composé de l'Atelier Ruelle/TUGEC/Transitec, pour un montant de 296 284 € H.T. soit 355 240 € T.T.C.

Les crédits correspondants sont prévus sur l'AP105 libellée « Urbanisme durable, forme de la ville, habitat, politique de la ville, proximité, solidarités » ; opération 2021-10054 libellée « Études générales urbaines ».

### **Le Bureau délibère et, à l'unanimité**

1 – autorise la signature du marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage avec le groupement Atelier Ruelle/TUGEC/Transitec, pour un montant de 296 284 € H.T. soit 355 240 € T.T.C.

2 – autorise Madame la Présidente à exercer les missions confiées au pouvoir adjudicateur et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

DGD Fabrique de la Ville Ecologique et Solidaire  
Direction Nature et Jardins

#### **04 - Nantes - Aménagement de la promenade "Duchesse Anne - Cours Saint André" dans le cadre du plan pleine terre - Transformation du parking Duchesse Anne en jardin et végétalisation du Cours Saint-André - Approbation du programme et de l'enveloppe prévisionnelle - Lancement d'une consultation de maîtrise d'œuvre**

##### **Exposé**

La santé des écosystèmes joue un rôle essentiel dans la capacité d'un territoire à faire face aux bouleversements. En milieu urbain, en particulier, la présence de canopées, de sols vivants, l'infiltration de l'eau de pluie limitent les vulnérabilités face aux aléas (sécheresse, canicules, érosion de biodiversité, inondations, etc.). Ils agissent entre autres sur la régulation du climat et la captation du carbone mais aussi sur l'adaptation des individus à l'augmentation des températures.

Afin de répondre à ces impératifs écologiques, mais aussi de santé publique, la métropole nantaise s'est ainsi engagée dans un objectif de reconquête de la nature sur les surfaces minérales urbaines, prenant la forme d'un projet dit « Plan Pleine Terre ».

Lors du Conseil métropolitain du 10 février 2023 et du Conseil municipal du 24 juin 2022, Nantes Métropole et la Ville de Nantes ont précisé les contours et les enjeux du Plan Pleine Terre :

- réduire les îlots de chaleur urbains grâce à l'ombre et l'évapotranspiration des arbres ;
- lutter contre les inondations en favorisant l'infiltration de l'eau ;
- créer des conditions favorables à la biodiversité, en recréant une trame verte et bleue ;
- accompagner la mise en place de rues piétonnes et de pistes cyclables ;
- développer la ressource alimentaire grâce à la plantation d'espaces comestibles ;
- contribuer à l'atténuation du changement climatique grâce au stockage du carbone dans le sol.

Pour la ville de Nantes, un objectif de 7 hectares de nouvelles surfaces de pleine terre d'ici 2026 a, d'ores et déjà, été fixé .

En septembre 2022, à la suite d'un été affichant des records de température, la ville et la métropole se sont engagées à débitumer 1 hectare supplémentaire au profit d'une « trame fraîcheur » en centre ville. S'appuyant sur la spécificité du territoire nantais et la volonté de mise en réseau des vallées au travers du Projet Étoile Verte, l'axe reliant l'Erdre (du Bassin Ceineray) à la Loire (au niveau de l'écluse du Bassin St Félix) a été retenu.

Cette perspective majeure dans le paysage urbain nantais - entrée de ville au cœur d'un patrimoine remarquable – deviendra une nouvelle promenade reliant l'Erdre à la Loire. Son réaménagement permettra, entre autres, la transformation du parking Duchesse Anne en jardin (surface estimée à 3700m<sup>2</sup> de pleine terre) mais aussi la végétalisation et l'animation du Cours Saint-André (4400m<sup>2</sup>), offrant ainsi aux habitants des espaces de fraîcheur et de détente.

Le coût total de l'opération globale afin de passer en phase opérationnelle – maîtrise d'œuvre et travaux - est estimé à 2 300 000 € TTC (1 916 667 € HT), dont :

- 240 000 € TTC (200 000 € HT) pour les prestations de maîtrise d'œuvre ;
- 2 060.000 € TTC (1 716 667 € HT) pour les travaux.

Conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique, il est demandé d'autoriser le lancement d'une procédure adaptée, pour la passation d'un marché de maîtrise d'œuvre dont le début des études est prévue à la fin du premier semestre 2023.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP104 Transition écologique, métropole nature et résilience, grands services urbains, opération n°10253, Plan pleine terre – végétalisation.

### **Le Bureau délibère et, à l'unanimité**

1. approuve le programme de l'opération d'aménagement de la promenade "Duchesse Anne - Cours Saint André" dans le cadre du plan pleine terre
2. fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération à 1 916 667 € HT, soit 2 300 000 € TTC.
3. autorise le lancement d'une procédure adaptée pour une mission de maîtrise d'œuvre
4. autorise Madame la Présidente à solliciter toute subvention concernant le plan pleine terre ou sa déclinaison opérationnelle.
5. autorise Madame la Présidente à exercer les missions confiées au pouvoir adjudicateur, notamment à signer les marchés et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

■ Direction générale Territoires Proximité Déchets et Sécurité.

## **05 – Espace public - Voirie - Programmes enveloppes – Lancement de consultations**

### **Exposé**

#### **1 – VERTOU – Création d'une voie entre les rues du 8 mai et du 11 novembre – Approbation du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle – Lancement d'une procédure adaptée**

Dans le cadre de l'accompagnement de l'opération immobilière réalisée par SOGIMMO sur la commune de Vertou, une nouvelle rue va être créée entre la rue du 8 mai et la rue du 11 novembre, à proximité du groupe scolaire de l'Enclos. Cette voie sera dénommée « rue Jeanne Le Boyer ».

Cette nouvelle voie desservira le nouvel immeuble. Elle a vocation à être aménagée en zone de rencontre, limitée à 20 km/h. La circulation se fera en sens unique. Un cheminement piéton sera créé le long de la façade. Afin d'atteindre les objectifs métropolitains de transition écologique, la rue sera végétalisée, dans le but de créer des îlots de fraîcheur et les revêtements seront en partie perméables. Par ailleurs, un éclairage public sobre énergétiquement et adapté à l'espace sera réalisé. Une réflexion est également portée sur le cycle de l'eau et la gestion des eaux pluviales afin de ne pas apporter de débit supplémentaire dans le réseau existant : une zone tampon sera créée avec un débit de fuite réduit.

Dans le cadre de cette opération, les places de stationnement et les trottoirs des rues du 11 novembre et du 8 mai seront réajustées. Une banque sera implantée dans l'opération immobilière côté rue du 8 mai : une place réservée aux convoyeurs de fonds sera donc aménagée.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 400 000 € HT soit 480 000 € TTC (valeur janvier 2023).

Le financement de cette opération a fait l'objet d'un Projet Urbain Partenarial avec la SCCV Villa Canopée représentée par la société SOGIMMO qui participera à hauteur de 200 000 € HT au coût global des équipements publics estimés à 400 000 € HT (décision n°2020-1243 du 03 novembre 2020).

La maîtrise d'œuvre de cette opération est assurée par les services de Nantes Métropole qui ont élaboré le projet.

La consultation comprend 2 lots distincts.

Le montant des travaux est estimé à 366 666,67 € HT soit 440 000 € TTC pour l'ensemble des lots.

Conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP105, libellée « Urbanisme durable, forme de la ville, habitat, politique de la ville, proximité, solidarité, santé, longévité, dialogue citoyen », opération n°2021-10035, libellée « Nouveaux aménagements de voirie - Vertou ». Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe territorialisée de la PPI.

## **2 - CARQUEFOU – Rue du Métropolitain - Requalification de la voie – Approbation du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle – Lancement d'une procédure adaptée**

Située au Sud Est du centre ville de la commune de Carquefou, la rue du Métropolitain est une voie en impasse, qui dessert un habitat pavillonnaire. Dans le cadre du renouvellement urbain, un nouvel immeuble a été construit en 2017 accueillant un pôle médical et des logements. Les usages ont donc évolué ces dernières années.

Il convient donc de requalifier la voie pour garantir des circulations apaisées pour tous, sécuriser les cheminements actifs (piétons, vélos), désimperméabiliser la voirie et organiser le stationnement.

A noter que cette voie fait partie de l'itinéraire vélo Ouest-Est réalisé dans le cadre du Plan Communal de Déplacement Doux en 2018, qui permet notamment de se connecter plus à l'Est à la voie verte et rejoindre Saint Mars La Jaille.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 250 000 € HT, soit 300 000 € TTC (valeur mars 2023).

La maîtrise d'œuvre de cette opération est assurée par les services de Nantes Métropole qui ont élaboré le projet.

Le contenu et la nature homogène des travaux à réaliser ne permettent pas un allotissement.

Le montant des travaux est estimé à 245 833,33 € HT soit 295 000 € TTC.

Conformément à l'article R2123-1 du code de la commande publique, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP 105, libellée « Urbanisme durable, Forme de la Ville, Habitat, Politique de la Ville, Proximité, Solidarité, santé, longévité, dialogue citoyen », opération 2021- 10037, libellée « Nouveaux aménagements de voirie – Carquefou ». Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe territorialisée de la PPI à hauteur de 180 000 € TTC.

## **3 – LE PELLERIN – Aménagement de la Place du Commandant l'Herminier – Approbation du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle – Maîtrise d'œuvre - Lancement d'une procédure adaptée**

La place du commandant l'Herminier sur la commune du Pellerin est la place centrale de la ville. C'est également un lieu de passage incontournable où se mêlent les différents usagers que sont les cyclistes avec la Loire à Vélo, les piétons profitant de la place et les voitures avec le bac.

Cette densité de fonctions et d'usages implique un partage de la place pour permettre à tous d'en profiter en toute sérénité. Actuellement, cette place est très routière. Le parking, scindé en deux parties, morcelle les espaces piétonniers et ne laisse que peu de place aux autres usagers.

Les aménagements envisagés, réalisés dans le cadre d'un centre ville apaisé, vivant et actif, consisteront principalement :

- à optimiser et organiser l'espace suivant les différents usages (stationnement, accès au bac et transport en commun, accès aux commerces, passage de la Loire à vélo),
- à désimperméabiliser les sols et végétaliser la place,
- à améliorer, sécuriser et conforter les déplacements des piétons et cyclistes,

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 400 000 HT soit 480 000 € TTC (valeur mars 2023).

Pour la réalisation de cette opération, il est nécessaire de recourir aux prestations d'un maître d'œuvre externe, dont le montant des honoraires est estimé à 50 000 € TTC

Conformément aux articles R2172-1 , R2172-2 et R2123-1 et suivants du Code de la commande publique, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'une procédure adaptée pour la désignation d'un maître d'œuvre.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP 105, libellée « Urbanisme durable, Forme de la Ville, Habitat, Politique de la Ville, Proximité, Solidarité, santé, longévité, dialogue citoyen », opération 2021-10018, libellée « Nouveaux aménagements de voirie – Le Pellerin ». Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe territorialisée de la PPI.

#### **4 – ORVAULT – Requalification du carrefour avenue du Pont de la Baronnière / Boulevard Mendès France et aménagement cyclable Boulevard Mendès France - Approbation du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle – Lancement d'une procédure adaptée**

Identifié comme un point noir dans le maillage des itinéraires cyclables de la ville d'Orvault, le carrefour giratoire actuel de la Baronnière est un carrefour stratégique se connectant à l'itinéraire magistral cyclable (identifié « rocade » magistrale dans le Schéma Directeur des Itinéraires Cyclables). Aussi, afin de le sécuriser pour les cycles et les piétons, tout en améliorant la performance des bus, il convient de reconfigurer le carrefour avenue du Pont de la Baronnière et d'aménager ses abords. Pour une cohérence d'itinéraire, une piste bidirectionnelle sera aménagée de part et d'autre, entre le giratoire de Moquesouris et la section du boulevard Mendès France jusqu'au giratoire Petit Moulin.

Les travaux envisagés prévoient :

- la mise en place de feux pour la régulation de trafic en priorisant les bus et en intégrant la gestion des traversées cycles et piétonnes pour le carrefour avenue du pont de la Baronnière,
- la suppression du giratoire Jalière remplacé par un carrefour en stop,
- la création d'une piste bidirectionnelle sur le Boulevard Mendès France entre Petit-Moulin et Jalière, conforme au référentiel des aménagements cyclables,
- la transformation en piste bidirectionnelle sur la section Route de Nantes entre Jalière et Bois Ragueuet (giratoire Moquesouris),
- l'aménagement des continuités piétonnes (trottoirs confortables et traversées sécurisées),
- le réaménagement des quais bus des arrêts Jalière et Orvault Grand Val (coté nord),
- le maintien des alignements d'arbres existants et la requalification paysagère du talus.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 390 000 € HT soit 468 000 € TTC (valeur mars 2023).

La maîtrise d'œuvre de cette opération est assurée par les services de Nantes Métropole qui ont élaboré le projet, à l'exception de la maîtrise d'œuvre pour la gestion par feux, qui est confiée au bureau d'étude OCEANIS.

La consultation comprend 2 lots distincts.

Le montant des travaux est estimé à 340 000 € HT soit 408 000 € TTC pour l'ensemble des lots.



Conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP 105 libellée "Urbanisme durable, forme de la ville, habitat, politique de la ville, proximité, solidarités, santé, longévité, dialogue citoyen », opération n°2021-10023, libellée « Nouveaux aménagements de voirie – Orvault » . Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe territorialisée de la PPI.

## **5 – BOUGUENAIS – Aménagement de la place de la Chapelle – Les Couëts – Modification du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle**

Par délibération du 4 mars 2022, le Bureau métropolitain a approuvé le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération d'aménagement de la place de la Chapelle - Les Couëts sur la commune de Bouguenais pour un montant de 483 333,33€ HT soit 580 000 € TTC et autorisé le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de la maîtrise d'œuvre. Pour mémoire, cette opération est intégrée dans la démarche « places et placettes ».

Suite aux premiers éléments d'études et plus particulièrement ceux du diagnostic et de la concertation, il est apparu de nouveaux besoins pour mener à bien la volonté politique de végétalisation afin de lutter contre l'îlot de chaleur de cette place et de redynamiser cet espace public.

Il a été mis en évidence le besoin de connecter la place de la Chapelle avec le centre Baptiste Marcet tout proche qui concentre de nombreux équipements publics (mairie annexe, centre socio culturel...) et de réorganiser le marché hebdomadaire pour trouver de nouvelles opportunités de végétalisation.

En conséquence, le périmètre de l'étude a été modifié pour répondre à ces nouveaux enjeux.

Aussi, il est nécessaire d'ajuster l'enveloppe financière prévisionnelle pour la porter à 833 333,33 € HT soit 1 000 000 € TTC.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP 105, libellée « Urbanisme durable, Forme de la Ville, Habitat, Politique de la Ville, Proximité, Solidarité, santé, longévité dialogue citoyen », opération 2021-10015, libellée « Nouveaux aménagements de voirie – Bouguenais ». Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe territorialisée de la PPI.

## **6 - SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE – Secteur Fresnaie - Requalification de voirie – Approbation du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle – Lancement d'une procédure adaptée**

Située au Sud-Est de la commune de Sainte-Luce-sur-Loire, les rues de la Fresnaie et de la Miltière desservent un habitat pavillonnaire résidentiel dense. La voirie et ses annexes sont vieillissantes avec des accotements souvent occupés par du stationnement, ce qui ne permet pas d'assurer des cheminements piétons sécurisés vers les arrêts scolaires notamment.

Afin de proposer un environnement plus convivial, sécurisé et apaisé, il convient de requalifier la voie en créant une zone de rencontre avec des écluses et en rénovant la chaussée et les réseaux. De plus, la création d'espaces verts participera à la désimperméabilisation des sols.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 250 000 € HT soit 300 000 € TTC (valeur mars 2023).

La maîtrise d'œuvre de cette opération est assurée par les services de Nantes Métropole qui ont élaboré le projet.

Le contenu et la nature homogènes des travaux à réaliser ne permettent pas un allotissement.

Le montant des travaux est estimé à 245 833,33 € HT soit 295 000 € TTC.

Conformément à l'article R2123-1 du code de la commande publique, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP 105, libellée « Urbanisme durable, Forme de la Ville, Habitat, Politique de la Ville, Proximité, Solidarité, santé, longévité, dialogue citoyen » opération 2021- 10037, libellée « Nouveaux aménagements de voirie – Sainte Luce sur Loire ». Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe territorialisée de la PPI.

## **7 – BRAINS – Aménagement de la rue Jules Verne - Approbation du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle – Lancement d'une procédure adaptée**

La rue Jules Verne constitue l'entrée Ouest de l'agglomération de Brains. Cette voie comporte des trottoirs trop étroits ne permettant pas d'assurer la sécurité des piétons. Il y est, par ailleurs, constaté des vitesses excessives.

L'opération d'aménagement vise à apporter davantage de confort aux piétons, par l'élargissement des trottoirs. Des dispositifs réduisant les vitesses pratiquées permettront par ailleurs d'apaiser la circulation sur cette voie d'entrée classée en zone 30 km/h. Cet apaisement de la circulation favorisera ainsi un usage mixte vélo/voitures sur la chaussée. Le projet sera accompagné par la création de poches de stationnement, en écluse et sur des acquisitions foncières, afin de résoudre le problème du stationnement sauvage sur les trottoirs.

L'éclairage public sera remplacé par des appareils à leds, avec une recherche d'adaptation de la puissance lors des heures creuses sur cet axe principal de 2ème catégorie.

Le réseau d'assainissement pluvial, en partie obsolète, sera remplacé, et une désimperméabilisation / végétalisation des espaces disponibles sera mise en œuvre.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 450 000 € HT soit 540 000 € TTC (mars 2023).

La maîtrise d'œuvre de cette opération est assurée par les services de Nantes Métropole qui ont élaboré le projet.

La consultation comprend 3 lots distincts.

Le montant des travaux est estimé à 437 500 € HT soit 525 000 € TTC pour l'ensemble des lots.

Conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP 105, libellée « Urbanisme durable, Forme de la Ville, Habitat, Politique de la Ville, Proximité, Solidarité, santé, longévité, dialogue citoyen », opération 2021-10016, libellée « Nouveaux aménagements de voirie – Brains ». Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe territorialisée de la PPI 2021-2026.

### **Le Bureau délibère et, à l'unanimité**

1 - approuve les programmes et fixe les enveloppes financières prévisionnelles des opérations suivantes

<b>COMMUNES</b>	<b>OPERATIONS</b>	<b>MONTANTS HT</b>	<b>MONTANTS TTC</b>
VERTOU	Création d'une voie entre les rues du 8 mai et du 11 novembre	400 000 €	480 000 €
CARQUEFOU	Requalification de la rue du Métropolitain	250 000 €	300 000 €

LE PELLERIN	Aménagement de la Place du Commandant l'Herminier	400 000 €	480 000 €
ORVAULT	Requalification du carrefour avenue du Pont de la Baronnière / Boulevard Mendès France et d'aménagement cyclable Boulevard Mendès France	390 000 €	468 000 €
SAINTE LUCE SUR LOIRE	Requalification du secteur Fresnaie	250 000 €	300 000 €
BRAINS	Aménagement de la rue Jules Verne	450 000 €	540 000 €

2 – approuve la modification du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération suivante :

COMMUNES	OPERATIONS	MONTANTS HT	MONTANTS TTC
BOUGUENNAIS	Aménagement de la place de la Chapelle – Les Couëts	833 333,33 €	1 000 000 €

3 – autorise, dans le cadre de l'opération d'aménagement de la Place du Commandant l'Herminier sur la commune du Pellerin, le lancement d'une procédure adaptée pour la désignation d'un maître d'œuvre,

4 – autorise le lancement de procédures adaptées pour la réalisation des travaux des opérations :

- de création d'une voie entre les rues du 8 mai et du 11 novembre sur la commune de Vertou,
- de requalification de la rue du Métropolitain sur la commune de Carquefou,
- de requalification du carrefour avenue du Pont de la Baronnière / Boulevard Mendès France et d'aménagement cyclable Boulevard Mendès France sur la commune d'Orvault,
- de requalification du secteur Fresnaie sur la commune de Sainte-Luce-sur-Loire,
- d'aménagement de la rue Jules Verne sur la commune de Brains,

5 - autorise Madame la Présidente à exercer les missions confiées au pouvoir adjudicateur, notamment attribuer et signer les marchés et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction Générale Ressources  
Département B.A.T.I.I.  
Direction Administrative et Financière

## **06 – Restructuration du centre technique de la régie du Sud Ouest (RSO) à Saint Jean de Boiseau - Approbation du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle et lancement d'une procédure adaptée**

### **Exposé**

Afin de poursuivre l'action de modernisation de ses équipements, Nantes Métropole, dans le cadre de sa PPI 2020-2026, a décidé de restructurer les locaux de la Régie du Sud Ouest (RSO).

Jusqu'à l'été 2021, le centre technique de Saint Jean Boiseau regroupait les activités de l'Opérateur Public de Collecte (OPC), voirie et espaces verts pour le Pôle de proximité Sud Ouest. Les services voirie et espaces verts ont été transférés en 2022 sur le nouveau centre technique créé sur la commune de Bouaye.

Le site de collecte actuel situé sur la commune de Saint Jean Boiseau est composé de plusieurs constructions hétéroclites de type bâtiments modulaires ajoutées au fur et à mesure des besoins. Pour un bon nombre d'entre eux, ils sont devenus aujourd'hui non adaptés au fonctionnement du site et/ou très vétustes. La reconstruction des locaux est donc nécessaire.

Le projet de restructuration partielle de la RSO comprend la déconstruction des vieux bâtiments modulaires actuels et la création de 400m<sup>2</sup> de vestiaires et bureaux. Les espaces extérieurs d'une surface de 1864m<sup>2</sup>, regroupent quant à eux les lieux de stationnement pour les bennes à ordures ménagères et du stockage pour les bacs individuels et collectifs à ordures ménagères, ainsi que du stationnement pour les véhicules et vélos des agents.

Les bâtiments seront compacts, et disposeront d'une isolation performante. Des matériaux biosourcés visant l'étiquette A pour la qualité de l'air intérieur seront utilisés. Il est prévu l'installation de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments. Une végétalisation sera mise en place pour respecter l'objectif de la feuille de route sur la transition énergétique de 100 % de toiture utile. Les déchets de chantier seront valorisés.

Les enjeux principaux de cette opération sont l'amélioration des conditions de travail des agents, l'intégration de l'équipement dans son environnement, et la prise en compte des ambitions de transition écologique et énergétique de Nantes Métropole. Elle s'intègre également dans les objectifs de la triple certification de la direction des déchets obtenue en 2021 (ISO 9001, ISO 14 001, ISO45 001).

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 1 666 666 €HT soit 2 000 000 TTC (valeur d'octobre 2022). Le montant des travaux est, quant à lui, estimé à 1 455 000 € HT soit 1 746 000 € TTC.

La surface totale de la parcelle est de 4 974 m<sup>2</sup>. 400 m<sup>2</sup> de surface bâimentaire seront construits au prix estimé de 1 063 200 € HT soit 2 658 € HT par m<sup>2</sup>. Les travaux sur les espaces extérieurs se concentreront sur une surface de 1864 m<sup>2</sup> pour un coût estimé de 261 200 € HT soit 140 € HT par m<sup>2</sup>.

La maîtrise d'œuvre de l'opération est assurée par le cabinet DOMUS ARCHITECTURE, titulaire de l'accord-cadre d'assistance technique, économique et financière.

Ces travaux seront décomposés en douze lots.

Les travaux se dérouleront en site occupé, en assurant la continuité d'exploitation du centre technique. Il devraient débuter à partir du mois de septembre 2023 pour une durée estimée de 16 mois.

Conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux, ceci permettant d'obtenir la concurrence la plus large possible et de négocier les conditions optimales pour la réalisation de cette opération.

Les crédits correspondants aux travaux de restructuration du Centre Technique RSO sont prévus au budget annexe Déchets, sur l'AP 042, libellée «Déchets», opération 2021/10199, libellée « Restructuration de la RSO ».

### **Le Bureau délibère et, à l'unanimité**

1. approuve le programme de l'opération relatif aux travaux de restructuration du centre technique Régie du Sud Ouest à Saint Jean de Boiseau,
2. fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération à 1 666 666 €HT soit 2 000 000 TTC,
3. autorise le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux,
4. autorise Madame la Présidente à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment attribuer et signer les marchés.

## **07 – Prestations pour la réalisation d'actions d'information et de sensibilisation auprès des usagers, dans les domaines de la réduction, du tri et du traitement des déchets sur le territoire de Nantes Métropole – Lancement d'un appel d'offres ouvert**

### **Exposé**

Nantes Métropole poursuit son plan d'actions déchets pour la période 2022-2026 et son nouveau programme de prévention-réduction des déchets ménagers et assimilés (« PLPDMA »), tous deux adoptés en 2021 par la délibération n°2021/158 du 10 décembre 2021.

Afin de conforter et poursuivre la dynamique engagée depuis plusieurs années en faveur de la réduction et du tri, la Métropole s'est fixée deux grands objectifs à horizon 2030 :

- réduire de 20 % les déchets ménagers et assimilés (DMA) par habitant d'ici 2030 par rapport à 2010,
- atteindre 65 % de valorisation matière des DMA d'ici 2030 (hors gravats et déchets dangereux).

Le défi est de taille, puisque la dernière étude de caractérisation des déchets réalisée par Nantes Métropole en 2022 a révélé que les 2/3 du contenu de la poubelle de déchets résiduels (incinérés) sont encore présents et pourraient être évités par des actions de réduction, ou triés pour être recyclés.

La participation du plus grand nombre d'usagers est essentielle pour relever le défi et atteindre ces objectifs.

C'est pourquoi des actions de communication de proximité sont nécessaires avec pour but d'informer et de sensibiliser les usagers aux enjeux sur les déchets, mais aussi pour transmettre les gestes de réduction des déchets, anti-gaspillages, et de tri des déchets.

En 2019 et 2021, environ 40 000 foyers ont reçu la visite « d'ambassadeurs déchets » à leur domicile, 1 500 personnes ont participé à une animation sur la réduction des déchets et environ 10 stands d'information par mois ont été installés dans les lieux publics, en pied d'immeuble, sur les marchés forains, ou sur des événements, pour sensibiliser les habitants.

Nantes Métropole a recours à des prestataires privés pour organiser ces actions de sensibilisation.

Le deuxième marché public d'information et de sensibilisation aux déchets arrivant à terme mi-septembre 2023, il est proposé de lancer une nouvelle consultation afin de poursuivre les actions d'information des usagers. A noter que ce marché est complémentaire avec d'autres marchés publics de prestations de sensibilisation aux déchets : des interventions pédagogiques dans les écoles (environ 2 000 élèves concernés par an), l'animation du Défi Citoyens zéro déchet (180-200 foyers engagés par an) et des séances d'information sur le compostage individuel et collectif.

Les prestations d'actions d'information et de sensibilisation dans les domaines de la réduction des déchets et des gaspillages, du tri et du traitement des déchets s'organiseront ainsi :

- des actions de diffusion d'informations génériques sur la réduction et le tri des déchets de différents formats : porte à porte au domicile des habitants, stands dans les espaces publics (déchèteries, marchés forains, pied d'immeuble, ...) ou déambulation,
- des animations participatives, de démonstrations, visant à sensibiliser et apporter des solutions en matière de réduction des déchets et des gaspillages (stands d'animation ou mini-villages notamment lors d'événementiels comme le rendez-vous annuel de la Semaine Européenne de Réduction des Déchets en novembre, ou des événements portés par la Métropole ou les communes).

Les actions de communication visent à accompagner les évolutions et services de la collectivité, notamment l'harmonisation des modes de collecte des déchets sur tout le territoire (remplacement des sacs « tri'sac » sur Nantes et sacs translucides hors Nantes par des bacs), le déploiement du tri des déchets alimentaires (collecte déployée en 2023-2024 auprès des 180 000 foyers sur Nantes après

expérimentation depuis 2019 sur Nantes Nord, en complément de la poursuite de la promotion du compostage individuel et collectif) ou encore le renforcement du tri et du réemploi en déchèteries.

Elles ont pour objectifs de :

- contribuer à une meilleure visibilité et compréhension par les usagers de l'action publique et des services apportés,
- contribuer à une meilleure connaissance des métiers des opérateurs publics et privés du déchet,
- faciliter la prise de conscience que chacun, à son niveau, peut être un acteur du changement en faveur d'une réduction des déchets et des gaspillages, d'une amélioration de son cadre de vie et de la propreté dans son lieu de vie.

Le périmètre d'intervention est l'ensemble du territoire des 24 communes de Nantes Métropole.

Les cibles sont les usagers du service public des déchets : habitants, associations, professionnels publics et privés (commerces, administrations, organisateurs de fêtes et événements, ...).

Le marché conclu à l'issue de cette consultation prendra la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commandes, d'une durée ferme de 4 ans avec les montants maximums suivants :

Lots	Montant maximum € HT sur 4 ans
N° 1 : diffusion d'informations génériques sur la réduction et le tri des déchets auprès des usagers (porte à porte, stands, déambulation)	4,3 millions
N° 2 : organisation d'animations interactives sur les thématiques de la réduction des déchets	800 000

A titre d'information, le montant de l'ancien marché sur les quatre années s'élevait à 5 millions d'euros HT.

Conformément aux dispositions prévues aux articles R 2161-2 et suivants du code de la commande publique, il est proposé de recourir à la procédure d'appel d'offres ouvert.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe déchets, chapitre 011, opération n° 704, actions de prévention et de communication.

### **Le Bureau délibère et, à l'unanimité**

1 - autorise le lancement d'un appel d'offres ouvert pour des prestations d'actions d'information et de sensibilisation auprès des usagers, dans les domaines de la réduction, du tri et du traitement des déchets sur le territoire de Nantes Métropole,

2 - autorise Madame la Présidente à exercer les missions confiées au pouvoir adjudicateur, notamment à signer le marché et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction Générale Déléguée Fabrique de la Ville Ecologique et Solidaire  
Département des Mobilités  
Direction des Services de Mobilités

## **08 - Règlement des transports scolaires – Approbation**

### **Exposé**

Nantes Métropole, en sa qualité d'autorité organisatrice des mobilités, est organisatrice principale des transports scolaires sur les communes de son ressort territorial. A ce titre, il est élaboré un règlement intérieur des transports scolaires afin d'informer les élèves et leurs parents des règles élémentaires de respect et de discipline, essentielles à l'utilisation des transports scolaires.

Compte tenu de l'évolution de la gestion des transports scolaires, il est proposé d'approuver un nouveau règlement intégrant une information par SMS aux familles qui se seront inscrites à ce service, en complément du mail aujourd'hui déjà envoyé, en cas d'interruption de service ou de perturbation.

Ce règlement a été élaboré en partenariat avec l'ensemble des communes de l'agglomération, ayant recours au transport scolaire sur leur territoire. Il fixe ainsi les droits et les devoirs de chacun afin de garantir le bon déroulement du service et la sécurité de tous à l'intérieur des véhicules.

Il est distribué à chaque famille dès sa demande d'inscription. Son acceptation et l'engagement à le respecter conditionnent la validation de l'inscription. Il s'applique à l'ensemble des utilisateurs du transport scolaire.

Ce règlement est annexé à la présente délibération.

### **Le Bureau délibère et, à l'unanimité**

1 - approuve le nouveau règlement des transports scolaires, ci-annexé, applicable à compter de la rentrée scolaire de septembre 2023.

2 - autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction générale déléguée à la cohésion sociale  
Direction des sports

## **09 – Stade de la Beaujoire-Louis Fonteneau – Avenant à la Convention d'occupation temporaire du domaine public – Approbation**

### **Exposé**

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2021, le FC Nantes est titulaire d'une convention d'occupation temporaire, à titre précaire et révocable, du stade de la Beaujoire Louis Fonteneau. Cette convention d'une durée de deux ans arrive à échéance au 30 juin 2023.

En parallèle, le stade a été retenu pour accueillir deux événements sportifs de rayonnement international, que sont :

- la Coupe du monde masculine de rugby en 2023 : 4 matchs auront lieu à Nantes entre le 16 septembre et le 8 octobre ; ceux-ci seront également précédés d'un « test match » France- Fidji le 19 août ;
- les Tournois olympiques féminin et masculin de football en 2024 : 8 matchs auront lieu à Nantes entre le 26 juillet et le 11 août (dont un 1/4 de finale du tournoi féminin et le match pour la 3<sup>e</sup> place du tournoi masculin).

De tels événements nécessitent une phase de préparation très conséquente afin de répondre aux cahiers des charges des organisateurs (GIP Coupe du Monde 2023 pour le rugby et Paris 2024 pour les Jeux Olympiques et Paralympiques). C'est pourquoi les services de Nantes Métropole ont entamé depuis plusieurs mois ces phases préparatoires, en collaboration avec le FC Nantes, actuel exploitant du stade.

Ainsi, pour permettre la poursuite de la bonne préparation et au regard des exigences posées dans les cahiers des charges des deux organisateurs pour garantir la tenue de ces deux événements dans de bonnes conditions, il est nécessaire de prolonger la durée de la convention d'occupation du Stade de la Beaujoire au bénéfice du FC Nantes, pour une durée de deux ans, soit jusqu'au 30 juin 2025. Cette prolongation permettra de tenir compte de la nécessité de mettre à disposition le Stade pour l'intégralité de la saison sportive 2024-2025.

De plus, il est également nécessaire de modifier le périmètre des espaces mis à disposition par cette convention afin d'intégrer le « Pavillon et l'espace associé » et de tenir compte de la nouvelle billetterie (bâtiment, tripodes...), dont les travaux sont actuellement en cours et seront finalisés durant l'été 2023 préalablement à l'accueil des premiers matches de la Coupe du Monde de Rugby.

Il est proposé d'approuver l'avenant, ci-annexé, à la convention d'occupation temporaire du domaine public pour le stade de la Beaujoire-Louis Fonteneau.

Par ailleurs, le FC Nantes est également titulaire d'une convention d'occupation temporaire du centre José Arribas et d'une partie de la Plaine de Jeux de la Jonelière, conclue sur la même durée que celle du stade. Cette convention sera également prolongée, par décision, conformément aux délégations accordées par le Conseil métropolitain à la Présidente, afin de conserver une cohérence de durée eu égard au lien fonctionnel entre ces deux sites occupés par le FC Nantes.

### **Le Bureau délibère et, à l'unanimité**

1 – approuve l'avenant, ci-annexé, à la convention d'occupation temporaire du domaine public pour le stade de la Beaujoire – Louis Fonteneau, à conclure avec la SASP Football Club de Nantes,

2 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération, et notamment à signer l'avenant.

Direction générale déléguée à la cohésion sociale  
Direction des sports

## **10 – Conception, aménagement et exploitation d'un village rugby à Nantes pour la Coupe du Monde de rugby masculine 2023 – Lancement d'un appel d'offres ouvert - Approbation**

### **Exposé**

Dans le cadre de la Coupe du Monde de Rugby masculine qui sera organisée du 08 septembre au 28 octobre 2023 en France, Nantes Métropole a été retenue en tant que collectivité d'accueil de l'événement.

Elle accueillera quatre rencontres des phases de poules dans l'enceinte du Stade de la Beaujoire : Irlande/Tonga samedi 16 septembre, Argentine/Chili samedi 30 septembre, Pays de Galles/Georgie samedi 7 octobre et Argentine/Chili dimanche 8 octobre 2023.

Ces affiches ont suscité dès leur annonce un fort engouement et se dérouleront à guichets fermés avec de nombreux supporters de ces différentes équipes.

Près de 450 000 visiteurs étrangers sont attendus pour cette édition 2023, qui marquera le bicentenaire du rugby et la dixième édition de la Coupe du Monde.

Cette compétition sportive internationale contribuera au rayonnement du territoire métropolitain et constituera un temps fort de mobilisation de tous les acteurs locaux en même temps qu'un temps festif rassemblant largement la population.

En ce sens, Nantes Métropole souhaite mettre en place un village rugby, à la hauteur des enjeux et de l'importance de l'événement pour Nantes et sa métropole. Nantes Métropole a décidé de faire appel à un opérateur extérieur ayant l'expérience et les capacités pour assumer : la conception, l'aménagement et l'exploitation du village.

Le village rugby devra viser principalement à :

- recevoir différents publics pour vivre collectivement la Coupe du Monde de Rugby 2023 : touristes, habitants de la métropole, licenciés des clubs de rugby, etc. ;
- retransmettre les matchs se déroulant à Nantes sur un écran géant ;
- mener des actions de promotion du sport et du rugby en particulier à travers des animations ;
- accueillir dans les meilleures conditions les différents acteurs institutionnels, publics locaux et internationaux (représentants des villes jumelées), les médias, les partenaires ;
- offrir un lieu de valorisation des productions agricoles et circuits courts dans une logique durable ; le village devant également être un vecteur permettant l'atteinte des objectifs ambitieux de la Métropole de Nantes en matière de Responsabilité Sociétale des Entreprises, d'égalité, d'inclusion, et de non-discrimination ;



- accueillir et/ou organiser des événements culturels (exposition, festivals, chorale, danse, ...);
- assurer la promotion du territoire de Nantes Métropole.

L'implantation du village rugby sera prévue au Parc des Chantiers, sur l'Île de Nantes, situé dans un environnement ayant pour habitude d'accueillir des villages et des animations diverses et variées.

Le village sera ouvert à l'occasion du week-end d'ouverture de la compétition (match France/ Nouvelle Zélande le vendredi 8 septembre) et des trois week-ends durant lesquels le stade de la Beaujoire accueille des matchs.

Considérant la nature et le contenu homogènes des services à réaliser il est nécessaire de recourir à un marché non alloti en raison de la technicité et de la coordination des prestations à assurer dont le montant est estimé à 1 M€ HT soit 1,2 M€ TTC, sur la durée totale d'exécution de 8 mois.

Une clause d'insertion pèsera sur le titulaire ainsi que le fait que les prestations devront être réalisées dans le respect de la charte éco-événement de la métropole.

Une rétrocession de 10 % des recettes privées est prévue au bénéfice de la collectivité.

Conformément aux articles R2161-2 à 2161-5 du Code de la commande publique, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la réalisation de ces prestations.

Les crédits correspondants sont prévus au budget 2023 chapitre 011, opération N°3588 et libellée *Grands événements sportifs*.

### **Le Bureau délibère et, à l'unanimité**

1. autorise le lancement d'un appel d'offres ouvert en vue de la conclusion d'un marché portant sur la conception, l'aménagement et l'exploitation d'un village rugby à Nantes pour la Coupe du Monde de rugby masculine 2023,
2. autorise Madame la Présidente à exercer les missions confiées au pouvoir adjudicateur, notamment à signer le marché et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**D** Direction Générale Territoire, Proximité, Déchets et Sécurité  
Pôle Erdre et Loire

### **11 – Nantes – Voie nouvelle Ranzay / Koufra – Transfert des emprises de voirie et d'équipements publics en vue de leur classement dans le domaine public métropolitain – Eiffage Aménagement – Convention - Approbation**

#### **Exposé**

Eiffage Aménagement a déposé le 11 janvier 2023, une demande de permis d'aménager sur une emprise d'environ 79 000 m<sup>2</sup> de la parcelle figurant au cadastre sous la référence RV 262, d'une superficie totale de 82.495 m<sup>2</sup>. Le projet qui est situé entre les rues du Ranzay et de Koufra sur la commune de Nantes, a pour objectif de réaliser une opération d'aménagement à vocation d'activités industrielles et de bureaux.

Cette opération projette la création d'une voie nouvelle transversale reliant la rue du Ranzay à la rue de Koufra. Cette voie sera ouverte à la circulation dans les deux sens mais ne débouchera pas dans le sens Nord-Sud sur la rue de Koufra (un bouclage sur le site permettra d'éviter les sorties sur la rue de Koufra). La voie nouvelle sera donc composée d'une voie véhicules légers/poids lourds partagée avec les cycles et de cheminements piétons généreux de part et d'autre.

Ces aménagements permettront l'ouverture au public d'un nouveau quartier mixte activités industrielles et de bureaux ainsi que la reconstitution d'un axe urbain joignant les rues de Ranzay et Koufra. Ils justifient leur intégration dans le domaine public puisqu'ils seront affectés à l'usage direct du public.

La voie nouvelle et accessoires (espaces verts, espaces piétons, réseaux...) et la placette publique se développent sur une emprise d'environ 6 102m<sup>2</sup>.

Le maître d'ouvrage du projet, Eiffage Aménagement, a sollicité Nantes Métropole en vue d'organiser les modalités de l'incorporation au domaine public d'emprises de voirie et d'équipements publics réalisés par son projet.

Conformément à l'article R 431-24 du Code de l'Urbanisme, le dossier de demande de permis d'aménager comprend soit l'engagement du lotisseur de constituer une association syndicale des acquéreurs de lots pour la gestion et l'entretien des terrains et équipements communs, soit une convention de transfert de la voie.

Pour les raisons ci-dessus exposées, ces voies et équipements communs sont destinés, une fois les travaux d'aménagement achevés tels que prévus à la convention, à intégrer le domaine public métropolitain. Conformément à l'article R 431-24 précité, ce transfert doit faire l'objet d'une convention de cession, laquelle sera ajoutée au dossier de permis d'aménager.

Cette convention de cession sera conclue à titre gratuit, l'ensemble des frais (frais de géomètre et de notaire notamment) étant supporté par la société titulaire du permis d'aménager.

### **Le Bureau délibère et, à l'unanimité**

1 - décide, conformément aux dispositions de l'article R 431-24 du Code de l'Urbanisme, de conclure avec le maître d'ouvrage Eiffage Aménagement, une convention prévoyant le transfert au profit de Nantes Métropole, pour intégrer au domaine public un ensemble de parcelles constituant les voies et équipements communs destinés à être aménagés dans le cadre de l'opération de construction située entre les rues de Koufra et du Ranzay à Nantes.

2 - décide d'accepter cette cession à titre gratuit, le transfert intervenant dans les conditions fixées par la convention, une fois les travaux achevés.

3 - autorise Madame la Présidente ou Monsieur le vice-président délégué à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer la convention à intervenir.

Direction Générale Territoire Proximité Déchets Sécurité  
Pôle Loire Chézine

## **12 - Indre – Chemin du Port - Transfert d'office dans la voirie publique métropolitaine – Engagement de la procédure – Demande d'ouverture d'enquête publique**

### **Exposé**

Au-delà de sa fonction de desserte des habitations riveraines et du petit port de Haute-Indre, le chemin du Port à Indre est emprunté par l'itinéraire Loire à Vélo aménagé en partie par Nantes Métropole dans le cadre du projet des continuités cyclables entre les communes d'Indre et de Saint-Herblain. La cohabitation des différents usagers (automobilistes, piétons, cyclistes) en toute sécurité sur cette voie étroite et la lisibilité de l'itinéraire Loire à Vélo nécessitent la réalisation de travaux d'aménagement et de signalisation.

Le terrain d'assiette du Chemin du Port est constitué de fonds appartenant à divers propriétaires privés, à la Ville d'Indre, à des propriétaires inconnus et à Nantes Métropole.

L'examen de la situation foncière de ces terrains de voirie fait apparaître des difficultés de cession amiable de la propriété du sol en raison de l'historique des différentes transmissions intervenues depuis la création de cette voie.

Néanmoins, l'ensemble de l'emprise du Chemin du Port est ouvert à la circulation publique. Cette voie constitue un axe de maillage du quartier et de desserte du petit Port de Haute-Indre, d'intérêt public.

Afin de régulariser la situation foncière du chemin du Port à Indre, il est proposé de recourir à la procédure de classement d'office conformément aux dispositions de l'article L. 318-3 du Code de l'Urbanisme qui prévoient que la propriété des voies ouvertes à la circulation publique dans des ensembles d'habitations peut, après enquête publique, être transférée d'office sans indemnités dans le domaine public de la collectivité sur le territoire de laquelle ces voies sont situées.

A l'issue de l'enquête publique, la décision de transfert d'office sera prise par délibération du Bureau métropolitain. En cas d'opposition d'un ou plusieurs propriétaires, la décision de transfert sera prise par arrêté du Préfet, à la demande de Nantes Métropole.

La décision de l'autorité administrative portant transfert vaudra classement dans le domaine public et éteindra, par elle-même et à sa date, tous droits réels et personnels existant sur les biens transférés.

### **Le Bureau délibère et, à l'unanimité**

1 – décide, en application des articles L. 318-3 et R. 318-10 du Code de l'Urbanisme, d'engager la procédure de transfert d'office dans le domaine public de la voirie métropolitaine des fonds appartenant à divers propriétaires privés, à des propriétaires inconnus, constituant pour partie, le terrain d'assiette du chemin du Port à Indre,

2 – autorise Madame la Présidente à conduire la procédure administrative, notamment s'agissant de l'ouverture de l'enquête publique préalable au classement d'office, et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction générale de la Fabrique de la Ville Ecologique et solidaire  
Direction de l'Espace Public

### **13 - Nantes – Travaux de réfection du soutènement des berges de Loire à Mangin - Approbation du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle – Lancement d'une procédure adaptée**

#### **Exposé**

Suite à l'effondrement sur environ 40m de la berge située en aval du pont de Pirmil, place Victor Mangin, intervenue le 16 novembre 2021, des travaux d'urgence ont été réalisés afin de sécuriser la berge et les espaces publics. Par la suite, des études de conception d'une solution technique de réparation et de confortement pérenne ont été réalisées.

Les études ont permis de proposer une solution de réparation homogène pour la zone effondrée (secteur 1) ainsi que pour le secteur situé directement en aval, présentant également un enjeu de sécurité au regard de la proximité des immeubles d'habitation situés en arrière (secteur 2).

Les travaux de confortement consistent, pour l'ensemble des deux secteurs, après suppression de murs de soutènements résiduels, à réaliser un talus en enrochement sur un linéaire d'environ 160m entre l'aval du pont de Pirmil et la rue René Peigné. La solution retenue permet de restituer l'espace nécessaire en pied d'immeuble pour les accès secours ainsi qu'un espace de circulation piétonne en bord de berge pour assurer ainsi une continuité piétonne du tour de l'île.

Les travaux seront réalisés en deux phases, sur deux années successives, du fait des enjeux environnementaux (Présence de deux espèces végétales à statut protégé : Angélique des Estuaires et Scirpe Triquètre) et des conditions hydrauliques contraignant les travaux en Loire.

Les réparations sur la zone de l'effondrement (secteur 1) doivent être engagées de façon prioritaire du fait de la présence immédiate de riverains qui sont en très forte attente de travaux. La zone 2 est actuellement stable (donc travaux moins urgents) et les études techniques sont moins avancées. C'est pourquoi il est proposé de lancer un premier marché de travaux sur la zone 1 et de continuer en parallèle les études sur le secteur 2.

En conséquence, la consultation sera réalisée sous la forme de deux marchés distincts (secteur 1, puis secteur 2). Chaque consultation comprendra un lot unique du fait de l'homogénéité des travaux à réaliser (enrochements) et de l'absence de réseaux et d'aménagements d'espace public.

La maîtrise d'œuvre de cette opération est assurée par les services de Nantes Métropole, avec l'appui de EGIS, assistance à maîtrise d'ouvrage technique du projet.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération globale est fixée à 1 375 000 € HT soit 1 650 000 € TTC.

Conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique, il vous est demandé d'autoriser le lancement de deux procédures adaptées pour la réalisation de ces travaux (celle relative au secteur 1 sera lancée en 2023 et celle relative au secteur 2 en 2024).

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP 1055, libellée « Urbanisme durable, forme de la ville, habitat, politique de la ville, proximité », opération 2021-10013, libellée « Ouvrages d'Arts, berges et quais – Entretien Rénovation Sécurité ». Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe centrale de la PPI.

### **Le Bureau délibère et, à l'unanimité**

- 1 - approuve le programme de l'opération de travaux de réfection de la berge de Mangin sur la commune de Nantes,
- 2 - fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération à 1 375 000 € HT soit 1 650 000 € TTC,
- 3 - autorise le lancement de deux procédures adaptées pour la réalisation de ces travaux,
- 4 – autorise Madame la Présidente à exercer les missions confiées au pouvoir adjudicateur, notamment attribuer, signer, le marché et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

■ Direction générale Territoires Proximité Déchets Sécurité  
■ Pôle Nantes Centralité

### **14 – Traitement des balayures mécaniques de voirie des services de Nantes Métropole - Lancement d'un appel d'offres ouvert**

#### **Exposé**

Le marché n°2019-30347, actuellement en cours, relatif au traitement des balayures issues du balayage mécanique réalisé par les services de Nantes Métropole sur les espaces publics, arrive à échéance le 30 septembre 2023. L'objectif de ce marché est de traiter les balayures mécaniques afin de séparer les feuilles mortes et la partie minérale faisant l'objet d'une valorisation. Il convient donc de le renouveler.

Pour répondre à ce besoin, il est proposé de lancer une consultation.

La nature homogène des prestations à réaliser justifie le recours à un accord-cadre global.

L'accord-cadre, conclu à l'issue de cette consultation, prendra la forme d'accord-cadre mono attributaire avec émission de bons de commandes, d'une durée de quatre ans fermes.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 2 333 333,33 € HT, soit 2 800 000 € TTC, sur sa durée totale d'exécution.

Conformément aux articles R. 2162-1 à R. 2162-14 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la réalisation de ces prestations.

Les crédits correspondants sont prévus au budget annexe Déchets, chapitre 011, opération n° 3222 libellée traitement DIB et balayures tous pôles.

## Le Bureau délibère et, à l'unanimité

- 1 - autorise le lancement d'un appel d'offres ouvert pour le traitement des balayures, issues du balayage mécanique réalisé par les services de Nantes Métropole sur les espaces publics,
- 2 - autorise Madame la Présidente à exercer les missions confiées au pouvoir adjudicateur, notamment à signer l'accord-cadre et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction générale ressources  
Département du BATII  
Direction Logistique

### 15 – Prestations d'entretien, de réparation et de remorquage des véhicules légers et engins du parc automobile géré par Nantes Métropole – Ajustement

#### Exposé

Nantes Métropole assure l'entretien et la réparation de ses véhicules légers et de ses engins ainsi que de ceux de la Ville de Nantes et du Centre Communal d'Action Sociale de Nantes.

Certaines interventions d'entretien mécanique sont confiées à des prestataires extérieurs lorsque le service interne n'est pas en capacité d'assurer la maintenance de certains véhicules, du fait d'une surcharge d'activité ou lorsque la maintenance nécessite une technicité ou des moyens particuliers, tels que la carrosserie, la sellerie ou le remorquage, ou bien lorsque les travaux à réaliser consistent en des réparations à moindre valeur ajoutée.

Les marchés dont disposent Nantes Métropole sont arrivés à échéance.

La délibération du Bureau Métropolitain n°2021-147 en date du 26 novembre 2021 autorise le lancement de la consultation pour conclure de nouveaux accord-cadres relatifs aux prestations d'entretien, de réparation et de remorquage des véhicules légers et engins du parc automobile géré par Nantes Métropole conclus pour une durée de deux années, renouvelables une fois pour une nouvelle période de 2 ans, avec les montants maximums, sur leur durée totale d'exécution, suivants :

N° de lots	Désignation du lot	Montant maximum en HT sur 4 ans
1	Prestations de carrosserie	1 130 000 €
2	Prestations de mécanique pour le pôle sud-Ouest	540 000 €
3	Prestations de mécanique pour le pôle Loire Sèvre et Vignoble	640 000 €
4	Prestations de mécanique pour le pôle Erdre et Loire	580 000 €
5	Prestations de mécanique pour le pôle Erdre et Cens	180 000 €
6	Prestations de mécanique pour le pôle Loire Chézine	120 000 €
7	Prestations de mécanique pour les pôles nantais et pour la Ville de Nantes	270 000 €
8	Prestations de mécanique et de carrosserie sur les tracteurs et leurs équipements	780 000 €
9	Prestations de remorquage	540 000 €
10	Prestations de remise en état des équipements hydrauliques	340 000 €
11	Prestations de sellerie	40 000 €

Or, le besoin a évolué et le lot n°10 relatif aux prestations de remise en état des équipements hydrauliques doit être supprimé. En effet, les engins ont été renouvelés et les équipements hydrauliques, sous garantie sont réparés par les constructeurs plutôt que par un réparateur. Le numéro du lot 11 relatif aux prestations de sellerie devient ainsi le lot n°10.

Par ailleurs, il convient de prendre en compte de manière plus conséquente la hausse des coûts de main d'œuvre et des matières premières en augmentant l'estimation et les montants maximums.

Pour l'ensemble des lots, l'estimation initiale annuelle de 540 000 € HT est ainsi portée à 610 000 € HT représentant une augmentation de presque 13 % et les seuils maximums des lots suivants doivent être ajustés :

- lot n°1 – Prestations de carrosseries
- lot n°5 - Prestations de mécanique pour le pôle Erdre et Cens
- lot n°6 - Prestations de mécanique pour le pôle Loire Chézine
- lot n°7 - Prestations de mécanique pour les pôles nantais et pour la Ville de Nantes
- lot n°10 - Prestations de sellerie

Ainsi, les montants maximum sur la durée totale du marché sont les suivants :

N° de lots	Désignation du lot	Montant maximum en HT sur 4ans
1	Prestations de carrosserie	1 200 000 €
2	Prestations de mécanique pour le pôle sud-Ouest	540 000 €
3	Prestations de mécanique pour le pôle Loire Sèvre et Vignoble	640 000 €
4	Prestations de mécanique pour le pôle Erdre et Loire	580 000 €
5	Prestations de mécanique pour le pôle Erdre et Cens	200 000 €
6	Prestations de mécanique pour le pôle Loire Chézine	170 000 €
7	Prestations de mécanique pour les pôles nantais et pour la Ville de Nantes	320 000 €
8	Prestations de mécanique et de carrosserie sur les tracteurs et leurs équipements	780 000 €
9	Prestations de remorquage	540 000 €
10	Prestations de sellerie	100 000 €

#### **Le Bureau délibère et, à l'unanimité**

1 – modifie la délibération du Bureau Métropolitain n°2021-147 en date du 26 novembre 2021 relative au lancement d'un appel d'offres pour la réalisation de prestations d'entretien, de réparation et de remorquage des véhicules légers et engins du parc automobile géré par Nantes Métropole, comme suit :

- suppression du lot n°10 relatif aux prestations de remise en état des équipements hydrauliques et le changement de numéro du lot n°11 qui devient : « lot n°10 – prestation de sellerie » ;
- augmentation des seuils maximums des lots n°1 – Prestations de carrosseries ; n°5 - Prestations de mécanique pour le pôle Erdre et Cens ; n°6 - Prestations de mécanique pour le pôle Loire Chézine ; n°7 - Prestations de mécanique pour les pôles nantais et pour la Ville de Nantes ; et n°10 - Prestations de sellerie

2 - autorise le lancement d'un appel d'offres pour la réalisation de prestations d'entretien, de réparation et de remorquage des véhicules légers et engins du parc automobile géré par Nantes Métropole,

3 - autorise Madame la Présidente à exercer les missions confiées au pouvoir adjudicateur, notamment à signer les accord-cadres et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

## 16 – Acquisition de pièces détachées non captives, de produits en caoutchouc pour véhicules, de pièces pour machines ou moteurs hydrauliques, de fournitures industrielles pour véhicules - Lancement d'un appel d'offres ouvert

### Exposé

Afin d'assurer la maintenance de son parc de véhicules et d'équipements de voirie, Nantes Métropole dispose de deux magasins de pièces détachées, sur les sites de Crucy et d'Etier.

Certains marchés de pièces détachées se sont terminés fin novembre 2022. Afin d'assurer la continuité des approvisionnements de ces magasins, il convient de lancer une nouvelle consultation.

La consultation comprend cinq lots distincts.

Les accords-cadres, conclus à l'issue de cette consultation, prendront la forme d'accords-cadres multi-attributaires pour les lots n°1 et 2 et mono-attributaires pour les lots 3 à 5 avec émission de bons de commandes, d'une durée initiale de une année, renouvelable trois fois par période d'un an.

Les accords-cadres sont dénués de montants minimums. Les montants annuels maximums sont les suivants :

Lots	Montant maximum annuel HT
1- Acquisition de pièces détachées non captives pour véhicules légers	250 000 €
2- Acquisition de pièces détachées non captives pour poids-lourds	162 500 €
3- Acquisition de produits en caoutchouc pour véhicules	4 000 €
4- Acquisition de pièces pour machines et moteurs hydrauliques	22 500 €
5- Acquisition de fournitures industrielles pour véhicules	4 000 € €
TOTAL	443 000 €

Les montants sont identiques pour les périodes de reconduction.

Conformément aux articles R2161-2 et suivants du Code de la commande publique, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'un appel d'offres ouvert pour l'acquisition de ces fournitures.

Les crédits correspondants sont prévus au budget, chapitre 011, opération n° 637 libellée « Maintenance du parc automobile ».

### Le Bureau délibère et, à l'unanimité

1 - autorise le lancement d'un appel d'offres ouvert pour l'acquisition de pièces détachées non captives, de produits en caoutchouc pour véhicules, de pièces pour machines ou moteurs hydrauliques, de fournitures industrielles pour véhicules,

2 - autorise Madame la Présidente à exercer les missions confiées au pouvoir adjudicateur, notamment à signer les accord-cadres et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

## 17 - Eau – Admission en non-valeur de créances irrécouvrables, éteintes et prescrites

### Exposé

Nantes Métropole émet régulièrement des créances relatives aux factures de consommations d'eau à l'encontre de particuliers ou d'entreprises sur les budgets annexes de l'eau et de l'assainissement. Or, certaines sommes n'ont pu être recouvrées, pour les motifs énoncés ci-dessous :

#### Créances irrécouvrables admises en non-valeur

Il s'agit notamment de créances temporairement irrécouvrables pour les motifs suivants :

- certaines sommes sont minimales,
- la situation du débiteur (insolvabilité, parti sans laisser d'adresse, décès, absence d'héritiers).

Le Comptable de Nantes Métropole, après avoir exercé toutes les poursuites et constaté que les sommes sont irrécouvrables, demande à Nantes Métropole de statuer sur les créances citées en annexe afin qu'elles soient admises en non-valeur.

#### Créances éteintes

Les créances éteintes sont des créances définitivement irrécouvrables et résultent d'une décision juridique qui s'oppose à toute action en recouvrement.

Il s'agit notamment de créances irrécouvrables pour les motifs suivants :

- dans le cas de faillite ou règlement judiciaire pour les entreprises,
- dans le cas d'absence de revenus ou de biens saisissables pour les particuliers.

Le Comptable de Nantes Métropole demande à Nantes Métropole de constater ces créances éteintes, précisées en annexe, afin qu'elles puissent être traitées comptablement.

#### Créances prescrites

Les créances prescrites sont des créances pour lesquelles les actions de recouvrement sont arrivées à leur terme.

Le Comptable de Nantes Métropole demande à Nantes Métropole de constater ces créances prescrites, précisées en annexe, afin qu'elles puissent être traitées comptablement.

La présente délibération porte sur un montant total de créances de 95 397,36 €, concernant la période de 2009 à 2022, qui se décompose ainsi :

Admission en non-valeur : Montant total de 49 969,42 € répartis comme suit :

- Part eau : 24 471,91 €
- Part pollution : 4 522,70 €
- Part modernisation des réseaux : 2 725,46 €
- Part assainissement : 18 249,35 €.

Les dépenses afférentes aux admissions en non-valeur seront imputées à l'article 6541 des budgets annexes de l'eau et de l'assainissement.

Créances éteintes : Montant total de 45 427,94 € répartis comme suit :

- Part eau : 23 979,36 €
- Part pollution : 3 721,98 €
- Part modernisation des réseaux : 2 156,13 €
- Part assainissement : 15 570,47 €.



Les créances éteintes seront imputées à l'article 6542 des budgets annexes de l'eau et de l'assainissement.

### **Le Bureau délibère et, à l'unanimité**

1 – admet en non valeur les créances irrécouvrables détaillées en annexe pour un montant total de 49 969,42 euros, et décide d'imputer les dépenses correspondantes à l'article 6541 des budgets concernés.

2 – constate les créances éteintes détaillées en annexe pour un montant total de 45 427,94 euros et décide d'imputer les dépenses correspondantes à l'article 6542 des budgets concernés.

3 - autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction Générale Ressources  
Département Finances, Marchés et Performance  
Direction du Contrôle de gestion

## **18 - Attribution de subventions aux tiers**

### **Exposé**

Nantes Métropole attribue des subventions dans le cadre de ses politiques publiques et notamment pour tout ce qui concerne :

- Santé
- Alimentation et Agriculture
- Énergie et Climat
- Déchets
- Fabrique de la Ville Écologique et Solidaire
- Mission Territoire de Longévité
- Fonds de soutien de lutte contre le sans abris
- Économie et emploi responsables
- Rayonnement et ouverture au monde
- Recherche, Innovation et Enseignement Supérieur
- Soutien aux grands événements métropolitains
- Mission Politique de la Ville et Renouvellement Urbain
- Projet Grand Bellevue – Bellevue en Transitions
- Numérique Responsable

Il est proposé d'attribuer des subventions pour un montant total de **2 657 760,20 €** tel que décrit dans le tableau joint en annexe 1.

### **Le Bureau délibère et, à l'unanimité**

1. approuve l'attribution des subventions mentionnées dans le tableau joint en annexe 1 et autorise le cas échéant la signature des conventions et avenants correspondants.

2. autorise Madame la Présidente à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

# Délibération

Bureau métropolitain du 24 mars 2023

## 19 - Société Anonyme d'HLM HARMONIE HABITAT – Opération d'acquisition en VEFA de logements locatifs sociaux – Emprunt auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations – Garantie de Nantes Métropole

### Exposé

La Société Anonyme d'HLM HARMONIE HABITAT sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour l'octroi d'une garantie d'emprunt relative au financement du programme : Acquisition en VEFA de 11 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Baccara » située 72-74 Boulevard Jules Verne à Nantes.

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLAI		252 929 €		
PLAI foncier		181 011 €		
PLUS	CDC	606 021 €	143085	100 %
PLUS foncier		308 903 €		

Les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentées en annexe.

Du fait de la garantie des emprunts, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre des garanties, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu l'article L.5111-4 et les articles L.5217-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le contrat de prêt figurant en annexe de la présente délibération, signé entre Société Anonyme d'HLM HARMONIE HABITAT, l'emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations, le prêteur.

## Le Bureau délibère et, à l'unanimité

### 1. Acquisition en VEFA de 11 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Baccara » située 72-74 Boulevard Jules Verne à Nantes

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100 % à HARMONIE HABITAT - Société Anonyme d'HLM pour le remboursement de quatre lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°143085, relatives à l'opération d'acquisition en VEFA de 11 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Baccara » située 72-74 Boulevard Jules Verne à Nantes, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt en annexe.

2. Précise que toute annulation d'agrément par l'Etat vaudra annulation de la garantie d'emprunts se rapportant à l'opération en question, sous réserve d'en informer préalablement la Caisse des Dépôts et Consignations et/ou le(s) organisme(s) bancaire(s) concerné(s) et que les fonds du prêt n'aient pas été mobilisés, afin que le(s) prêteur(s) puisse(nt) prononcer la résolution du contrat de prêt.

3. S'engage à ce que la garantie soit accordée sur la durée totale des prêts mentionnés ci-dessus et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et à libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges. La garantie porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

4. S'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion.

5. Approuve la convention de contre garantie à conclure avec la Société Anonyme d'HLM HARMONIE HABITAT, ci-annexé.

6. Autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération dont l'annexe fait partie intégrante et forme un tout indissociable et notamment à signer la convention.

Direction générale Ressources  
Département Finances, marchés et performance  
Direction Contrôle de gestion

### 20 - Société Anonyme d'HLM La Nantaise d'Habitations – Opération d'acquisition en VEFA de logements locatifs sociaux – Emprunt auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations – Garantie de Nantes Métropole

#### Exposé

La Société Anonyme d'HLM La Nantaise d'Habitations sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour l'octroi d'une garantie d'emprunt relative au financement du programme : Acquisition en VEFA de 6 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Le Cours Félibien » située 7/9 rue Félibien à Nantes.

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLAI		166 000 €		
PLAI foncier	CDC	115 000 €	143381	100 %
PLUS		175 000 €		
PLUS foncier		123 000 €		

Les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentées en annexe.

Du fait de la garantie des emprunts, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre des garanties, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu l'article L.5111-4 et les articles L.5217-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le contrat de prêt figurant en annexe de la présente délibération, signé entre Société Anonyme d'HLM La Nantaise d'Habitations , l'emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations, le prêteur.

### **Le Bureau délibère et, à l'unanimité**

#### 1 - Acquisition en VEFA de 6 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Le Cours Félibien » située 7/9 rue Félibien à Nantes

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100 % à La Nantaise d'Habitations - Société Anonyme d'HLM pour le remboursement de quatre lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°143381, relatives à l'opération d'acquisition en VEFA de 6 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Le Cours Félibien » située 7/9 rue Félibien à Nantes, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt en annexe.

2 - Précise que toute annulation d'agrément par l'Etat vaudra annulation de la garantie d'emprunts se rapportant à l'opération en question, sous réserve d'en informer préalablement la Caisse des Dépôts et Consignations et/ou le(s) organisme(s) bancaire(s) concerné(s) et que les fonds du prêt n'aient pas été mobilisés, afin que le(s) prêteur(s) puisse(nt) prononcer la résolution du contrat de prêt.

3 - S'engage à ce que la garantie soit accordée sur la durée totale des prêts mentionnés ci-dessus et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et à libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges. La garantie porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

4 - S'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion.

5 - Approuve la convention de contre garantie à conclure avec la Société Anonyme d'HLM La Nantaise d'Habitations, ci-annexé.

6 - Autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération dont l'annexe fait partie intégrante et forme un tout indissociable et notamment à signer la convention.

## 21 - CDC Habitat Social – Société Anonyme d'HLM – Opérations de construction de logements locatifs sociaux – Emprunts auprès de La Caisse d'Épargne Bretagne Pays de la Loire – Garanties de Nantes Métropole

### Exposé

CDC Habitat Social, Société Anonyme d'HLM, sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour l'octroi d'une garantie d'emprunt relative au financement des programmes d'opérations suivantes :

Programme n°1 : Construction de 10 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Les Pléiades (ex La Cassière) », située rue du Général de Gaulle aux Sorinières

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PSLA non transférable	La Caisse d'Épargne	1 084 898 €	B8522138	100 %

Programme n°2 : Construction de 8 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Opalin », située 28-30 rue de la Commune de Paris à Bouguenais

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PSLA non transférable	La Caisse d'Épargne	1 141 692 €	B8522139	100 %

Les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentées en annexe.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre des garanties, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu l'article L.5111-4 et les articles L.5217-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les contrats de prêt figurant en annexe de la présente délibération, signés entre CDC Habitat Social, Société Anonyme d'HLM, l'emprunteur, et la Caisse d'Épargne Bretagne Pays de la Loire, le prêteur.

### Le Bureau délibère et, à l'unanimité

1 - Programme n°1 : Construction de 10 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Les Pléiades (ex La Cassière) » située rue du Général de Gaulle aux Sorinières

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100 % à CDC Habitat Social - Société Anonyme d'HLM pour le remboursement d'une ligne de prêt contractée auprès de la Caisse d'Épargne Bretagne Pays de la Loire sous le contrat n°B8522138, relative à l'opération de construction de 10 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Les Pléiades (ex La Cassière) » située rue du Général de Gaulle aux Sorinières, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt en annexe.

2 - Programme n°2 : Construction de 8 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Opalin » située 28-30 rue de la Commune de Paris à Bouguenais

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100 % à CDC Habitat Social - Société Anonyme d'HLM pour le remboursement d'une ligne de prêt contractée auprès de La Caisse d'Épargne Bretagne Pays de la Loire sous le contrat n°B8522139, relative à l'opération de construction de 8 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Opalin » située 28-30 rue de la Commune de Paris à Bouguenais, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt en annexe.

3 - Précise que toute annulation d'agrément par l'État vaudra annulation de la garantie d'emprunts se rapportant à l'opération en question, sous réserve d'en informer préalablement la Caisse d'Épargne Bretagne Pays de la Loire et/ou le(s) organisme(s) bancaire(s) concerné(s) et que les fonds du prêt n'aient pas été mobilisés, afin que le(s) prêteur(s) puisse(nt) prononcer la résolution du contrat de prêt.

3 - S'engage à ce que les garanties soient accordées sur la durée totale des prêts mentionnés ci-dessus et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et à libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges. Les garanties portent sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

4 - S'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion.

5 - Approuve la convention de contre garantie à conclure avec CDC Habitat Social - Société Anonyme d'HLM, ci-annexé.

6 - Autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération dont l'annexe fait partie intégrante et forme un tout indissociable et notamment à signer la convention.

*Madame Dolorès LOBO ne prend pas part au vote*

Direction générale Ressources  
Département Finances, marchés et performance  
Direction Contrôle de gestion

**22 - Office Public d'HLM Nantes Métropole Habitat – Opération de réhabilitation de logements locatifs sociaux – Emprunt auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations – Garantie de Nantes Métropole**

**Exposé**

L'Office Public d'HLM Nantes Métropole Habitat sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour l'octroi d'une garantie d'emprunt relative au financement du programme : Réhabilitation de 97 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Paul Claudel » située 1 rue Paul Claudel à Nantes.

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PAM	CDC	986 558 €	143001	100 %

Les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentées en annexe.

Du fait de la garantie des emprunts, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes

Métropole, au titre des garanties, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu l'article L.5111-4 et les articles L.5217-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le contrat de prêt figurant en annexe de la présente délibération, signé entre Office Public d'HLM Nantes Métropole Habitat, l'emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations, le prêteur.

### **Le Bureau délibère et, à l'unanimité**

#### **1 - Réhabilitation de 97 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Paul Claudel » située 1 rue Paul Claudel à Nantes**

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100 % à Nantes Métropole Habitat - Office Public d'HLM pour le remboursement d'une ligne de prêt contractée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°143001, relative à l'opération de réhabilitation de 97 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Paul Claudel » située 1 rue Paul Claudel à Nantes, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt en annexe.

2 - Précise que toute annulation d'agrément par l'Etat vaudra annulation de la garantie d'emprunts se rapportant à l'opération en question, sous réserve d'en informer préalablement la Caisse des Dépôts et Consignations et/ou le(s) organisme(s) bancaire(s) concerné(s) et que les fonds du prêt n'aient pas été mobilisés, afin que le(s) prêteur(s) puisse(nt) prononcer la résolution du contrat de prêt.

3 - S'engage à ce que la garantie soit accordée sur la durée totale des prêts mentionnés ci-dessus et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et à libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges. La garantie porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

4 - S'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion.

5 - Approuve la convention de contre garantie à conclure avec l'Office Public d'HLM Nantes Métropole Habitat, ci-annexé.

6 - Autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération dont l'annexe fait partie intégrante et forme un tout indissociable et notamment à signer la convention.

Direction générale Ressources  
Département Finances, marchés et performance  
Direction Contrôle de gestion

#### **23 - Office Public d'HLM Nantes Métropole Habitat – Réaménagement d'une partie de la dette auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations – Réitération de la garantie de Nantes Métropole**

##### **Exposé**

Nantes Métropole Habitat a construit deux Résidences Universitaires (RU), « les Landes 1 et 2 », livrées respectivement en 1992 et 1993 et qui sont exploitées depuis lors par le CROUS des Pays de la Loire.

Ces deux opérations ont été financées en Prêt Locatif Aidé (PLA) et dans le cadre de deux baux emphytéotiques signés avec l'État et dont les échéances sont respectivement fixées au 31 janvier 2026 pour le bail de « Les Landes 1 » et au 31 août 2027, pour le bail de « Les Landes 2 ».

Outre les subventions encaissées dans le cadre du dispositif PLA, deux prêts PLA ont été contractés par l'office auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations :

- le contrat PLA n°1325173 (ayant financé la construction de la RU « Les Landes 1 ») : pour un capital restant dû de 710 004,95 € à fin 2022 et une extinction complète prévue en l'état le 1er mai 2040

- le contrat PLA n°1325174 (ayant financé la construction de la RU « Les Landes 2 ») : pour un capital restant dû de 239 200,86 € à fin 2022 et une extinction complète également prévue le 1<sup>er</sup> mai 2040.

Il existe aujourd'hui un décalage entre les échéances respectives des prêts en cours (allongés) et les échéances des baux emphytéotiques des deux Résidences (inchangées depuis l'origine) qu'il convient de réaligner dès lors que le CROUS ne souhaite pas prolonger la durée des baux emphytéotiques.

L'objectif visé est que l'endettement soit le plus largement amorti, au moment où les deux résidences sortiront définitivement du patrimoine de l'Office, scénario qui semble aujourd'hui le plus probable.

Cette orientation du raccourcissement des prêts a été validée lors du comité de direction de Nantes Métropole Habitat du 10 octobre 2022.

Dans ce cadre, Nantes Métropole Habitat a sollicité la Caisse des Dépôts et Consignations qui a accepté le réaménagement de la dette sur deux lignes de prêt pour un encours total de 949 205,81€, référencées en annexe jointe, par la signature d'un avenant de réaménagement selon les caractéristiques suivantes :

- l'avenant n°141035, porte sur deux lignes de prêt garantie initialement par Nantes Métropole à 100 %, dont les principales évolutions portent sur un raccourcissement de 18 à 8 ans de la durée de vie résiduelle des 2 contrats en l'absence de toute indemnité actuarielle.

L'avenant a été signé par Nantes Métropole Habitat et la Caisse des Dépôts et Consignations le 14 novembre 2022.

En conséquence, Nantes Métropole est appelé à réitérer sa garantie pour le remboursement des lignes de prêt réaménagées, dans les conditions ci-dessus exposées, et détaillées dans l'annexe 1.

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu l'article L.5111-4 et les articles L.5215-1 et suivants du Code Général des Collectivité Territoriales ;

Vu l'avenant de réaménagement joint en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération, signé entre Nantes Métropole Habitat l'emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations, le prêteur.

### **Le Bureau délibère et, à l'unanimité**

1 - Décide de réitérer la garantie de Nantes Métropole pour le remboursement des lignes de prêt réaménagées, initialement contractées par Nantes Métropole Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les conditions définies à l'article 2 et référencées à l'annexe « caractéristiques financières des lignes des prêts réaménagés » de la présente délibération.

La garantie est accordée pour chaque ligne de prêt réaménagée, à hauteur des quotités indiquées aux annexes précitées, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires qu'il aurait encourus au titre des prêts réaménagés.

2 – Les nouvelles caractéristiques financières de la ligne des prêt réaménagée sont indiquées à l'annexe « caractéristiques financières des lignes des prêts réaménagés » qui fait partie intégrante de la présente délibération.

3 - La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale de chaque ligne du prêt réaménagée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par l'emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

4 - S'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur, dans les meilleurs délais, pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement. S'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dites à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.



5 - Approuve la convention de contre garantie à conclure avec Nantes Métropole Habitat annexée à la présente délibération, ci-annexé.

6 - Autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération dont les annexes font partie intégrante et forme un tout indissociable et notamment à signer la convention.

Direction générale Ressources  
Département Finances, marchés et performance  
Direction Contrôle de gestion

## 24 - Atlantique Habitations – Société Anonyme d'HLM – Opérations d'acquisition, de réhabilitation de logements locatifs sociaux et de construction de résidence autonomie – Emprunts auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et de la Carsat – Garantie de Nantes Métropole

### Exposé

Atlantique Habitations, Société Anonyme d'HLM, sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour l'octroi d'une garantie d'emprunt relative au financement des programmes d'opérations suivantes :

Programme n°1 : Réhabilitation de 70 logements, opération dénommée « Le Chasteland », située rue du Chasteland à Orvault

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PAM Taux fixe	CDC	420 000 €	141642	100 %

Programme n°2 : Réhabilitation de 96 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Les Hauts de Saint-Herblain », située rue Mayenne et rue de l'Orne à Saint-Herblain

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PAM	CDC	2 349 733 €	143484	100 %

Programme n°3 : Acquisition en VEFA de 21 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Villa Nova », située 242-247 Route de Clisson à Saint-Sébastien-sur-Loire

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLAI		63 618 €		
PLAI Foncier		55 533 €		
PLUS		377 326 €		
PLUS Foncier	CDC	132 590 €	143491	100 %
Prêt Booster BEI Taux fixe – soutien à la production		315 000 €		
PHB 2.0 Tranche 2020		136 500 €		

Programme n°4 : Construction d'une résidence Autonomie de 42 logements, opération dénommée « Résidence Autonomie Raffuneau », située rue Raffuneau à Orvault

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
LVC 2022-1	Carsat	800 000 €	-	100 %

Les Caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentées en annexe.

Pour chaque opération, du fait de la garantie d'emprunts, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre des garanties, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu l'article L.5111-4 et les articles L.5217-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les contrats de prêt figurant en annexe de la présente délibération, signés entre Atlantique Habitations, Société Anonyme d'HLM, l'emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations et la Carsat, les prêteurs.

### **Le Bureau délibère et, à l'unanimité**

#### 1 - Programme n°1 : Réhabilitation de 70 logements, opération dénommée « Le Chasteland » située rue du Chasteland à Orvault

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100 % à Atlantique Habitations - Société Anonyme d'HLM pour le remboursement d'une ligne de prêt contractée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°141642, relative à l'opération de réhabilitation de 70 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Le Chasteland » située rue du Chasteland à Orvault, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt en annexe.

#### 2 - Programme n°2 : Réhabilitation de 96 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Les Hauts de Saint-Herblain » située rue Mayenne et rue de l'Orne à Saint-Herblain

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100 % à Atlantique Habitations - Société Anonyme d'HLM pour le remboursement d'une ligne de prêt contractée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°143484, relative à l'opération de réhabilitation de 96 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Les Hauts de Saint-Herblain » située rue Mayenne et rue de l'Orne à Saint-Herblain, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt en annexe.

#### 3 - Programme n°3 : Acquisition en VEFA de 21 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Villa Nova » située 242-247 Route de Clisson à Saint-Sébastien-sur-Loire

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100 % à Atlantique Habitations - Société Anonyme d'HLM pour le remboursement de six lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°143491, relatives à l'opération d'acquisition en VEFA de 21 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Villa Nova » située 242-247 Route de Clisson à Saint-Sébastien-sur-Loire, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt en annexe.

#### 4 - Programme n°4 : Construction d'une résidence Autonomie de 42 logements, opération dénommée « Résidence Autonomie Raffuneau » située rue Raffuneau à Orvault

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100 % à Atlantique Habitations - Société Anonyme d'HLM pour le remboursement d'une ligne de prêt contractée auprès de la Carsat, relative à l'opération de construction d'une résidence Autonomie de 42 logements, opération dénommée « Résidence Autonomie Raffuneau » située rue Raffuneau à Orvault, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt en annexe.

5 - Précise que toute annulation d'agrément par l'Etat vaudra annulation de la garantie d'emprunts se rapportant à l'opération en question, sous réserve d'en informer préalablement la Caisse des Dépôts et

Consignations et/ou la Carsat et/ou le(s) organisme(s) bancaire(s) concerné(s) et que les fonds du prêt n'aient pas été mobilisés, afin que le(s) prêteur(s) puisse(nt) prononcer la résolution du contrat de prêt.

6 - S'engage à ce que les garanties soient accordées sur la durée totale des prêts mentionnés ci-dessus et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et à libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges. Les garanties portent sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

7 - S'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion.

8 - Approuve la convention de contre garantie à conclure avec Atlantique Habitations - Société Anonyme d'HLM, ci-annexé.

9 - Autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération dont l'annexe fait partie intégrante et forme un tout indissociable et notamment à signer la convention.

Direction générale Ressources  
Département Finances, marchés et performance  
Direction Contrôle de gestion

## **25 - Société Coopérative d'Intérêt Collectif d'HLM CIF Coopérative – Opération d'acquisition en VEFA de logements locatifs sociaux – Emprunt auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations – Garantie de Nantes Métropole**

### **Exposé**

La Société Coopérative d'Intérêt Collectif d'HLM CIF Coopérative sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour l'octroi d'une garantie d'emprunt relative au financement du programme : Acquisition en VEFA de 17 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Les Hauts du Cens Ilôt A » située Boulevard Robert Schuman/Rue Pierre Yvernoiseau à Nantes.

<b>Prêt</b>	<b>Banque</b>	<b>Montant emprunté</b>	<b>N° de contrat de prêt</b>	<b>Taux de couverture de la garantie</b>
PLAI		389 989 €		
PLAI Foncier		231 029 €		
PLUS	CDC	835 044 €	140630	100 %
PLUS Foncier		471 842 €		
Prêt Booster Taux fixe		255 000 €		

Les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentées en annexe.

Du fait de la garantie des emprunts, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre des garanties, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu l'article L.5111-4 et les articles L.5217-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le contrat de prêt figurant en annexe de la présente délibération, signé entre Société Coopérative d'Intérêt Collectif d'HLM CIF Coopérative, l'emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations, le prêteur.

## **Le Bureau délibère et, à l'unanimité**

### 1 - Acquisition en VEFA de 17 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Les Hauts du Cens Ilôt A » située Boulevard Robert Schuman/Rue Pierre Yvernoiseau à Nantes

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100 % à CIF Coopérative - Société Coopérative d'Intérêt Collectif d'HLM pour le remboursement de cinq lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°140630, relatives à l'opération d'acquisition en VEFA de 17 logements locatifs sociaux, opération dénommée « Les Hauts du Cens Ilôt A » située Boulevard Robert Schuman/Rue Pierre Yvernoiseau à Nantes, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt en annexe.

2 - Précise que toute annulation d'agrément par l'Etat vaudra annulation de la garantie d'emprunts se rapportant à l'opération en question, sous réserve d'en informer préalablement la Caisse des Dépôts et Consignations et/ou le(s) organisme(s) bancaire(s) concerné(s) et que les fonds du prêt n'aient pas été mobilisés, afin que le(s) prêteur(s) puisse(nt) prononcer la résolution du contrat de prêt.

3 - S'engage à ce que la garantie soit accordée sur la durée totale des prêts mentionnés ci-dessus et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et à libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges. La garantie porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

4 - S'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion.

5 - Approuve la convention de contre garantie à conclure avec la Société Coopérative d'Intérêt Collectif d'HLM CIF Coopérative, ci-annexé.

6 - Autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération dont l'annexe fait partie intégrante et forme un tout indissociable et notamment à signer la convention.

## IV – Débats

**M. Roussel :** « Bonjour à toutes et bonjour à tous. Je vous invite à prendre place. Nous allons démarrer ce Bureau métropolitain en nous excusant pour les quelques minutes de retard. »

### DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

**M. Roussel :** « Je me dois d'abord de désigner un secrétaire de séance. Je propose Anthony Berthelot mais vous le savez, nous pouvons avoir des empêchements, donc je propose ensuite François Brillaud de Laujardière en tant que premier suppléant, et en tant que seconde suppléante Véronique Dubettier-Grenier. Merci. »

### APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU 26 JANVIER 2023

**M. Roussel :** « Vous avez le procès-verbal du dernier Bureau du 26 janvier. Pas d'observation ? Je le considère comme adopté. »

### 1 – ENTRÉES D'AGGLOMÉRATION – NANTES – ORVAULT – ROUTE DE RENNES – APPROBATION DU PROGRAMME D'ÉTUDES ET DE L'ENVELOPPE FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE – MISSION D'ÉTUDE ET D'ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE – LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES

**M. Roussel :** « Je passe la parole à Pascal Pras. »

**M. Pras :** « Bonjour à toutes et à tous. Les trois délibérations que je vais vous présenter sont relatives aux entrées d'agglomération et font suite à la déclaration d'intérêt métropolitain que nous avons votée au Conseil métropolitain de décembre dernier.

La première nous emmène sur les communes de Nantes et Orvault, sur l'entrée d'agglomération qui est la route de Rennes. Il s'agit de prendre une délibération sur la mise en choix d'une mission d'étude d'assistance à maîtrise d'ouvrage et de coordination architecturale et urbaine, paysagère et espace public, et donc de lancer une consultation.

On rappelle dans cette délibération que nous avons réalisé sur ce secteur une étude urbaine en 2013 sur l'axe de la route de Rennes, hormis le côté du secteur du Cardo sur Orvault, avec pour objectif de dégager une vision prospective de développement de ce secteur qui connaît de nombreuses mutations.

L'étude de renouvellement urbain a notamment préfiguré les grands principes d'aménagement qui ont ensuite été déclinés dans les PLU de Nantes et d'Orvault puis dans le PLUM depuis 2019. Ce projet de renouvellement de la route de Rennes est mis en œuvre depuis 10 ans maintenant. Il s'opère petit bout par petit bout avec des mutations fortes sur certaines opérations immobilières, notamment sur le secteur du Bout des Pavés à Nantes. Là, il s'agit donc de poursuivre la mise en œuvre de projet qui n'est pas questionné, qui doit à présent intégrer de nouveaux marqueurs du mandat, notamment l'aspect environnemental, volet paysager, les modes doux en particulier, et doit permettre de transformer cet axe routier et d'entrée de ville, et de développer des quartiers agréables à vivre et des séquences urbaines agréables à vivre.

L'axe de la route de Rennes va poursuivre son évolution avec une étude urbaine complémentaire sur le secteur du Cardo, une assistance à maîtrise d'ouvrage pour actualiser le plan-guide et une assistance à maîtrise d'ouvrage pour nous accompagner sur le dialogue citoyen qui doit accompagner cette démarche.

Donc il est proposé de lancer un programme d'études de renouvellement urbain route de Rennes, de fixer l'enveloppe prévisionnelle de ce programme d'études à 386 900 euros TTC, et de pouvoir permettre l'engagement de ce marché. »

**M. Roussel :** « Merci. Est-ce qu'il y a des demandes d'interventions ? Je n'en vois pas. Je mets donc aux voix. Des oppositions ? Des abstentions ? C'est donc adopté. »

**2 – ENTRÉES D'AGGLOMÉRATION – NANTES – VERTOU – SAINT-SÉBASTIEN-SUR – LOIRE –  
BASSE-GOULAIN – ROUTE DE CLISSON – MISSION D'ÉTUDES ET D'ASSISTANCE À MAÎTRISE  
D'OUVRAGE EN VUE DE LA RÉALISATION D'UN PLANGUIDE D'AMÉNAGEMENT ET DE  
RENOUVELLEMENT URBAINS – ATTRIBUTION**

**M. Roussel :** « Délibération suivante. »

**M. Pras :** « Je continue sur cette seconde délibération qui nous amène cette fois-ci sur la route de Clisson.

On y rappelle que cette route de Clisson, comme les autres entrées d'agglomération, fait partie des entrées d'agglomération qui ont été retenues d'intérêt métropolitain. Cette entrée de ville a fait l'objet depuis une quinzaine d'années de plusieurs études qui ont permis de faire avancer la réflexion sur le devenir de cet axe d'entrée de ville, d'entrée de métropole. L'étude de renouvellement urbain conduite en particulier entre 2015 et 2016 a notamment préfiguré les grands principes d'aménagement qui ont été déclinés ensuite dans le PLUM.

Pour définir aujourd'hui les conditions, les objectifs et les modalités du renouvellement urbain de ce vaste territoire, il est nécessaire d'initier une première phase d'un programme d'études urbaines par la conception d'un plan-guide d'aménagement et de renouvellement urbain à forte dimension programmatique sur cet axe, qui a subi depuis plusieurs années un certain nombre de renouvellements.

Dans cette perspective, il est nécessaire de recourir à une prestation externalisée d'étude d'assistance à maîtrise d'ouvrage en vue de la conception du plan-guide et pour l'accompagnement au pilotage du projet de ces premières déclinaisons opérationnelles.

Je le rappelle, il ne s'agit pas du tout de freiner les initiatives qui sont en cours ou qui doivent partir bientôt, mais au contraire de les accompagner pour les mettre dans une cohérence d'ensemble sur le développement de cet axe.

Au regard de l'analyse des offres qui nous ont été présentées, la commission d'appels d'offres qui s'est réunie le 8 mars dernier a attribué le marché au groupement composé de Ville Ouverte, Tribu, Atelier Georges, Ville en œuvre, Tugec et Transitec, pour un montant total TTC de 363 345 euros. »

**M. Roussel :** « Merci. Est-ce qu'il y a des demandes d'interventions ? Non ? Je mets aux voix. Des oppositions ? Des abstentions ? C'est donc adopté. »

**3 – ENTRÉES D'AGGLOMÉRATION – SAINT-HERBLAIN – RN444 – MISSIONS D'ASSISTANCE À  
MAÎTRISE D'OUVRAGE, COORDINATION ARCHITECTURALE ET URBAINE ET ESPACES PUBLICS  
– ATTRIBUTION**

**M. Roussel :** « Délibération numéro 3. »

**M. Pras :** « Merci. Celle-ci, toujours relative aux entrées d'agglomération, nous emmène sur la commune de Saint-Herblain, sur la mise en œuvre d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de coordination architecturale, urbaine et paysagère. Il s'agit donc de valider une attribution.

On rappelle que le Conseil métropolitain a déclaré d'intérêt cette entrée qui concerne cette fois-ci la RN 444, mais il s'agit surtout de repositionner, de requalifier cette ZAC qui longe la ZAC Armor, qui va de l'extrémité du boulevard Charles-Gautier jusque sur le territoire du site hospitalier de Laennec, à peu près au droit, qui intègre notamment le secteur d'Atlantis et le secteur des Piliers de la Chauvinière.

La Métropole et la Ville ont engagé en 2019 une étude stratégique de programmation urbaine sur le secteur d'Atlantis afin de transformer Atlantis en une réelle centralité urbaine mixte, et de renouveler ce quartier, et puis enfin d'y développer des aménités, d'améliorer les qualités paysagères.

L'étude a été conduite par l'agence Interland. Elle a livré un plan-guide qui doit permettre aujourd'hui d'aller vers une opération d'aménagement et plus largement d'aménagement de l'espace public.

Le projet urbain qui a été ensuite transcrit dans le PLUM. Il s'agit aujourd'hui de recourir à une prestation externalisée d'assistance à maîtrise d'ouvrage comprenant un architecte urbaniste, un coordonnateur mandataire et un bureau d'études, de manière à aller plus loin sur ce projet. On évoque en particulier : compiler les projets d'études qui sont conduits aujourd'hui sur cet axe, avoir une vision d'ensemble qualitative et cohérente sur cet axe, mener des études préalables sur le renouvellement urbain du secteur, réinterroger et approfondir le plan-guide déjà créé, participer avec l'architecte urbaniste qui sera désigné par le porteur de projet d'Atlantis à l'élaboration d'un projet urbain privé sur le centre commercial d'Atlantis et qui se fasse en cohérence avec l'ensemble du projet porté par la Métropole, assurer une bonne coordination des projets, et élaborer des cahiers des charges.

Je ne redéveloppe pas dans la suite de la délibération "élaboration du cahier des charges et missions d'études préliminaires", une consultation pour tout cela a été lancée en décembre 2022. Au regard des analyses d'offres, la commission d'appels d'offres a retenu le groupement Atelier Ruelle, Tugec et Transitec, pour un montant de 355 240 euros TTC. »

**M. Roussel :** « Merci. Est-ce qu'il y a des demandes d'interventions ? Non ? Je mets donc aux voix. Des oppositions ? Des abstentions ? C'est donc adopté. »

**4 – NANTES – AMÉNAGEMENT DE LA PROMENADE "DUCHESSÉ ANNE – COURS SAINT ANDRÉ"  
DANS LE CADRE DU PLAN PLEINE TERRE – TRANSFORMATION DU PARKING DUCHESSÉ ANNE  
EN JARDIN ET VÉGÉTALISATION DU COURS SAINT – ANDRÉ – APPROBATION DU  
PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE PRÉVISIONNELLE – LANCEMENT D'UNE CONSULTATION  
DE MAÎTRISE D'ŒUVRE**

**M. Roussel :** « Je passe la parole à Jacques Garreau. »

**M. Garreau :** « Oui, bonjour. Nous sommes là au croisement de deux volontés : celle à la fois de l'Étoile verte et celle du plan Pleine terre pour apporter de la fraîcheur et du bien-être dont nous avons besoin en milieu urbain.

Nous sommes à Nantes. Il s'agit de l'aménagement d'une promenade que nous appelons "Duchesse-Anne cours Saint-André", qui va permettre de relier en termes de branches de l'Étoile verte la Loire à partir de l'écluse du bassin Saint-Félix jusqu'à l'Erdre au bassin Ceineray en débitumant et en remplaçant le parking de la Duchesse-Anne par une surface de pleine terre qui est donc estimée à 3 700 mètres carrés, et en végétalisant en surface le cours Saint-André sur une surface de 4 400 mètres carrés.

Le budget incluant maîtrise d'œuvre et travaux est estimé à 2 300 000 euros TTC. Nous proposons une procédure adaptée, et les crédits sont inscrits sur une autorisation de programme plan Pleine terre végétalisation. Voilà tous les éléments, et nous sollicitons également toute possibilité de subvention concernant le plan Pleine terre ou sa déclinaison opérationnelle. »

**M. Roussel :** « Merci. Est-ce qu'il y a des demandes d'interventions ? Il n'y en a pas. Je mets donc aux voix cette délibération. Des oppositions ? Des abstentions ? C'est donc adopté. »

**5 – ESPACE PUBLIC – VOIRIE – PROGRAMMES ENVELOPPES – LANCEMENT DE  
CONSULTATIONS**

**M. Roussel :** « Je passe la parole à Michel Lucas pour la délibération numéro 5. »

**M. Lucas :** « Oui, concernant espace public voirie, plusieurs programmes.

Le premier endroit : à Vertou, la création d'une voie entre les rues du 8-Mai et du 11- Novembre avec l'approbation du programme et de l'enveloppe financière. Dans le cadre de l'accompagnement de l'opération immobilière réalisée par Sogimmo sur la commune de Vertou, une nouvelle rue va être créée entre la rue du 8-Mai et la rue du 11- Novembre à proximité du groupe scolaire de l'Enclos. Cette voie sera dénommée rue Jeanne-Leboyer. Elle a vocation à être aménagée en zone de rencontre limitée à 20 kilomètres/heure. La circulation se fera à sens unique. Dans le cadre de cette opération, les places de stationnement et les trottoirs des rues du 11- Novembre et du 8-Mai seront réajustés.

L'enveloppe financière prévisionnelle est estimée à 480 000 euros TTC. Le financement de cette opération a fait l'objet d'un PUP par la SCCV Villa Canopée, représentée par la société Sogimmo, à hauteur de 200 000 euros, au coût global des équipements publics estimé à 400 000 euros. La maîtrise d'œuvre est assurée par Nantes Métropole et la consultation comprend deux lots en termes de travaux pour un montant de 440 000 euros TTC.

Carquefou maintenant, rue du Métropolitain, requalification de la voie et approbation du programme de l'enveloppe financière prévisionnelle. Située au sud-est du centre-ville de la commune de Carquefou, la rue du Métropolitain est une voie en impasse qui dessert un habitat pavillonnaire. Dans le cadre du renouvellement urbain, un nouvel immeuble a été construit en 2017 accueillant un pôle médical et des logements. Les usages ont donc évolué ces dernières années. Il convient donc de requalifier la voie.

L'enveloppe financière prévisionnelle est estimée à 300 000 euros TTC. La maîtrise d'œuvre est assurée par Nantes Métropole pour un montant de travaux à 295 000 euros TTC.

Maintenant, nous allons sur Le Pellerin, l'aménagement de la place du Commandant-L'Herminier, également l'approbation du programme de l'enveloppe financière prévisionnelle. La place du

Commandant-L'Herminier sur la commune du Peillerin est la place centrale de la ville, c'est également un lieu de passage incontournable où se mêlent différents usages que sont les cyclistes avec la Loire à vélo, les piétons profitant de la place et les voitures avec le bac. Les aménagements qui vont être réalisés dans le cadre d'un centre-ville apaisé consisteront principalement à optimiser et à organiser l'espace, à désimperméabiliser les sols, et à améliorer, sécuriser et conforter les déplacements des piétons et des cyclistes.

L'enveloppe financière prévisionnelle est de 480 000 euros TTC. Dans le cadre de la réalisation, il est nécessaire de faire appel à un maître d'œuvre externe pour un montant de 50 000 euros TTC.

Nous allons maintenant à Orvault : requalification du carrefour avenue du Pont-de-la-Baronnière, boulevard Mendès-France et aménagement cyclable boulevard Mendès-France, approbation du programme de l'enveloppe financière prévisionnelle. Identifié comme un point noir dans le maillage des itinéraires cyclables de la ville d'Orvault, le carrefour giratoire actuel de la Baronnière est un carrefour stratégique se connectant à l'itinéraire magistral cyclable. Donc dans le cadre du schéma directeur des itinéraires cyclables, il est nécessaire de faire un renforcement des circulations également pour les bus, les cycles et les continuités piétonnes.

L'enveloppe financière prévisionnelle pour ce projet est de 468 000 euros TTC. La maîtrise d'œuvre est assurée par Nantes Métropole mais il est nécessaire pour la gestion des feux de faire apparaître un bureau d'études qui sera Océanis. Le montant des travaux est de 408 000 euros TTC pour l'ensemble des lots.

Bouguenais maintenant, l'aménagement de la place de la Chapelle, c'est la modification du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle. Nous avons délibéré le 4 mars 2022 en Bureau pour un montant de 580 000 euros TTC. Suite aux premiers éléments d'étude, il convient de faire plusieurs choses. La politique de végétalisation : afin de lutter contre l'îlot de chaleur de cette place et de redynamiser cet espace public, il a été mis en évidence le besoin de connecter la place de la Chapelle avec le centre Baptiste-Marcet tout proche, qui concerne de nombreux équipements publics (mairie annexe, centre socioculturel, etc.) et de réorganiser le marché hebdomadaire pour trouver de nouvelles opportunités de végétalisation.

Il est nécessaire d'ajuster, du coup, l'enveloppe financière et la porter à 1 million d'euros TTC.

Maintenant, Sainte-Luce sur le secteur Fresnaie, la requalification de la voie, et là c'est l'approbation de l'enveloppe financière prévisionnelle. Situées au sud-est de la commune de Sainte-Luce-sur-Loire, les rues de la Fresnaie et de la Milletière desservent un habitat pavillonnaire résidentiel intense. Afin de proposer un environnement plus convivial, sécurisé et apaisé, il convient de requalifier la voie en créant une zone de rencontre avec des écluses et en rénovant la chaussée et les réseaux. De plus, la création d'espaces verts participera à la désimperméabilisation des sols.

L'enveloppe financière prévisionnelle est de 300 000 euros. La maîtrise d'œuvre est assurée par Nantes Métropole et le montant des travaux est de 295 000 euros TTC.

Nous allons maintenant à Brains, l'aménagement de la rue Jules-Verne, l'approbation également du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle. La rue Jules-Verne constitue l'entrée ouest de l'agglomération de Brains. Cette voie comporte des trottoirs trop étroits ne permettant pas d'assurer la sécurité des piétons. Il y est par ailleurs constaté des vitesses excessives. L'opération d'aménagement vise à apporter et à pratiquer un classement en zone 30. Donc également, sur cette opération, l'éclairage public sera remplacé par des appareils à leds. Le réseau d'assainissement pluvial, en partie obsolète, sera remplacé et une désimperméabilisation/végétalisation des espaces disponibles sera mise en œuvre. L'enveloppe financière prévisionnelle est estimée à 540 000 euros TTC. La maîtrise d'œuvre est assurée par Nantes Métropole. La consultation comprend trois lots distincts, pour un montant de travaux de 525 000 euros TTC.

Voilà, Monsieur le Président. »

**M. Roussel :** « Merci. Est-ce qu'il y a des demandes d'interventions ? Non ? Je mets donc aux voix. Des oppositions ? Des abstentions ? C'est donc adopté. »

**6 – RESTRUCTURATION DU CENTRE TECHNIQUE DE LA RÉGIE DU SUD OUEST (RSO) À SAINT JEAN DE BOISEAU – APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE ET LANCEMENT D'UNE PROCÉDURE ADAPTÉ**

**M. Roussel :** « Délibération numéro 6, je passe la parole à Mahel Coppey. »

**Mme Coppey :** « Oui, merci. Sur la délibération 6, nous abordons là la restructuration du centre technique de la régie sud-ouest qui se situe à Saint-Jean-de-Boiseau, et nous vous proposons d'approuver un programme et une enveloppe financière prévisionnelle pour le lancement des procédures.



Pour rappel, depuis 2022 il me semble, une partie du service voirie et espaces verts a été transféré sur le nouveau site du centre technique de la commune de Bouaye et donc nous proposons une restructuration afin d'adapter les bâtiments modulaires actuels pour l'OPC, l'Opérateur Public de Collecte. Les enjeux sont essentiellement tournés autour de l'amélioration des conditions de travail des agents et bien sûr d'intégrer ces équipements aux enjeux environnementaux et à la prise en compte des ambitions de transition écologique de notre Métropole.

Vous avez donc l'enveloppe prévisionnelle qui vous est décrite, en partie sur les bâtiments, 1 million d'euros, et puis aussi sur les espaces extérieurs de 260 000, un peu plus de 260 000 euros. Donc les travaux se dérouleront sur le site et sera assurée bien sûr la continuité d'exploitation. »

**M. Roussel :** « Merci. Est-ce qu'il y a des demandes d'interventions ? Non ? Je mets donc aux voix. Est-ce qu'il y a des oppositions ? Des abstentions ? C'est donc adopté. »

**7 – PRESTATIONS POUR LA RÉALISATION D' ACTIONS D' INFORMATION ET DE SENSIBILISATION AUPRÈS DES USAGERS, DANS LES DOMAINES DE LA RÉDUCTION, DU TRI ET DU TRAITEMENT DES DÉCHETS SUR LE TERRITOIRE DE NANTES MÉTROPOLE – LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES OUVERT**

**M. Roussel :** « Délibération numéro 7, toujours Mahel Coppey. »

**Mme Coppey :** « Nous vous demandons d'approuver le lancement d'un appel d'offres sur la réalisation d'actions d'information et de sensibilisation auprès des habitants et des habitantes de notre métropole sur la réduction et le tri et le traitement des déchets sur le territoire.

Nous retrouvons là un dispositif que nous avons souhaité renforcer, dans la continuité de ce qui avait déjà été fait jusqu'à maintenant. Nous avons travaillé sur ce renforcement notamment en nous appuyant sur le bilan bien sûr du précédent marché, mais aussi avec une enquête qualitative à la fois de caractérisation de nos poubelles, mais aussi des messages de tri auprès des usagers qui souhaitent de plus en plus avoir des infos pratiques, essentielles sur ces sujets-là, rapides et, j'allais dire, assez pratiques sur le cycle de vie de nos déchets.

Et puis nous avons souhaité renforcer aussi ces questions de sensibilisation et de diffusion d'informations génériques, pour anticiper l'arrivée des grands sujets : comme vous le savez la fin de Tri'sac, des sacs translucides, mais aussi des vieux déchets qui nous permettent de passer des messages assez concrets sur l'importance du tri et de la prévention des déchets.

Donc le lot 1 concerne vraiment ce sujet-là, continuer à diffuser des messages, et puis le lot 2, il est consacré davantage, j'allais dire, à voir des messages ciblés sur la réduction des déchets à partir de publics ciblés et d'animations ciblées. Et donc l'idée étant d'accompagner le changement sur ces sujets-là.

Voilà, Mesdames, Messieurs, je vous propose donc d'autoriser le lancement de cet appel d'offres. »

**M. Roussel :** « Merci. Est-ce qu'il y a des demandes d'interventions ? Non ? Pas d'opposition ? Pas d'abstention ? C'est donc adopté. »

**8 – RÈGLEMENT DES TRANSPORTS SCOLAIRES – APPROBATION**

**M. Roussel :** « Je passe la parole à Anthony Berthelot, délibération numéro 8. »

**M. Berthelot :** « Oui, cette délibération concerne le règlement intérieur des transports scolaires. Donc une petite modification article 6 qui dit qu'en cas de retard de plus de 10 minutes les familles seront informées par mail et dorénavant par SMS, en complément donc : un confort pour les familles. Ce point a été vu à la commission transport scolaire du 26 janvier dernier. »

**M. Roussel :** « Merci. Pas de remarque ? Pas d'opposition ? Pas d'abstention ? C'est donc adopté. »

**9 – STADE DE LA BEAUJOIRE-LOUIS FONTENEAU – AVENANT À LA CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC – APPROBATION**

**M. Roussel :** « Je passe la parole à Ali Rebouh pour la délibération numéro 9. »

**M. Rebouh :** « Donc délibération numéro 9 qui concerne de manière plus générale l'accueil de deux grands événements de rayonnement international. Vous le savez tous : on a la chance de pouvoir accueillir la Coupe du monde de rugby masculine à Nantes avec quatre matchs qui auront lieu entre le 16 septembre et le 8 octobre, mais aussi qui sera précédée d'un match de test de l'équipe de France face aux Fidji le 19 août, et en plus on enchaînera avec les tournois olympiques féminins et masculins de football 2024 avec huit matchs qui auront lieu là aussi sur Nantes avec entre autres un potentiel quart de finale de l'équipe de France et un match pour la troisième place pour le tournoi féminin.

Donc de tels événements nécessitent une phase d'organisation extrêmement conséquente. Je pense qu'il faut que tout le monde prenne conscience que sur ce type d'événement on a une mobilisation extrêmement forte à la fois des services de Nantes Métropole, à la fois des organisateurs, mais aussi en collaboration avec le Football Club de Nantes qui est l'exploitant du stade et qui connaît mieux que nous le stade.

Donc, pour permettre de pouvoir organiser ces événements de manière la plus optimale possible, il nous faudra délibérer sur la prolongation d'une convention qui arrivait à échéance le 30 juin 2023, rappeler que cette convention avait fait l'objet d'un travail collectif au sein d'un COPIL et qui avait permis d'augmenter sensiblement la redevance. Pour illustrer mon propos, on était à 160 000 euros hors taxes, on va se retrouver pour l'année 2021-2022 à plus de 500 000 euros et sans doute pour l'année 2022-2023 pour un montant se situant entre 600 000 et 700 000 euros, le montant prenant en compte le chiffre d'affaires du stade.

Cette première convention a été plafonnée à deux ans avec un objectif de poursuite de travail en commun et définir le cadre juridique adapté à un montant d'une durée plus longue, mais dans les mois qui ont suivi l'adoption de cette convention actuelle, les organisateurs à la fois de la Coupe du monde de rugby et des Jeux olympiques ont engagé un dialogue avec la collectivité pour préparer ces deux événements et ont très vite imposé que l'exploitant du stade participe aux réunions de préparation de travail. Or, l'échéance du 30 juin 2023 ne permet ni à la collectivité ni au club de garantir juridiquement à France 2023 et à Paris 2024 quelles seraient les conditions d'exploitation du stade au moment de ces deux événements. Donc il a été nécessaire de sécuriser la relation tripartite entre la collectivité, le club et les organisateurs pour ne pas compromettre la progression du travail en commun en vue de l'accueil de ces deux grands événements.

La prolongation proposée à ce Bureau ne fait que prolonger de deux ans la convention actuelle et permet d'enjamber les deux grands événements avec une échéance repoussée cette fois-ci au 30 juin 2025. Les obligations restent à la charge des parties concernées, donc les conditions se feront exactement dans les mêmes qu'elles avaient été votées en 2021. »

**M. Roussel :** « Merci. Est-ce qu'il y a des demandes d'interventions ? Je n'en vois pas donc je mets aux voix. Est-ce qu'il y a des oppositions ? Des abstentions ? C'est donc adopté. »

<p><b>10 – CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET EXPLOITATION D'UN VILLAGE RUGBY À NANTES POUR LA COUPE DU MONDE DE RUGBY MASCULINE 2023 – LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES OUVERT – APPROBATION</b></p>
--

**M. Roussel :** « Délibération 10, toujours Ali Rebouh. »

**M. Rebouh :** « Cette fois-ci, il s'agit de définir les conditions d'accueil du grand public, que ce soient les gens de la métropole, que ce soient les nombreux supporters qui nous feront l'honneur de venir à Nantes – je rappelle qu'on a quatre matchs de rugby avec des stades qui se joueront à guichets fermés avec 50 % de gens qui viendront de l'étranger, donc c'est une chance aussi pour Nantes.

Donc nous avons décidé, comme en 2007, nous accueillerons comme je l'ai dit des matchs en 2023 avec une volonté de mobiliser le public assez large mais aussi les collectivités, les acteurs économiques, les associations, les commerçants, le mouvement sportif, et d'en faire un événement populaire, festif, ouvert à toute la population de la métropole ainsi qu'aux nombreux visiteurs qui seront présents à l'occasion de ces quatre matchs.

Cependant, à la différence de 2007 la mise en place d'animations grand public sur l'espace public n'est désormais possible que dans un cadre d'une fan zone empruntée sur un site unique et répondant à un cahier des charges précis permettant d'assurer le lien avec les services de l'État, la sécurité des visiteurs. Le choix a été d'implanter un village de rugby sur le site des Parcs de chantier et de l'ouvrir le premier match de la compétition c'est-à-dire le soir de France/Nouvelle-Zélande qui sera le match d'ouverture le 8 septembre à 21 heures, et de l'activité les trois week-ends de match à la Beaujoire jusqu'au 8 octobre ainsi que sur le week-end du 23 et 24 septembre.

Ce parti pris répond également à l'objectif d'associer l'événement de manière équilibrée avec les bars, des restaurants, le centre-ville, comme cela a pu être fait sur d'autres événements. Le village sera ouvert

gratuitement, accessible à tous et à toutes, touristes, habitants, métropole, familles, enfants, licenciés, non-licenciés de rugby, et cela permettra de voir à la fois les matchs sur écrans géants, proposera aussi des animations ludiques, culturelles et sportives, permettra de restaurer tout en mettant en valeur les producteurs locaux, ça c'est un des éléments du cahier des charges qui avaient été proposés.

La collectivité financera ce village à hauteur d'1 million et confiera la mise en place et la gestion à un exploitant spécialisé dans l'événementiel retenu à l'issue de la procédure d'appel d'offres. L'exploitant pourra proposer aussi à des partenaires de l'événement des espaces qui lui seront facturés, et reversera une partie de ces recettes à la collectivité. La collectivité percevra aussi une participation financière du GIP, d'un montant de 100 000 euros, et sera éligible aussi à une aide du ministère de l'Agriculture pour un montant maximal de 200 000 euros pour le marché de producteur pour lequel on avait signé une convention (et c'était Mahel Coppey qui m'avait représenté au salon de l'Agriculture). J'en ai terminé. »

**Mme la Présidente :** « Merci. Des questions ? Des demandes d'interventions ? Je mets aux voix. Des oppositions ? Des abstentions ? Cette délibération est donc adoptée. »

**11 – NANTES – VOIE NOUVELLE RANZAY/KOUFRA – TRANSFERT DES EMPRISES DE VOIRIE ET D'ÉQUIPEMENTS PUBLICS EN VUE DE LEUR CLASSEMENT DANS LE DOMAINE PUBLIC MÉTROPOLITAIN – EIFFAGE AMÉNAGEMENT**

**Mme la Présidente :** « Délibération numéro 11, Michel Lucas. »

**M. Lucas :** « Oui, il s'agit sur Nantes de transfert des emprises de voirie et puis d'équipements publics en vue de classement dans le domaine public métropolitain. La société Eiffage aménagement a déposé le 11 janvier 2023 un permis d'aménager d'une surface totale de 82 495 mètres carrés. Le projet est situé entre les rues du Ranzay et de Koufra sur la commune de Nantes et a pour objectif de réaliser une opération d'aménagement à vocation d'activités industrielles et de bureaux.

Cette opération projette la création d'une nouvelle voie transversale reliant la rue du Ranzay et la rue de Koufra. Ces aménagements du coup qui sont liés à ce lieu permettront l'ouverture au public d'un nouveau quartier mixte d'activités industrielles et de bureaux ainsi que la reconstitution d'un axe urbain joignant les rues de Ranzay et Koufra, et justifie leur intégration dans le domaine public puisqu'ils seront affectés à l'usage direct du public.

La voie nouvelle et accessoires (espaces verts, espaces piétons, réseaux) et la placette publique se développent sur une emprise de 6 102 mètres carrés. Donc il convient par rapport à ça d'accepter ce projet, et d'autre part d'avoir une convention de cession qui soit conclue à titre gratuit avec l'ensemble des frais supportés par la société titulaire du permis d'aménager. Voilà, Madame la Présidente. »

**Mme la Présidente :** « Merci. S'il n'y a pas de demande d'intervention, je mets aux voix. Des oppositions ? Des abstentions ? Cette délibération est donc adoptée. »

**12 – INDRE – CHEMIN DU PORT – TRANSFERT D'OFFICE DANS LA VOIRIE PUBLIQUE MÉTROPOLITAINE – ENGAGEMENT DE LA PROCÉDURE – DEMANDE D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE**

**Mme la Présidente :** « Délibération 12, Michel Lucas. »

**M. Lucas :** « Oui, une délibération également de transfert dans la voirie publique métropolitaine, mais avec une variante, c'est une procédure obligatoire. Pour rappel, sur Indre c'est le chemin du Port puisque depuis très longtemps la Loire à vélo, un certain nombre de choses passent sur ce terrain-là. Le terrain d'assiette du chemin du Port est constitué de fonds appartenant à divers propriétaires privés et à la Ville d'Indre, et à des propriétaires qui sont inconnus et à Nantes Métropole.

L'examen de la situation foncière de ces terrains de voirie fait apparaître des difficultés de cession amiable de la propriété du sol en raison de l'historique des différentes transmissions intervenues depuis la création de cette voie.

Donc, afin de régulariser la situation foncière du chemin du Port à Indre, il est proposé de recourir à la procédure de classement d'office et également de faire une enquête publique. La décision de transfert d'office sera prise par délibération du Bureau métropolitain. En cas d'opposition d'un ou de plusieurs propriétaires, la décision de transfert sera prise par arrêté du préfet à la demande de Nantes Métropole. Donc on propose de décider d'engager la procédure de transfert d'office dans le domaine public de la voirie, et de faire une procédure d'enquête publique. Voilà, Madame la Présidente. »

**Mme la Présidente** : « Merci. Je mets aux voix. Des oppositions ? Des abstentions ? Cette délibération est donc adoptée. »

**13 – NANTES – TRAVAUX DE RÉFECTION DU SOUTÈNEMENT DES BERGES DE LOIRE À MANGIN – APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE – LANCEMENT D'UNE PROCÉDURE ADAPTÉE**

**Mme la Présidente** : « Délibération suivante, Michel Lucas. »

**M. Lucas** : « Oui, sur Nantes, travaux de réfection du soutènement des berges de Loire à Mangin. C'est l'approbation du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle. Pour mémoire, il y a eu un effondrement sur environ 40 mètres de la berge située en aval du pont de Pirmil, située rue Victor-Mangin, qui est intervenu au 16 novembre 2021. Des travaux d'urgence ont été réalisés afin de sécuriser la berge et les espaces publics.

Par la suite, les études de conception d'une solution technique et de réparation de confortements pérennes ont été réalisées. Les études ont permis de proposer une solution de réparation homogène pour la zone effondrée (secteur 1), ainsi que pour le secteur situé directement en aval présentant également un enjeu de sécurité au regard de la proximité des immeubles d'habitation situés en arrière.

Les travaux de confortement consistent, pour l'ensemble des deux secteurs, après suppression des murs de soutènement résiduels, à réaliser un talus d'enrochement sur un linéaire d'environ 160 mètres entre l'aval du pont Pirmil et la rue René-Peigné. Les travaux seront réalisés en deux phases sur deux années successives du fait des enjeux environnementaux et des conditions hydrauliques contraignant les travaux en Loire.

C'est pourquoi il est proposé de lancer un premier marché de travaux sur la zone 1 et de continuer en parallèle les études sur le secteur 2. En conséquence, la consultation sera réalisée sous forme de deux marchés distincts : secteur 1 puis secteur 2. Chaque consultation comprendra un lot unique du fait de l'homogénéité des travaux à réaliser, enrochement, et en l'absence de réseau et d'aménagement de l'espace public. La maîtrise d'œuvre est assurée par Nantes Métropole ; néanmoins il y a l'appui en assistance à maîtrise d'ouvrage avec le cabinet Egis.

L'enveloppe prévisionnelle de l'opération est estimée à 1 650 000. »

**Mme la Présidente** : « Merci. Je mets aux voix. Des oppositions ? Des abstentions ? Cette délibération est donc adoptée. »

**14 – TRAITEMENT DES BALAYURES MÉCANIQUES DE VOIRIE DES SERVICES DE NANTES MÉTROPOLE – LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES OUVERT**

**Mme la Présidente** : « Délibération 14, Michel Lucas. »

**M. Lucas** : « Oui, c'est un marché de renouvellement, c'est le traitement des balayures mécaniques de voirie des services de Nantes Métropole, c'est le lancement d'un appel d'offres ouvert puisqu'on arrive à échéance le 30 septembre 2023 sur ce marché, donc il convient de relancer une consultation sur cette délibération avec un accord-cadre global. L'accord-cadre conclu à l'issue de cette consultation prendra la forme d'un accord-cadre mono attributaire avec émission de bons de commande d'une durée de quatre ans ferme. L'accord-cadre est pour un montant, pour sa durée totale d'exécution, de 2 800 000 euros TTC. Voilà, Madame la Présidente. »

**Mme la Présidente** : « Merci. Je mets aux voix. Des oppositions ? Des abstentions ? La délibération est adoptée. »

**15 – PRESTATIONS D'ENTRETIEN, DE RÉPARATION ET DE REMORQUAGE DES VÉHICULES LÉGERS ET ENGINS DU PARC AUTOMOBILE GÉRÉ PAR NANTES MÉTROPOLE – AJUSTEMENT**

**Mme la Présidente** : « Délibération 15, Jean-Claude Lemasson. »

**M. Lemasson** : « Oui, merci. Il s'agit pour la délibération 15 d'un appel d'offres ou plutôt de l'ajustement de l'appel d'offres en lien avec les prestations d'entretien, réparation et remorquage de véhicules légers du parc automobile géré par Nantes Métropole, et notamment aussi ceux de la Ville de Nantes et du centre communal d'action sociale de Nantes.

Certaines interventions sont confiées à des prestataires extérieurs. Les marchés dont dispose Nantes Métropole arrivent ou sont arrivés à échéance. Il se trouve que le 26 novembre 2021 nous avons autorisé le lancement de la consultation pour conclure de nouveaux accords-cadres en Bureau métropolitain sur la base de 11 lots. Le lot numéro 10 doit être supprimé au regard des évolutions des prestations de remise en état des équipements hydrauliques et notamment pour confier au constructeur les éléments de garantie. Le lot numéro 11 devient donc le lot numéro 10, mais il convient aussi d'ajuster les montants au regard des hausses conséquentes des coûts de main-d'œuvre et des matières premières, augmentant les estimations et les montants maximums. Vous avez donc la décomposition des 10 lots qui vous sont proposés avec les montants maximums sur quatre ans qui sont adossés. »

**Mme la Présidente** : « Merci. Je mets aux voix. Des oppositions ? Des abstentions ? Cette délibération est donc adoptée. »

**16 – ACQUISITION DE PIÈCES DÉTACHÉES NON CAPTIVES, DE PRODUITS EN CAOUTCHOUC POUR VÉHICULES, DE PIÈCES POUR MACHINES OU MOTEURS HYDRAULIQUES, DE FOURNITURES INDUSTRIELLES POUR VÉHICULES – LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES OUVERT**

**Mme la Présidente** : « Délibération numéro 16, Jean-Claude Lemasson toujours. »

**M. Lemasson** : « Il s'agit là du lancement d'un appel d'offres ouvert pour l'acquisition de pièces détachées non captives, de produits en caoutchouc pour véhicules, de pièces pour machines ou moteurs hydrauliques et de fournitures industrielles pour les véhicules. Certains marchés se sont terminés fin novembre 2022. Il convient donc de lancer une nouvelle consultation pour cinq lots distincts dont vous avez les montants qui sont indiqués là aussi en montants maximums pour le coût annuel et dont la somme globale n'est pas de 442 500 mais de 443 000 euros. Il y a une petite erreur dans l'édition de la délibération, qui sera bien évidemment corrigée. »

**Mme la Présidente** : « Merci. Je mets aux voix. Des oppositions ? Des abstentions ? Cette délibération est adoptée. »

**17 – EAU – ADMISSION EN NON-VALEUR DE CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES, ÉTEINTES ET PRESCRITES**

**Mme la Présidente** : « Délibération 17, Robin Salecroix. »

**M. Salecroix** : « Merci Madame la Présidente. Chers collègues, cette délibération traditionnelle dans les domaines de l'eau avec l'admission en non-valeur de créances irrécouvrables éteintes ou prescrites. Le comptable de Nantes Métropole demande à notre collectivité de constater ces créances qui sont précisées en annexe. La présente délibération porte sur un montant total de 95 397,36 euros avec d'une part les admissions en non-valeur pour un montant total de 49 969,42 euros, pour les créances éteintes un montant total de 45 427,94 euros.

Il vous est donc demandé, mes chers collègues, d'admettre en non-valeur ces créances, de les imputer au budget et d'autoriser Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération. »

**Mme la Présidente** : « Merci. Je mets aux voix. Des oppositions ? Des abstentions ? La délibération est donc adoptée. »

**18 – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX TIERS**

**Mme la Présidente** : « Délibération 18, et je donne la parole pour la présentation de cette délibération à Bertrand Affilé puisque nous sommes plusieurs élus à devoir quitter la salle. »

**M. Affilé :** « Oui, donc je vais faire une petite liste des gens qui doivent aller vaquer pendant quelques minutes : Martine Oger, Tristan Riom pour Acouicité ; Mahel Coppey pour les Assises nationales des déchets ; Fabrice Roussel pour France active ; Pierre Quénéa, Hervé Fournier, Fabrice Roussel pour l'E2C ; François Vouzellaud, Fabrice Roussel pour Audencia ; Véronique Dubettier-Grenier, Hervé Fournier, Johanna Rolland, Fabrice Roussel, Franckie Trichet pour Atlanpôle ; et Denis Talledec pour le CDAD 44. Donc j'invite toutes ces personnes à aller prendre un café, prendre l'air, voilà.

Donc une fois que c'est fait, je pense qu'on a encore le quorum, et je vous propose donc d'attribuer des subventions dans le cadre de nos politiques publiques pour des montants qui sont très détaillés dans le dossier que vous avez reçu.

Je vais juste rappeler que l'économie et l'emploi responsable représente à peu près 52 % de la somme totale de 2 657 760 euros et qu'ensuite on tombe en dessous de 10 % pour le projet Grand Bellevue /Bellevue en transition avec 243 654 euros, la mission politique de la ville et renouvellement urbain pour 212 000 euros; 190 000 euros pour la recherche, l'innovation et l'enseignement supérieur, 177 040 euros pour le fonds de soutien de lutte contre le sans-abrisme, 149 545 euros pour le numérique responsable, 122 500 euros pour les déchets, 42 000 euros pour la santé, 36 500 euros pour le rayonnement et l'ouverture au monde, 31 831,20 euros pour la fabrique de la ville et le renouvellement urbain, 25 000 euros pour l'énergie et le climat, 17 000 euros pour l'alimentation et agriculture, 15 000 euros pour mission territoire de longévité et 10 000 euros pour le soutien aux grands événements métropolitains.

Avec un peu de malice, je conclurai en disant que vous avez vu et entendu que la politique des mobilités n'est pas sur cette liste, et je m'en désole, mais il faut bien en laisser pour les autres. Avez-vous des questions ou des interventions ? Oui, Marie-Cécile ? »

**Mme Gessant :** « Oui, j'ai une toute petite question. Il y a deux associations qui s'appellent Magmatika et Projets solidaires dans la cité, qui ont demandé respectivement 500 euros et 2 500, et la Métropole leur attribue 2 000 et 4 500. Pourquoi est-ce qu'il y a une attribution plus importante que ce qui a été demandé ? »

**M. Affilé :** « Je pense que sur le compte rendu du Bureau on pourra vous apporter une réponse précise dont je ne dispose évidemment pas, mais souvent, par expérience, ça correspond à des recalibrages, par exemple, voilà. »

**Mme Gessant :** « Comme ce n'est pas expliqué... »

**M. Affilé :** « Non non, mais j'ai bien vu qu'il y avait quelque chose qui pouvait surprendre de prime abord. Mais il faut comparer toutes les subventions ligne à ligne ou colonne par colonne pour le trouver, donc Marie-Cécile je pense que votre question a été notée et que les services vous apporteront une réponse sur ce point. »

**Mme Gessant :** « Merci bien. »

**M. Affilé :** « Pas d'autre intervention ? Je mets aux voix. Qui donne un avis favorable ? Oui, je fais voter parce que les autres sont encore là-bas. Qui donne un avis favorable ? Qui s'abstient ? Il n'y en a pas. Qui vote contre ? Il n'y en a pas.

**19 – SOCIÉTÉ ANONYME D'HLM HARMONIE HABITAT – OPÉRATION D'ACQUISITION EN VEFA  
DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX – EMPRUNT AUPRÈS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET  
CONSIGNATIONS – GARANTIE DE NANTES MÉTROPOLE**

**M. Affilé :** « Délibération 19, il s'agit d'une garantie d'emprunt et là, c'est François Prochasson qui doit quitter la salle. Une garantie d'emprunt pour la SA d'HLM Harmonie Habitat. Pascal. »

**M. Pras :** « Merci Pascal. Effectivement, il s'agit d'une garantie d'emprunt pour l'acquisition par Harmonie Habitat de logements dans une opération VEFA, l'acquisition de 11 logements locatifs sociaux dans l'opération Baccara qui est située à Nantes. Il s'agit d'une garantie d'emprunt pour un montant total de 1 348 844 euros si j'ai bien compté – c'est l'ensemble des montants empruntés. Voilà. »

**M. Roussel :** « Merci. Est-ce qu'il y a des demandes d'interventions ? Non ? Pas d'opposition ? Pas d'abstention ? C'est donc adopté. »

24 – ATLANTIQUE HABITATIONS – SOCIÉTÉ ANONYME D'HLM – OPÉRATIONS D'ACQUISITION, DE RÉHABILITATION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX ET DE CONSTRUCTION DE RÉSIDENCE AUTONOMIE – EMPRUNTS AUPRÈS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS ET DE LA CARSAAT – GARANTIE DE NANTES MÉTROPOLE

25 – SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE D'INTÉRÊT COLLECTIF D'HLM CIF COOPÉRATIVE – OPÉRATION D'ACQUISITION EN VEFA DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX – EMPRUNT AUPRÈS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS – GARANTIE DE NANTES MÉTROPOLE

**Mme la Présidente :** « François Prochasson. »

**M. Prochasson :** « Et les deux dernières délibérations pour lesquelles Pascal Pras ne peut pas participer, donc Atlantique Habitations pour des opérations d'acquisition et de réhabilitation de logements locatifs sociaux, et de construction d'une résidence autonomie, donc trois opérations de locatif social : l'une à Orvault, la deuxième à Saint-Herblain et la troisième à Saint-Sébastien-sur-Loire, et puis une opération de résidence autonomie située rue Raffuneau à Orvault.

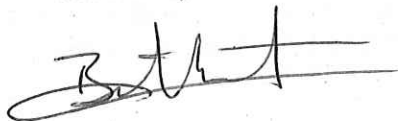
Et je présente la dernière délibération si vous voulez bien : donc il s'agit pour la société coopérative CIF coopérative d'une opération d'acquisition en VEFA de logements locatifs sociaux, un emprunt auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour une acquisition de 17 logements locatifs sociaux sur la commune de Nantes, les Hauts du Cens. »

**Mme la Présidente :** « Merci. Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Des oppositions ? Des abstentions ? Ces deux dernières délibérations sont donc adoptées et notre Bureau métropolitain achevé. Merci à tous. »

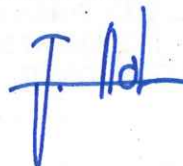
Le secrétaire de séance

La Présidente

M. Anthony BERTHELOT



Mme Johanna ROLLAND



**20 – SOCIÉTÉ ANONYME D'HLM LA NANTAISE D'HABITATIONS – OPÉRATION D'ACQUISITION EN VEFA DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX – EMPRUNT AUPRÈS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS – GARANTIE DE NANTES MÉTROPOLE**

**M. Roussel :** « François Prochasson peut revenir notamment, puisqu'il doit présenter les six dernières délibérations. »

**M. Prochasson :** « Sachant qu'il y a quelques déports différenciés, donc je propose quelques regroupements en trois séries.

La première délibération, toujours pour des garanties d'emprunt à la Nantaise d'Habitation auprès de la Caisse des Dépôts et de Consignations pour six logements sociaux sur le cours Félibien à Nantes . »

**Mme la Présidente :** «

Je mets donc aux voix. Des oppositions ? Des abstentions ? Adoption. »

**21 – SA D'HLM CDC HABITAT SOCIAL – OPÉRATIONS DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX – EMPRUNTS AUPRÈS DE LA CAISSE D'ÉPARGNE BRETAGNE PAYS DE LA LOIRE – GARANTIES DE NANTES MÉTROPOLE**

**Mme la Présidente :** « François Prochasson. »

**M. Prochasson :** « Très bien, donc une délibération pour laquelle Dolores Lobo doit quitter la salle si elle est là.

Pour CDC habitat, une opération de construction de logements locatifs sociaux avec un emprunt auprès de la Caisse d'épargne Bretagne Pays de la Loire pour deux programmes : un premier programme de construction de huit logements, opération Opal'In à Bouguenais, et deuxième programme pour la construction de 10 logements locatifs sociaux aux Pléiades, sur Les Sorinières. »

**Mme la Présidente :** « Merci. Je mets aux voix. Des oppositions ? Des abstentions ? Cette délibération est donc adoptée. »

**22 – OFFICE PUBLIC D'HLM NANTES MÉTROPOLE HABITAT – OPÉRATION DE RÉHABILITATION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX – EMPRUNT AUPRÈS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS – GARANTIE DE NANTES MÉTROPOLE**

**23 – OFFICE PUBLIC D'HLM NANTES MÉTROPOLE HABITAT – RÉAMÉNAGEMENT D'UNE PARTIE DE LA DETTE AUPRÈS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS – RÉITÉRATION DE LA GARANTIE DE NANTES MÉTROPOLE**

**Mme la Présidente :** « François Prochasson. »

**M. Prochasson :** « Délibérations 22 et 23 pour lesquelles Pascal Pras et Elisabeth Lefranc doivent nous quitter.

Les deux délibérations, pour l'office public HLM Nantes Métropole Habitat, pour la réhabilitation de 97 logements locatifs sociaux sur l'opération dénommée Paul-Claudiel située rue Claudel à Nantes.

Et la délibération 23, toujours pour l'office public Nantes Métropole Habitat, pour le réaménagement d'une partie de la dette auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations : il s'agit de deux résidences universitaires pour lesquelles Nantes Métropole Habitat nous a demandé un réajustement technique , de manière à raccourcir les délais d'emprunt et réunir les deux opérations sur une seule ligne auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations. »

**Mme la Présidente :** « Merci. Je mets aux voix. Des oppositions ? Des abstentions ? La délibération est donc adoptée. »



Politique publique	Nom du bénéficiaire	Montant total demandé en 2023 par l'organisme	Montant proposé au vote	Rappel Montant 2022	Rappel Montant 2021	Motivations	Convention	Numéro d'opération budgétaire
SANTÉ	ACOUCITÉ	40000 €	40000 €	45000 €	0 €	Acoucté, association créée en 1996, est spécialiste de l'environnement sonore urbain et notamment en matière de gestion des bruits urbains liés aux transports. Elle mène des projets permettant d'acquérir une connaissance fine de notre environnement sonore, et de suivre l'efficacité des politiques publiques sur les niveaux sonores urbains. Cela nécessite le déploiement d'un réseau de mesures permanent, des enquêtes et des études acoustiques. Ces actions convergent avec des objectifs inscrits dans plusieurs politiques publiques de la métropole (mobilité, environnement, favorable à la santé) et tout particulièrement avec ceux de la future politique publique santé.	OUI 2022-2024	Op 50 004
SANTÉ	AÉROCOP	2000 €	2000 €	2000 €	2000 €	L'association Nantaise d'aérobiologie Aerocop 44 a pour objet de promouvoir, encourager et réaliser toutes actions favorisant le développement des techniques et méthodes d'étude des particules biologiques, tels que les pollens et moisissures dans l'atmosphère de Nantes et ses environs et de leur conséquence sur la santé.	Non	Op 543
ALIMENTATION ET AGRICULTURE			10000 €	0 €	0 €	Organisation de groupements d'achat dans les quartiers prioritaires de la métropole nantaise	Oui	Op 3804
MISSION POLITIQUE DE LA VILLE ET RENOUVELLEMENT URBAIN	VRAC	40000 €	30000 €	30000 €	30000 €	Créée en octobre 2020 suite à un travail conjoint entre Nantes Métropole, les villes, les bailleurs sociaux et des associations impliquées dans les quartiers prioritaires de la métropole, le projet de VRAC s'est déployé à partir de mai 2021 et propose aujourd'hui 7 épiceries dans les quartiers prioritaires de la métropole : Breil, Dervallières, Grand Bellevue (avec deux groupements d'achat répartis l'un sur Nantes, l'autre sur Saint Herblain), Bottière-Pin Sec, Plaisance et Wialakoff. L'objectif est de permettre aux habitants des quartiers populaires d'avoir accès à une nourriture de qualité, « bio », et de développer des activités annexes, de transformation par exemple. En 2022, ce sont 58 épiceries éphémères qui ont été organisées, 5 tonnes de marchandises vendues pour un total de 40 000€ de chiffre d'affaire. En outre, 400 foyers ont adhéré à l'association VRAC métropole Nantes et l'association compte environ 80 bénévoles, habitants des quartiers concernés et investis dans la tenue des épiceries. Parallèlement, plusieurs temps de médiation, d'animation et de rencontres avec des producteurs locaux ont été organisés. Près de 50 animations au total ont été proposées dont 8 sorties au sein d'une ferme.	oui	510
ALIMENTATION ET AGRICULTURE	BIOTFULL	10000 €	5000 €	5000 €	5000 €	L'association BioTFull intervient dans l'expérimentation et la promotion de l'agriculture urbaine et de la végétalisation comestible. Elle conçoit et anime des ateliers et des jardins participatifs, dans le cadre d'un vaste réseau d'acteurs de l'agriculture urbaine. Elle développe le projet de pépinière Mélisse et Compagnie sur Nantes Nord à vocation solidaire et participative	non	Op 3804

ALIMENTATION ET AGRICULTURE	PARTAGE SOLIDARITE ORVAULT	3100 €	2000 €	0 €	0 €	Mise en place d'une récolte de produits inventus, d'un tri et d'une répartition par colis, puis d'une distribution aux habitants essentiellement sur le quartier Plaisance (611 personnes en 2022). Le temps de distribution est aussi un temps d'information et d'orientation des familles. Cette subvention fait suite à une demande de l'association dans le cadre de l'appel à projet politique de la ville.	Non	Op 3804
ÉNERGIE CLIMAT	CLCV	4500 €	3500 €	0 €	1500 €	La CLCV mène sur les quartiers de Bellevue à Nantes et à Saint-Herblain ainsi que sur les Dervallières à Nantes des ateliers de sensibilisation aux économies d'énergie et de lutte contre les démarchers abusifs de certains opérateurs. Cette subvention fait suite à une demande de l'association dans le cadre de l'appel à projet politique de la ville.	Non	Op 3395
ÉNERGIE CLIMAT	MÉDIATION EVENEMENTIEL (CIME)	1500 €	1500 €	1500 €	1500 €	L'association CIME propose des permanences pour lutter contre la précarité énergétique des ménages, favoriser la transition énergétique, lutter contre la fracture numérique des habitants, favoriser l'accès aux droits. Cette subvention fait suite à une demande de l'association dans le cadre de l'appel à projet politique de la ville.	Non	Op 3395
ÉNERGIE CLIMAT	UNIS CITE	17000 €	5000 €	0 €	0 €	Programme de 12 volontaires en service civique intervenant sur les défis citoyens/défis famille sur les différentes thématiques (Énergie, Alimentation, Réduction des déchets). Dans ce cadre ils participent à des opérations de nettoyage, des olympiades du tri, des ateliers de réparation, des sensibilisation au gaspillage alimentaire, des contribution aux paysages nourriciers. Cette subvention fait suite à une demande de l'association dans le cadre de l'appel à projet politique de la ville.	Non	Op 3395
ÉNERGIE CLIMAT	UNIS CITE	20000 €	5000 €	0 €	0 €	Programme de 12 volontaires en service civique intervenant sur les défis citoyens/défis famille sur différentes thématiques (Énergie, Alimentation, Réduction des déchets). Dans ce cadre ils participent à des opérations de nettoyage, des olympiades du tri, des ateliers de réparation, des sensibilisation au gaspillage alimentaire, des mobilisation sur les jardins partagés, des contribution aux paysages nourriciers.	Non	Op 3804
ÉNERGIE CLIMAT	SUPPORTERRE	35000 €	5000 €	5000 €	5000 €	Support terre met en place des activités pour répondre aux différents enjeux du développement durable (sociaux et environnementaux) par le prisme du sport dans une dimension locale et d'actions concrètes. Des stands de sensibilisation auprès du grand public seront organisés avec l'objectif majeur de permettre à un public très large et varié d'appréhender les différents enjeux de développement durable par une approche ludique et sportive sur les événements sportifs, associatifs ou en lien avec l'écologie.	Non	Op 3395
DÉCHETS			15000 €	15000 €	0 €	Soutien au fonctionnement de la recyclerie dédiée au sport, et aux actions de sensibilisation pour favoriser la réutilisation des vêtements et articles de sport de seconde main auprès des sportifs, comités, clubs et du public. Contribue aux objectifs de réemploi du Plan d'Actions déchets et de la Feuille de route Transition Ecologique de Nantes Métropole.	non	704

DÉCHETS	LE RESERVOIR	12000 €	3000 €	21200 €	12500 €	Soutien (depuis 2008) pour l'animation d'une ressource au Pellerin. Collecte des objets à domicile et sensibilisation du public à la réduction des déchets et au réemploi des objets. Contribue aux objectifs de réemploi du Plan d'Actions déchets et de la Feuille de route Transition Ecologique de Nantes Métropole.	non	704
DÉCHETS	L'HOMME DEBOUT	24500 €	24500 €	24500 €	24500 €	Soutien (depuis 2014) en fonctionnement pour les activités de l'association d'insertion professionnelle autour du réemploi des objets et meubles. L'animation d'une ressource à St Herblain et la collecte des objets réemployables sur les déchèteries de Nantes. L'association a pour vocation l'insertion des personnes. Co-financement au titre des emplois d'insertion de Nantes Métropole.	oui	704
DÉCHETS	LA BOITE A RECUP	4500 €	4500 €	1468 €	0 €	Soutien à l'animation d'une ressource dans le quartier de Breil Barrière à Nantes. Contribue aux objectifs de réemploi du Plan d'Actions déchets et de la Feuille de route Transition Ecologique de Nantes Métropoles. Co-financement au titre du Contrat de Ville.	non	704
DÉCHETS	AU PETIT GRENIER	5000 €	5000 €	3000 €	0 €	Soutien à l'animation d'une ressource dédiée à la mercerie dans le quartier du Breil à Nantes, et l'animation d'ateliers participatifs pour les habitants. L'association a pour vocation l'insertion de personnes en situation de handicap. Contribue aux objectifs de réemploi du Plan d'Actions déchets et de la Feuille de route Transition Ecologique de Nantes Métropole. Co-financement au titre du Contrat de Ville.	non	704
DÉCHETS	LE PETIT LIEU	5000 €	5000 €	3700 €	0 €	Soutien à l'animation d'une ressource dédiée à la petite enfance, dans le quartier de Port Boyer, à Nantes. Contribue aux objectifs de réemploi du Plan d'Actions déchets et de la Feuille de route Transition Ecologique de Nantes Métropole. Co-financement au titre du Contrat de Ville.	non	704
DÉCHETS	BRICOLOWTECH	4500 €	4500 €	1000 €	3500 €	Soutien au fonctionnement de la ressource citoyenne et l'animation d'ateliers sur le compostage « bokashi », en lien avec le bailleur social Nantes Métropole Habitat. Contribue aux objectifs de réemploi du Plan d'Actions déchets et de la Feuille de route Transition Ecologique de Nantes Métropole. Financement hors Contrat de Ville.	non	704
DÉCHETS	AMBITIONS JEUNESSES	15000 €	7500 €	7500 €	5000 €	déme année de soutien à l'association, située sur le quartier de Malakoff, à Nantes, pour son projet « encoibrants » visant à améliorer la propreté du quartier, en partenariat avec le bailleur social Nantes Métropole Habitat. Il s'agit d'impliquer les jeunes par différentes actions, tels que la collecte sur l'espace public et dans les locaux HLM, la médiation avec les habitants, ou de faire rencontrer des jeunes avec des professionnels.	non	704

DÉCHETS	GALERIE DU ZERO DECHET	12000 €	8500 €	10000 €	10000 €	4ème année de soutien au fonctionnement global de la Galerie du Zéro déchet, un des 15 lieux de la Ville de Nantes transformé en « éco-lieu », espace d'information et de sensibilisation du grand public sur les modes de vie « durables », notamment en matière de réduction des déchets et lieu d'échanges, d'expérimentation et de promotion des initiatives locales. Contribution aux objectifs d'information et de sensibilisation du public du Plan d'actions déchets de Nantes Métropole. Cofinancement au titre de la Transition Ecologique de Nantes Métropole.	oui	704
DÉCHETS	OCEAN	20000 €	5000 €	0 €	0 €	Soutien pour l'animation d'une ressourçerie dans le quartier de Bellevue à Nantes, la sensibilisation du public à la réduction des déchets et au réemploi des objets. Contribution aux objectifs de l'annexe du Plan d'Actions déchets et de la Feuille de route Transition Ecologique de Nantes Métropole. Cofinancement au titre du Contrat de Ville.	oui	704
DÉCHETS	COMPTOIR DES ALOUETTES	12000 €	5000 €	0 €	0 €	Soutien à l'épicerie associative et solidaire et à l'animation d'ateliers de sensibilisation au gaspillage alimentaire et au bien manger. Contribution aux objectifs de du Plan d'Actions déchets et de la Feuille de route Transition Ecologique de Nantes Métropole. Cofinancement au titre du Contrat de Ville et de la Transition Ecologique.	non	704
DÉCHETS	ASSISES NATIONALES DES DECHETS	35000 €	35000 €	35000 €	0 €	Soutien à l'organisation de l'édition 2023 des Assises nationales des déchets, événement professionnel qui se déroulera les 27 et 28 septembre 2023 à la Cité des congrès à Nantes.	oui	704
PP01 FABRIQUE DE LA VILLE ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE	Commune de la Montagne	31 831,20 € TTC	31 831,20 €	Subvention unique		La Ville de La Montagne, en collaboration avec Nantes Métropole, a souhaité initier l'élaboration d'un plan guide opérationnel « cœur de bourg / cœur de ville » en réponse à l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) lancé par le Département de Loire-Atlantique en 2020. Un marché a été lancé par la Ville de La Montagne, afin de confier à un prestataire la conduite d'une étude dont l'objectif est de construire une stratégie d'aménagement du centre-bourg élargi de la commune grâce à un projet global qui vise à appréhender les enjeux de requalification du cœur de bourg / cœur de ville. A l'issue du diagnostic, un plan-guide opérationnel doit préciser la stratégie, décliner sous la forme d'un plan d'actions qui comporte le périmètre d'intervention, les actions à engager et les étapes du calendrier de déploiement. La subvention apportée par Nantes Métropole vise à soutenir cette étude urbaine prospective de la commune, en participant à hauteur de 50 % du reste à charge communal, une fois déduite la participation départementale.	OUI	Opération 2021-10054
MISSION TERRITOIRE DE LONGEVITE	Les Petits Frères des Pauvres	15000 €	15000 €	10000 €	Néant	L'association Les Petits Frères des Pauvres développe un programme de lutte contre l'isolement. Elle propose, pour les habitants de la métropole nantaise de plus de 50 ans en situation de précarité : un accompagnement individuel comme facilitateur d'orientation et d'accès aux droits ; un repérage des usagers éloignés du numérique ; être un partenaire de médiation. Actuellement, sur 362 personnes aidées, 50 vivent dans un des 15 quartiers politique de la ville de la métropole. Dans le cadre des engagements de Nantes Métropole inscrits dans la Feuille de Route Longévité, il est proposé de soutenir cette action à hauteur de 15 000 €.	Non	3749

FONDS DE SOUTIEN DE LUTTE CONTRE LE SANS ABRISME	Commune de La Chapelle-sur-Endre Mise à l'abri de migrants isolés FONCTIONNEMENT	39515 €	39515 €			Le projet de mise à l'abri de migrants de la commune de La Chapelle-Sur-Endre s'inscrivant dans le cadre de la politique publique mis en place par le Fonds de soutien de lutte contre le sans abrisme et présentant à ce titre un caractère d'intérêt public local il est proposé d'apporter un soutien à la Commune. La subvention en fonctionnement a pour objectif de soutenir la Commune dans le financement de l'accompagnement social, la gestion locative et la gestion globale du dispositif.	convention ci-jointe en annexe	
FONDS DE SOUTIEN DE LUTTE CONTRE LE SANS ABRISME	Commune de Rezé Terrain de stabilisation-étape 1 FONCTIONNEMENT	62366 €	62366 €			Le projet de terrain de stabilisation à destination de migrants d'Europe de l'Est de la commune de Rezé s'inscrivant dans le cadre de la politique publique mis en place par le Fonds de soutien de lutte contre le sans abrisme et présentant à ce titre un caractère d'intérêt public local il est proposé d'apporter un soutien à la Commune. La subvention en fonctionnement a pour objectif de soutenir la Commune dans le financement du pilotage du dispositif	convention ci-jointe en annexe	
FONDS DE SOUTIEN DE LUTTE CONTRE LE SANS ABRISME	Commune de Rezé Terrain de stabilisation-étape 1 INVESTISSEMENT	19592 €	19592 €			Le projet de terrain de stabilisation à destination de migrants d'Europe de l'Est de la commune de Rezé s'inscrivant dans le cadre de la politique publique mis en place par le Fonds de soutien de lutte contre le sans abrisme et présentant à ce titre un caractère d'intérêt public local il est proposé d'apporter un soutien à la Commune. La subvention en investissement a pour objectif de soutenir la Commune dans le financement de l'achat de blocs sanitaires et la réalisation de travaux.	convention ci-jointe en annexe	
FONDS DE SOUTIEN DE LUTTE CONTRE LE SANS ABRISME	Commune d'Indre Colocation accompagnée-Mise à l'abri mineurs non accompagnés en recours FONCTIONNEMENT	30280 €	30280 €	47940 €		Le projet de mise à l'abri de mineurs non accompagnés en recours de la commune d'Indre s'inscrivant dans le cadre de la politique publique mis en place par le Fonds de soutien de lutte contre le sans abrisme et présentant à ce titre un caractère d'intérêt public local il est proposé d'apporter un soutien à la Commune. La subvention en fonctionnement a pour objectif de soutenir la Commune dans le financement de l'accompagnement social et la gestion globale du dispositif.	convention validée en BM du 1 <sup>er</sup> juillet 2022 N°2022-131	
FONDS DE SOUTIEN DE LUTTE CONTRE LE SANS ABRISME	Commune d'Indre Colocation accompagnée-Mise à l'abri migrants INVESTISSEMENT	4420 €	4420 €	9350 €		Le projet de mise à l'abri de migrants de la commune d'Indre s'inscrivant dans le cadre de la politique publique mis en place par le Fonds de soutien de lutte contre le sans abrisme et présentant à ce titre un caractère d'intérêt public local il est proposé d'apporter un soutien à la Commune. La subvention en investissement a pour objectif de soutenir la Commune dans le financement de la rénovation de logement ainsi que dans l'achat du mobilier pour équiper ces logements.	convention validée en BM du 1 <sup>er</sup> juillet 2022N°2022-132	
FONDS DE SOUTIEN DE LUTTE CONTRE LE SANS ABRISME	Commune d'Indre Colocation accompagnée-Mise à l'abri migrants FONCTIONNEMENT	20867 €	20867 €	6690 €		Le projet de mise à l'abri de migrants de la commune d'Indre s'inscrivant dans le cadre de la politique publique mis en place par le Fonds de soutien de lutte contre le sans abrisme et présentant à ce titre un caractère d'intérêt public local il est proposé d'apporter un soutien à la Commune. La subvention en fonctionnement a pour objectif de soutenir la Commune dans le financement de l'accompagnement social et la gestion globale du dispositif.	convention validée en BM du 1 <sup>er</sup> juillet 2022N°2022-133	

ÉCONOMIE ET EMPLOI RESPONSABLES	OUVRE BOITE 44	96000 €	96000 €	86000 €	56000 €	L'entrepreneuriat constitue un enjeu majeur pour le développement économique de notre territoire et un levier essentiel pour la transition vers un modèle de développement économique plus responsable, conjuguant compétitivité économique, inclusion sociale et durabilité environnementale. Ce soutien à la création d'entreprises doit bénéficier au plus grand nombre et cela sur l'ensemble du territoire métropolitain des centres-villes aux quartiers populaires. Nantes Métropole se fixe comme objectif de favoriser la création d'entreprises et d'activités sur le territoire et apporte pour cela un appui financier aux structures dédiées à l'accompagnement des créateurs et au financement de la création d'entreprise. Dans le cadre des conventions pluriannuelles 2022-2024, il vous est proposé de renouveler les subventions au titre de l'année 2023. Pour Ouvre-Boîtes 44 (coopérative d'activités et d'emplois offrant une solution de test et d'accompagnement d'activités), le montant proposé intègre l'étude de préfiguration de la Coopérative Activités par l'Emploi telle qu'indiquée dans la Convention. Pour la subvention France Active le versement est réparti sur 3 opérations : 50 000 € au titre de l'entrepreneuriat, 20 000€ au titre de l'insertion par l'activité économique et 20 000€ au titre de l'emploi.	convention en cours 2022-2024	3066
ÉCONOMIE ET EMPLOI RESPONSABLES	BATICREATEURS 44	40000 €	40000 €	40000 €	40000 €		convention en cours 2022-2024	3066
ÉCONOMIE ET EMPLOI RESPONSABLES	CIAP 44	40000 €	40000 €	40000 €	40000 €	Avenant à la convention 2021-2023	3066	
ÉCONOMIE ET EMPLOI RESPONSABLES	OZ	25000 €	20000 €	20000 €	20000 €	convention en cours 2022-2024	3066	
ÉCONOMIE ET EMPLOI RESPONSABLES	ADIE	35000 €	35000 €	35000 €	35000 €	convention en cours 2022-2024	3066	
ÉCONOMIE ET EMPLOI RESPONSABLES	FONDES - FRANCE ACTIVE PAYS DE LA LOIRE	90000 €	90000 €	90000 €	90000 €	convention en cours 2022-2024	3066 = 50 000 € 517 = 20 000 € 3050 = 20 000 €	
ÉCONOMIE ET EMPLOI RESPONSABLES	ADIE	120066 €	113164 €	74488 €	33850 €	Avenant à la Convention 2021-2023	3327	
ÉCONOMIE ET EMPLOI RESPONSABLES	AJEE	8346 €	8346 €	8233 €	8233 €	Avenant à la Convention-2021-2023	3327	
ÉCONOMIE ET EMPLOI RESPONSABLES	FONDES - FRANCE ACTIVE PAYS DE LA LOIRE	7952 €	7952 €	9640 €	9640 €	Avenant à la Convention 2021-2023	3327	
ÉCONOMIE ET EMPLOI RESPONSABLES	OUVRE BOITE 44	82619 €	82619 €	64202 €	64202 €	Avenant à la Convention 2021-2023	3327	
ÉCONOMIE ET EMPLOI RESPONSABLES	JCE – Jeune Chambre Economique Nantes	3100 €	3100 €	0 €	3100 €	SO	3955	

ÉCONOMIE ET EMPLOI RESPONSABLES	KERVEGAN	8000 €	7700 €	7700 €	7700 €	<p>L'Institut Kervegan, laboratoire d'idées de la société civile, apporte par ses réflexions et analyses un éclairage à destination des citoyens et décideurs en révélant les tendances et signaux faibles des évolutions de notre société. C'est en provoquant des débats que Kervegan propose de faire émerger des leviers d'actions pour répondre aux grands enjeux sociétaux de notre territoire. Le programme 2023 sera dans la continuité des actions engagées en 2022 autour de l'habitat inclusif. Dans ce cadre, a notamment été organisée une table ronde fin janvier 2023. Sera également lancée une réflexion autour de la question du Zéro Artificialisation Nette et de ses conséquences sur l'équilibre entre métropole et espaces ruraux périphériques. La question de la transition énergétique restera au cœur des travaux. Dans ce cadre se tiendra un cycle de rencontres autour de ce sujet avec la revue Place Publique Nantes/Saint-Nazaire, la délégation EDF Pays de la Loire et la Maison de l'Europe à Nantes.</p>	Convention 2023	3955
ÉCONOMIE ET EMPLOI RESPONSABLES	ARDEPA	7000 €	5000 €	5000 €	5000 €	<p>L'Ardepa (Association régionale pour la diffusion et la promotion de l'architecture) porte le projet : Diversités, avec pour objectif de contribuer à la diversité et à l'égalité des chances dans l'accès aux études supérieures vers les métiers de l'architecture. Dans cette visée, l'Ardepa met en relation des lycéens avec des professionnels et des étudiants de cette filière, au travers d'interventions (visites, ateliers) sur diverses thématiques en lien avec les quartiers d'implantation des 12 lycées partenaires, relevant notamment de la géographie prioritaire. Il est proposé de renouveler le soutien à l'association via une subvention de 5 000 euros au titre de 2023.</p>	SO	3050
ÉCONOMIE ET EMPLOI RESPONSABLES	L'AUTRE CERCLE	2000 €	2000 €	0 €	2000 €	<p>L'Autre Cercle est une association qui œuvre pour l'inclusion des personnes LGBT dans le monde du travail par des actions de sensibilisation, de formation des acteurs économiques, tels que les employeurs et les professionnels intermédiaires de l'emploi. Cette action est réalisée au travers d'un éventail d'outils (jeux, formations, expositions) servant l'animation de temps forts en entreprises, collectivités, ou syndicats. Cette action est mise en œuvre au titre de la Lutte contre les Discriminations à l'emploi. Il est proposé d'accorder une subvention de 2 000€ au titre de l'année 2023.</p>	SO	3050
ÉCONOMIE ET EMPLOI RESPONSABLES	CAP FORMATION	27500 €	27500 €	27500 €	27500 €	<p>Cap Formation est une association dont l'objet est de promouvoir, valoriser et développer des acteurs en faveur de l'insertion de personnes en difficulté. Elle propose une action intitulée « Prépa rebond Cap Loire/Charrier Ecole 2023/2024 » qui consiste en un accompagnement global permettant aux bénéficiaires de se remobiliser, d'élaborer un projet professionnel, d'expérimenter des gestes professionnels via des supports d'activités, de lever les freins à l'emploi et d'effectuer des visites d'entreprises. L'action s'adresse à 35 jeunes de 16/25 ans, habitant les Quartiers Ploppitaires de la Ville et/ou en suivi éducatif, très éloignés de l'emploi et en difficulté d'intégration dans les dispositifs classiques. Pour l'année 2023-2024, il est proposé d'accorder une subvention de fonctionnement de 27 500€ à cette association. A noter que Cap Formation a absorbé l'association Motiv'Action, précédemment porteuse du projet, selon une procédure de rapprochement-fusion administrative entamée depuis plusieurs années.</p>	Convention 2023-2024	3050

<p>ÉCONOMIE ET EMPLOI RESPONSABLES</p>	<p>CSC CENTRE SOCIOCULTUREL DU CHATEAU</p>	<p>5000 €</p>	<p>5000 €</p>	<p>5000 €</p>	<p>5000 €</p>	<p>Le CSC du Château propose depuis 2018 des ateliers « FRANCAIS LANGUE ETRANGERE » à visée professionnelle suite à un diagnostic mené sur le territoire, relevant des besoins en termes d'accompagnement linguistique en lien avec un projet d'insertion professionnelle, et dans le même temps d'une offre locale faible de services dans ce domaine. L'action se déroule sur deux journées par semaine, sur une durée totale de 4 mois environ, dans le cadre d'une session annuelle ouverte à 12 participants. L'objectif est à la fois l'apprentissage du français en lien avec le monde du travail, et, à la sortie de l'action, l'insertion professionnelle des personnes, par une orientation vers un dispositif emploi ou l'accès à l'emploi direct. A noter que l'action permet de toucher des personnes très éloignées de l'emploi, notamment des femmes en situation de famille monoparentale, isolées et non-accompagnées. Il est proposé de reconduire le soutien à cette action via une subvention de 5 000 € au titre de l'année 2023.</p>	<p>SO</p>	<p>3050</p>
<p>ÉCONOMIE ET EMPLOI RESPONSABLES</p>	<p>BABEL 44</p>	<p>9570 €</p>	<p>9570 €</p>	<p>9000 €</p>	<p>9000 €</p>	<p>L'association Babel 44 anime depuis 2015 des ateliers de français à visée professionnelle, à destination notamment des habitants des quartiers prioritaires, et/ou primo-arrivants, jeunes ou adultes. L'objectif vise est l'acquisition de compétences socio-linguistiques en contexte professionnel. Cela comprend l'apprentissage du français mais aussi le développement de la mobilité, l'organisation personnelle, la capacité à réaliser des démarches administratives, en lien étroit avec le projet d'insertion et les opérateurs de l'accompagnement professionnel. Cette action passerelle vers la formation, l'emploi direct ou le service public de l'emploi est complémentaire à l'offre existante et contribue à satisfaire des besoins non couverts. Il est proposé de reconduire le soutien à cette action via une subvention de 9 570 € au titre de l'année 2023. L'augmentation du montant par rapport aux années précédentes est justifiée par une élévation globale des charges de fonctionnement en lien avec la conduite du projet.</p>	<p>SO</p>	<p>3050</p>
<p>ÉCONOMIE ET EMPLOI RESPONSABLES</p>	<p>NITRAMENCO</p>	<p>5000 €</p>	<p>5000 €</p>	<p>5000 €</p>	<p>5000 €</p>	<p>L'association Nitramenco intervient en proximité auprès d'un public jeune ou adulte en situation d'exclusion socio-professionnelle issu des quartiers prioritaires. Dans le cadre du Contrat de Ville, la structure réalise deux sessions d'ateliers d'entraînement aux entretiens professionnels dans les quartiers Breil et Dervallères. 24 bénéficiaires au total seront plus spécifiquement accompagnés sur leur posture et leur communication, au travers d'exercices de diction, de théâtre et de réalisation de vidéos. Il est proposé de renouveler la subvention de 5 000 euros au titre de 2023.</p>	<p>SO</p>	<p>3050</p>
<p>ÉCONOMIE ET EMPLOI RESPONSABLES</p>	<p>COLLECTIF PLAISANCE</p>	<p>4000 €</p>	<p>4000 €</p>	<p>4000 €</p>	<p>3000 €</p>	<p>Le centre socio-culturel Collectif Plaisance réalise une mission facilitatrice d'accueil de proximité et de premier niveau de conseil sur la thématique de l'emploi auprès des visiteurs du CSC, en lien avec les opérateurs du service public de l'emploi. Cette mission s'adresse en particulier aux publics les plus éloignés de l'insertion professionnelle, habitant le quartier prioritaire Plaisance, plus faiblement dotés en services de l'emploi que d'autres quartiers. Il est proposé de renouveler le soutien au projet via une subvention de 4 000€ au titre de 2023.</p>	<p>SO</p>	<p>3050</p>



ÉCONOMIE ET EMPLOI RESPONSABLES	UF CV	5400 €	5400 €	5000 €	5000 €	L'association UFCV (Union Française des Centres de Vacances et de Loisirs) met en place un atelier mécanique au sein du garage associatif Meccanord. Ce garage s'adresse aux personnes bénéficiaires des minima sociaux ou ayant de faibles revenus qui ne peuvent accéder aux prestations mécaniques classiques pour réparer leur véhicule. Cette prestation bénéficie à plus de 200 usagers / an, dont 80 % d'habitants résidant en quartier prioritaire. Cette action s'inscrit dans l'offre de services de la Plateforme Mobilités Emploi et constitue l'unique offre de garage solidaire du territoire. Il est proposé d'accorder une subvention de fonctionnement de 5 400 € pour cette action, au titre de l'année 2023.	SO	3050
ÉCONOMIE ET EMPLOI RESPONSABLES	TRUST	3000 €	3000 €	3000 €	0 €	L'association Trust porte l'action Reboost qui vise à remobiliser et renforcer la confiance en soi de femmes, en priorité du quartier Bottière, afin de faciliter la mise en œuvre de leur projet d'insertion professionnelle. Cette activité passe par la participation individuelle, l'échange collectif et la valorisation de compétences lors d'ateliers créatifs notamment. La structure a pour objectif d'accompagner 36 femmes dans le cadre de ce projet. Il est proposé de renouveler le soutien à cette action via une subvention de 3 000 € au titre de 2023.	SO	3050
ÉCONOMIE ET EMPLOI RESPONSABLES	ESPACE FORMATION	44000 €	44000 €	44000 €	44000 €	L'association Espaces Formation met en œuvre une action d'accompagnement renforcé : « plateforme d'orientation pour un public adulte-OSE ». Cette action s'adresse à des publics, très éloignés de l'emploi, afin de favoriser leur insertion professionnelle et leur autonomie sociale. L'action concerne principalement des femmes (80%) dont la moitié en situation de monoparentalité. Plus de la moitié des bénéficiaires résident en quartier prioritaire de la politique de la ville. Il est proposé de reconduire le soutien via une subvention de fonctionnement de 44 000 € à l'association Espaces Formation au titre de l'année 2023.	Convention 2023	3553
ÉCONOMIE ET EMPLOI RESPONSABLES	OGIM	140940 €	140940 €	198940 €	140940 €	L'Organisme de Gestion Inter-PLIE mutualisé Nantes St Nazaire (OGIM), assure la gestion, le suivi et le contrôle des opérations cofinancées par le Fonds social européen (FSE) sur le territoire métropolitain du dispositif Plan Local pour l'insertion et l'emploi (PLIE). Au titre de l'année 2023, le montant est reconduit pour 140 940 €. En 2022, une subvention exceptionnelle de 58 000€ a été attribuée en complément de la subvention de fonctionnement afin d'assurer une continuité d'exploitation de ses activités en l'absence de crédits d'assistance technique dans le cadre du financement FSE.	Convention 2023-2025	3064
ÉCONOMIE ET EMPLOI RESPONSABLES	E2C	290000 €	290000 €	290000 €	290000 €	L'association École de la Deuxième Chance de l'Estuaire de la Loire a pour objectif de favoriser l'intégration professionnelle des jeunes demandeurs d'emploi sans qualification du territoire et tout particulièrement ceux issus des quartiers de la politique de la ville. Il est proposé de maintenir le soutien à cette association.	Avenant à la Convention 2021-2023	3060
ÉCONOMIE ET EMPLOI RESPONSABLES	PARCOURS LE MONDE	25000 €	22000 €	22000 €	22000 €	L'Association Parcours le Monde grand Ouest sensibilise et accompagne des jeunes (16 à 30 ans) à des projets de mobilité européenne et internationale dans un objectif d'autonomisation, de montée en compétences, de développement de l'employabilité et d'insertion professionnelle. L'action vise à développer les compétences à la mobilité sociale et professionnelle des jeunes peu qualifiés et éloignés de l'emploi, notamment résidant en QP.V. L'action est soutenue au titre du Volel Emploi du Contrat de Ville. Il est proposé de maintenir le soutien et d'accorder une subvention de 22 000€ au titre de l'année 2023.	Convention 2023	3050

ÉCONOMIE ET EMPLOI RESPONSABLES	AUDENCIA	15000 €	15000 €	15000 €	10000 €	Audencia est gestionnaire du dispositif Brio, labellisé Cordées de la Rousille, qui est un projet commun à 4 grandes écoles nantaises (Audencia, Ecole Centrale, Ecole des Mines et Oniris). Ce programme vise à développer l'égalité des chances dans l'accès à l'enseignement supérieur pour les lycéens en REP et REP+. En 2023, il est prévu d'accompagner 130 lycéens issus de 15 établissements de Nantes Métropole. Ce projet est inscrit dans le Contrat de ville. Il est proposé de reconduire une subvention de 15 000€ pour la promotion 2023 qui prend en compte la montée en charge de l'activité de la structure depuis 2 ans.	Convention en cours 2022-2024	3050
ÉCONOMIE ET EMPLOI RESPONSABLES	ACPL- Association Régionale des Cigales des Pays de la Loire	15000 €	6000 €	3000 €	3000 €	L'association des CIGALES Pays de la Loire – ACPL- (club d'investisseurs pour une Gestion Alternative et Locale de l'Épargne Solidaire) mobilise l'épargne privée. Elle accompagne l'émergence des projets entrepreneuriaux dans l'Économie Sociale et Solidaire. Son action se fait en concertation avec les Ecoles. En 2021, l'association a réalisé une étude d'impact de son activité et posé son plan d'actions 2022-2024. Il s'articule autour de trois axes : Développer le nombre des Cigales, développer la notoriété, améliorer la gouvernance et la formation des cigaliers. Il est proposé d'attribuer une subvention de 6000 € pour soutenir le développement de l'association sur le territoire. L'augmentation par rapport à 2022 vise à soutenir le développement du financement des projets soutenus par les Cigales.	Convention en cours 2022-2024	3056
ÉCONOMIE ET EMPLOI RESPONSABLES	ATELIER des 2 RIVES	69000 €	69000 €	69000 €	69000 €	L'association Ateliers des 2 Rives, structure d'insertion par l'activité économique accueille chaque année, des salariés très éloignés de l'emploi en raison de difficultés sociales et professionnelles particulières (37 ETP Insertion conventionnés). Elle gère un chantier d'insertion dans trois domaines : espaces verts et environnement, nettoyage (appareillages, maisons, bureaux), bâtiments seconds œuvre / peinture.	Convention en cours 2021-2023	517
ÉCONOMIE ET EMPLOI RESPONSABLES	OCEAN-Ouest Cœur d'Estuaire et Agglomération Nantaise	140000 €	135000 €	135000 €	135000 €	L'association Océan, structure d'insertion par l'activité économique la plus importante du département de Loire-Atlantique, accueille chaque année plus de deux cents salariés (soit 84 ETP Insertion conventionnés). Elle gère 11 chantiers d'insertion dans 5 domaines : les espaces verts, le bâtiment, la propreté urbaine, le marai-chage et les métiers de bouche.	Convention en cours 2021-2023	517
ÉCONOMIE ET EMPLOI RESPONSABLES	ARBRES	45000 €	45000 €	45000 €	45000 €	L'association ARBRES accueille chaque année plus d'une centaine de salariés (soit 40 ETP conventionnés) dans le cadre de leur Atelier & Chantier d'insertion ayant pour activité : la collecte, le tri des papiers, cartons des entreprises et administrations de l'agglomération nantaise pour leur recyclage ; l'accompagnement des entreprises dans leur tri sélectif et la collecte des cartons de habitat social. Les objectifs de formation et de certification restent la priorité de l'association. Le développement des compétences liées aux métiers de conducteurs livreurs, aux caristes d'entrepôts sont particulièrement visés sur l'année 2023.	Convention en cours 2021-2023	517
ÉCONOMIE ET EMPLOI RESPONSABLES	Ménage Service	8000 €	7500 €	7500 €	7500 €	Ménage Service accueille, chaque année, une quarantaine de salariés (soit 5 ETP conventionnés) accompagnés dans le cadre de l'association intermédiaire. Elle privilégie la mise à disposition de personnel dans le cadre d'activité de réalisation de travaux occasionnels ou récurrents d'entretien du domicile (ménage et repassage) auprès de particuliers, d'associations et d'entreprises pour réaliser l'entretien de leurs locaux.	Convention en cours 2021-2023	517

ÉCONOMIE ET EMPLOI RESPONSABLES	CCI	2700 €	2700 €	0 €	0 €	Les actions de promotion portuaise, mises en œuvre par la CCI de Nantes-Saint-Nazaire et par l'Union Maritime Nantes Ports sont soutenues par Nantes Métropole. Les subventions correspondantes ont été approuvées au BM du 30/09/2022. Or, la signature de la convention multipartite n'ayant pas pu être finalisée dans les délais de clôture budgétaire, il est proposé de régulariser la subvention sur 2023.	Convention 2022-2024	50013
	UMNP	3200 €	3200 €	0 €	0 €		3955	
RAYONNEMENT ET OUVERTURE AU MONDE	ATLANPOLE	15000 €	15000 €	15000 €	15000 €	Le syndicat mixte ATLANTPOLE organise le 6 avril 2023 à la CCI Nantes-Saint-Nazaire, la 23ème édition de « Start West », rendez-vous annuel de l'innovation et du financement dans l'Ouest. Créé en 2001, « Start West » a pour objectif de faire se rencontrer des porteurs de projets innovants en recherche de financement, et des investisseurs privés. Ces rencontres professionnelles confortent l'ambition politique de Nantes Métropole en matière de valorisation de projets d'innovation technologique, notamment en lien avec ses filières stratégiques (numérique, santé, industrie...). 200 participants sont attendus à cette manifestation qui illustre le dynamisme économique de la métropole nantaise et plus largement, celui des Pays de la Loire. Il est proposé de reconduire la subvention de 15 000 € à Atlanpole pour cette manifestation.	Convention 2023	2802
	WEBSLAND	4000 €	4000 €	4000 €	0 €		L'association Websland organise le 7 avril 2023 au Warehouse de Nantes, la 4ème édition de « Websland », journée de conférences dédiées aux professionnels du webmarketing. Si l'objectif final est la transmission de compétences et de savoir-faire, notamment par l'échange sur les nouvelles tendances du numérique et du webmarketing, l'événement « Websland » est également l'occasion de développer son réseau professionnel et de détecter des opportunités d'affaires. Près de 500 participants sont attendus à cette manifestation, qui conforte l'ambition politique de Nantes Métropole en matière de développement de l'économie numérique locale. En s'associant à cet événement, Nantes Métropole renforce son attractivité et sa visibilité, et soutient les initiatives du territoire qui valorisent l'écosystème numérique nantais. Il est proposé de reconduire la subvention de 4 000€ à l'association Websland pour cette manifestation.	Convention 2023
RAYONNEMENT ET OUVERTURE AU MONDE	THE SHIFTERS	8000 €	8000 €	0 €	0 €	L'association The Shifters organise les 17 & 18 juin 2023 à la Cité des Congrès de Nantes, la 3ème édition de l'événement « UniVerShift ». Ce congrès a pour ambition d'être l'événement qui fait écho aux idées bas carbone, visant la décarbonation de l'économie française, de façon réaliste, démocratique et humaniste. Près de 2 000 participants sont attendus à cette manifestation, qui conforte l'ambition politique de Nantes Métropole en matière de transition énergétique. Il est proposé d'attribuer une subvention de 8 000€ à l'association The Shifters pour cette manifestation.	Convention 2023	2802

<p>RAYONNEMENT ET OUVERTURE AU MONDE</p>	<p>REA</p>	<p>2000 €</p>	<p>2000 €</p>	<p>3000 €</p>	<p>2000 €</p>	<p>Le Réseau Entrepreneur Atlantique organise le 29 juin 2023 à la Carrière de Saint Herblan, la 22ème édition de la « Fête des Lauréats ». Constitué en association, le REA est un groupement de chefs d'entreprise qui œuvre depuis plus de 20 ans sur le territoire. Le REA accompagne gratuitement de nouveaux entrepreneurs à fort potentiel de création d'emplois, dans le but de faire émerger de nouvelles PME en Loire Atlantique, et de créer des emplois pérennes. La « Fête des Lauréats » a pour objectif de promouvoir l'attractivité économique du territoire et de mettre en valeur les derniers Lauréats. Près de 600 participants sont attendus à cette manifestation. En soutenant cet événement, Nantes Métropole conforte sa politique de soutien à la création / reprise d'entreprises, et promeut l'entrepreneuriat local. Il est proposé d'attribuer une subvention de 2 000€ au REA pour cette manifestation.</p>	<p>Convention 2023</p>	<p>2802</p>
<p>RAYONNEMENT ET OUVERTURE AU MONDE</p>	<p>JCE – Jeune Chambre Economique Nantes</p>	<p>15000 €</p>	<p>7500 €</p>	<p>0 €</p>	<p>0 €</p>	<p>La Jeune Chambre Economique Nantes Métropole Sud Loire organise du 8 au 10 juin 2023 sur l'île de Nantes, la « 69ème Convention Nationale de la Jeune Chambre Economique Française ». Si l'objectif de cet événement est de présenter les actions de la JCE à l'échelle nationale, la 69ème Convention Nationale est également l'occasion de mettre en valeur le territoire nantais, ainsi que ses acteurs économiques, politiques et sociaux. Près de 500 participants sont attendus à cette manifestation, qui comporte l'arbitrage politique de Nantes Métropole en matière de développement économique responsable. Il est proposé d'attribuer une subvention de 7 500€ à l'association JCE NMSL pour cette manifestation.</p>	<p>Convention 2023</p>	<p>2802</p>
<p>RECHERCHE, INNOVATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR</p>	<p>POLE EMC2</p>	<p>50000 €</p>	<p>50000 €</p>	<p>50000 €</p>	<p>50000 €</p>	<p>Pôle européen des technologies de fabrication, le pôle de compétitivité EMC2 œuvre pour l'accompagnement collaboratif à la Recherche&amp;Développement, à l'innovation et à la transformation des entreprises industrielles pour une performance éco-responsable. En appui de sa communauté de près de 400 adhérents sur le grand ouest, il contribue ainsi au développement des acteurs industriels – en particulier issus des filières d'excellence : aéronautique, maritime mais aussi énergies - et à faire du territoire une référence mondiale dans le domaine des Technologies avancées de production (manufacturing). Dans le cadre de la phase V des Pôles de Compétitivité, le pôle EMC2 a défini sa nouvelle stratégie « Trajectoire 2030 » avec pour objectifs en 2023 de développer de nouveaux partenariats stratégiques, de faire émerger et accompagner de nouveaux projets de transformation (numérique/technologique et environnementale) et d'innovation industrielle notamment d'envergure européenne et de poursuivre son action en faveur d'une Industrie Durable et Ecoresponsable. Afin de soutenir le pôle EMC2 dans la mise en œuvre de sa stratégie et de ses actions sur le territoire, il est proposé de lui attribuer une subvention de 50 000 € pour son fonctionnement au titre de 2023.</p>	<p>Convention 2023-2026</p>	<p>50017</p>

<p>RECHERCHE, INNOVATION ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</p>	<p>IMAGES ET RESEAU</p>	<p>50000 €</p>	<p>40000 €</p>	<p>50000 €</p>	<p>50000 €</p>	<p>Le Pôle de compétitivité Images &amp; Réseaux (I&amp;R) a pour ambition de fédérer les forces de Recherche et d'Innovation Numérique du Grand Ouest. Pour cela, il réunit près de 270 adhérents, acteurs académiques et entreprises, en Pays de Loire et Bretagne dont près de 20% sur le territoire de Nantes Métropole. Il vise à soutenir l'innovation des technologies numériques et accompagner des projets de Recherche&amp;Développement pour un « numérique sécurisé, souverain et soutenable ». Le numérique responsable est ainsi au cœur de sa nouvelle stratégie (Phrase V des pôles de compétitivité). Pour soutenir le Pôle I&amp;R, en particulier sur ses actions en faveur de l'innovation numérique responsable et du croisement du numérique et de l'Industrie / Santé, Nantes Métropole apporte une subvention de 40 000 €. Afin d'harmoniser le soutien de Nantes Métropole au fonctionnement des pôles de compétitivité (implication dans les instances du Pôle (CA, comités, ...), impact des actions du Pôle sur le territoire...), il est proposé de diminuer de 10 000€ sa subvention annuelle par rapport aux années précédentes.</p>	<p>Convention 2023</p>	<p>50017</p>
<p>RECHERCHE, INNOVATION ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</p>	<p>QUEST MEDIA LAB</p>	<p>40000 €</p>	<p>40000 €</p>	<p>40000 €</p>	<p>40000 €</p>	<p>L'association Quest Media Lab (QML) rassemble les acteurs du territoire concernés par le défi de l'innovation numérique dans le secteur des médias et de la communication. Pour répondre aux enjeux auxquels ils sont confrontés avec la numérisation de leurs activités, des acteurs de l'information et de la communication se sont regroupés pour constituer un centre de ressources et un laboratoire mutualisé. La mission du cluster est de les accompagner dans leur transition numérique afin de mieux appréhender, comprendre, maîtriser et innover avec les nouveaux outils et les nouvelles façons d'informer. Le soutien apporté par Nantes Métropole dans le cadre de la convention 2021/2023 permet à QML : - de poursuivre l'émergence d'innovations en associant étudiants et entreprises (ateliers HyLab); - de proposer de nouvelles formations professionnelles adaptées à leurs besoins (certification Callopi); - de confirmer sa reconnaissance régionale et nationale en organisant le Festival de l'Info Locale (dont la 5e édition se tiendra en septembre 2023); - d'accompagner des porteurs de projets à faire émerger de nouveaux médias locaux. De plus, l'association a poursuivi ses efforts d'autofinancement à travers les recettes : - des cotisations d'adhérents ; - de ses prestations et formations auprès des acteurs professionnels ; - du festival - du sponsoring (Google, Citizen Press)</p>	<p>Avenant à la Convention 2021-2023</p>	<p>50018</p>

<p>RECHERCHE, INNOVATION ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</p>	<p>SONGO</p>	<p>50000 €</p>	<p>50000 €</p>	<p>50000 €</p>	<p>50000 €</p>	<p>L'association SONGO développe un projet artistique et culturel dans le domaine des musiques actuelles, des arts visuels et numérique au sein d'un lieu nommé Siereloux. SONGO y déploie également le Laboratoire Arts et Technologies (LA&amp;T), qui favorise les interactions entre activités artistiques et technologies numériques selon deux axes thématiques, « Futur, société, technologie » et « Nouvelles pratiques artistiques ». Pour cela, et grâce au soutien de Nantes Métropole, le LA&amp;T s'appuie sur des événements (Scopions, Nuit des Chercheurs), des résidences artiste-académique ainsi que des ateliers autour du codage créatif. Tout en retrouvant un niveau d'activités événementielles proches de la crise sanitaire, le LA&amp;T acquiert une spécialisation (et une visibilité nationale) sur les "Enjeux environnementaux des Arts Numériques", notamment en développant l'analyse du cycle de vie d'une œuvre numérique. Pour 2023, le LA&amp;T va travailler à confirmer ce statut de référent pour les enjeux environnementaux des arts numériques en développant la valorisation des collaborations entre artistes et académiques, tout en poursuivant son implication dans les grands événements.</p>	<p>Convention en cours 2021-2023</p>	<p>50018</p>
<p>RECHERCHE, INNOVATION ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</p>	<p>CCI (Chambre de Commerce et d'Industrie Nantes Saint-Nazaire)</p>	<p>10000 €</p>	<p>10000 €</p>	<p>4878 €</p>	<p>10000 €</p>	<p>Le cluster régional nautisme "Nauti-Hub" se définit comme un agrégateur des différents acteurs publics et privés du nautisme afin de faire émerger une identité commune dans le respect des spécificités de chacun des territoires. Le cluster a été créé dans le contexte de la stratégie régionale maritime et nautique et entre en parfaite cohérence avec le plan d'action nautique/naval métropolitain partagé entre Nantes Métropole, la CARENE et Cap Atlantique (validé en 2019). Depuis sa création, le cluster a permis de consolider un annuaire exhaustif des entreprises régionales et créer un showroom virtuel pour pallier à l'annulation des salons commerciaux. Au delà de sa vocation d'animation (communication, facilitateur...), il ambitionne de proposer une offre complète et coordonnée de services aux entreprises du secteur et de favoriser la collaboration à l'échelle régionale, il travaille actuellement sur l'optimisation de l'offre de services des ports de plaisance maritimes et fluviaux. La Région a délégué l'animation du cluster à la CCI Nantes St Nazaire, Nantes Métropole intervient à hauteur de 10 000 €, au même niveau que les trois collectivités impliquées (Cap Atlantique, la CARENE et la Communauté d'agglomération des Sables d'Olonne). Il est proposé la reconduction du soutien métropolitain en 2023.</p>	<p>Convention 2023</p>	<p>50018</p>
<p>SOUTIEN AUX GRANDS ÉVÉNEMENTS MÉTROPOLITAINS</p>	<p>LE NOUVEAU PAVILLON</p>	<p>10 000</p>	<p>10 000</p>	<p>0</p>	<p>0</p>	<p>La 11ème édition du Festival Eurofolk - musique des mondes d'Europe -, portée par l'association Le Nouveau Pavillon à Bouguenais, s'est déroulée du 9 au 19 mars 2023. Le festival a pour ambition de contribuer à la diversité des esthétiques musicales présentes dans la métropole nantaise dans le domaine des musiques actuelles, en particulier sur le volet des musiques traditionnelles actuelles. Cet événement valorise en effet les cultures européennes, avec une lecture contemporaine et ouverte à des propositions artistiques nourries de musiques populaires et traditionnelles. Cette édition sera ponctuée de concerts, d'expositions, de rencontres professionnelles dans différents lieux de la métropole : à Nantes, Bouguenais et Saint-Herblain.</p>	<p>Non</p>	<p>3554</p>

MISSION POLITIQUE DE LA VILLE ET RENOUVELLEMENT URBAIN	Environnements solidaires	27000 €	9000 €	4000 €	4000 €	L'association Environnements Solidaires mène depuis plusieurs années une action sur le quartier du Grand Bellevue de récupération des encombrants pour les localités du logement social. Cette action sert à la fois la mise en propriété des espaces communs et la réemploi par la remise en état et la redistribution de ces encombrants. Au-delà, l'association mène des actions de lien social, de collecte d'intrus alimentaires et de redistribution solidaire, d'animation des locaux ICI TRI ou de développement de sensibilisation sur la gestion des déchets. En 2023 et à l'initiative des bailleurs sociaux, l'action de récupération des encombrants va s'étendre sur 2 nouveaux quartiers prioritaires : le Breil et Rezé-Château, ce qui justifie la proposition d'augmentation de la subvention. Cette action est co-financée au titre de la politique publique déchets.	OUI gérée par Direction des déchets (convention Direction des déchets, développement durable et MFPV/RU)	510
MISSION POLITIQUE DE LA VILLE ET RENOUVELLEMENT URBAIN	AAD NVPDL (Ex Nouvelles voies)	10000 €	8000 €	5500 €	4000 €	L'association AADNVPDL intervient dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville au travers de permanences d'accompagnement administratif et d'accès aux droits : des permanences "fixes" (maisons de quartiers, locaux associatifs...) ou des permanences "mobiles". L'objectif est l'accès aux droits pour tous et la lutte contre le non-recours. Cette action vise aussi à accompagner à la transition numérique pour l'accès aux droits et à la réalisation de démarches en ligne pour les publics les plus en difficulté. La demande de subvention vise à soutenir les permanences fixes et pérenniser le bureau mobile.	non	510
MISSION POLITIQUE DE LA VILLE ET RENOUVELLEMENT URBAIN	UDCSF	4000 €	1000 €	1000 €	✓	Le projet Etre acteur du mieux vivre ensemble dans nos quartiers proposé par l'UDCSF consiste pour le quartier de Bellevue Nantes en : l'embellissement des espaces publics et des animations autour d'un jardin partagé, toc plantes et toc-livres des initiatives conviviales au cœur du quartier comme le « printemps des voisins » ainsi qu'un projet d'intervention théâtre de l'opprimé sur le logement lors d'une assemblée locales élargie. Pour le quartier Plaisance d'Orvault : une permanence consommation (défense des droits des consommateurs), participation au repaire café, proposition d'une soirée sur les économies d'énergie.	non	510
MISSION POLITIQUE DE LA VILLE ET RENOUVELLEMENT URBAIN	NABI	/	8000 €	/	✓	Le projet de NABI « Documentaire sur l'histoire de MALAKOFF » consiste en un film en format long d'une cinquantaine de minutes retraçant l'histoire du quartier de Malakoff à travers le regard de ses habitants et des générations. Il s'agit de montrer la vie réelle vécue par les habitants depuis l'art d'années, de donner à voir les différents flux éditoriaux qu'a connu le quartier à travers différentes époques et de recréer du lien entre les habitants, les jeunes, et les professionnels.	non	510
MISSION POLITIQUE DE LA VILLE ET RENOUVELLEMENT URBAIN	COLLECTIF PLAISANCE	7500 €	3000 €	3000 €	3000 €	Depuis maintenant un an, le quartier de Plaisance a vu grandir le nombre d'intervenants sur l'espace public. Il s'agit pour le Collectif Plaisance au travers du projet d'appréciation des animations de quartier par les familles de prendre en compte cette nouvelle dynamique. Et ainsi de favoriser le portage des actions par les habitants avec le soutien technique des professionnels afin de les rendre acteurs de leur environnement et de développer la citoyenneté.	non	510

MISSION POLITIQUE DE LA VILLE ET RENOUVELLEMENT URBAIN	Ville Simplement	55000 €	10000 €	40000 €	50000 €	La Métropole a soutenu majoritairement pendant 3 années l'émergence de ce projet. Guetteurs d'Injustice visent à accompagner des jeunes (13-18 ans) issus de quartiers populaires, sur leur situation de déclassement social, par un travail de formation, d'accompagnement individuel et de mobilisation collective. Après une évaluation positive réalisée en 2022, un transfert vers le droit commun, via la politique Jeunesse de la Ville de Nantes est opéré cette année. C'est le motif d'un financement Politique de la ville métropolitain à hauteur de 10 000 €, qui vient en complément du financement principal désormais porté par la politique Jeunesse de la Ville de Nantes.	oui pluriannuelle avec mission égalité (budget ville)	510
MISSION POLITIQUE DE LA VILLE ET RENOUVELLEMENT URBAIN	RESEAU MOM'ARTRE	2000 €	2000 €	2000 €	2500 €	L'association Réseau Mom'Artre avec son projet Eco'nom a pour objectif de sensibiliser les habitants de Bellevue à l'économie circulaire, au réemploi et à la revalorisation des déchets. En 2023 le projet intègre une nouvelle dimension avec une démarche de sensibilisation d'actions autour de la nature, de la végétalisation des espaces et du jardin. Et pour compléter ces actions, des associations partenaires sensibiliseront au 0 déchet.	non	510
MISSION POLITIQUE DE LA VILLE ET RENOUVELLEMENT URBAIN	RESEAU MOM'ARTRE	1500 €	1500 €	1500 €	/	L'association Réseau Mom'Artre propose 43 ateliers artistiques hors les murs pour les habitants du quartier Grand Bellevue. Plusieurs actions partenariales sont en cours de développement avec le CSC des Bourdes, le bailleur Aguilion, l'association des Habitants de la Croix Borneau et d'autres idées émergeront au cours de l'année.	non	510
MISSION POLITIQUE DE LA VILLE ET RENOUVELLEMENT URBAIN	Fédération des amis de l'Erdre	2000 €	3000 €	2000 €	800 €	L'association FAE propose aux jeunes de 6/11 ans issus des quartiers prioritaires de participer gratuitement tous les mercredis après-midi à un club nature durant une année scolaire. L'association grâce à ses interventions au sein des quartiers et via ses partenaires réunit garçons et filles et leur propose de découvrir leur environnement et de participer à de nombreuses activités nature. L'objectif est aussi de créer une dynamique au sein des quartiers afin que les parents puissent soutenir leurs enfants lors de temps forts d'éco-responsabilité et d'échappées. Cette année les enfants restaureront une mare du quartier Port Boyer en partenariat avec Nature et Jardin. Ce projet devrait être présenté lors d'un temps fort en lien avec l'ACCORD et la Sauce Ludique. Le projet est aussi de sortir des quartiers pour visiter d'autres milieux et musées.	non	510
MISSION POLITIQUE DE LA VILLE ET RENOUVELLEMENT URBAIN	Cie La Lune Rousse	3000 €	2000 €	2000 €	2000 €	Le projet porté par la Lune Rousse "Histoires vécues, histoires rêvées" vise à accompagner l'expression des habitants du Grand-Belleuve sur la période des travaux de renouvellement urbain et valoriser les habitants par des scènes ouvertes en conditions techniques professionnelles. Il s'agit pour les artistes-cocuteurs de collecter des témoignages de vie, souvenirs et rêves des habitants. Il s'agit aussi de favoriser l'appropriation, la réappropriation de l'espace public. Ce projet est reconduit en 2023 avec en plus un festival héroïnes de 7 lieux et sera repensé pour la prochaine période à partir de 2024.	non	510
MISSION POLITIQUE DE LA VILLE ET RENOUVELLEMENT URBAIN	Les globules noirs	/	2000 €	/	/	Dans le contexte de transformation urbaine des Dervallières, les Globules noirs proposent d'accompagner un groupe d'habitants du quartier à s'approprier l'outil photographique, afin de documenter les évolutions du quartier (notamment de la place des Dervallières) et à réaliser une exposition en plein-air.	non	510



MISSION POLITIQUE DE LA VILLE ET RENOUVELLEMENT URBAIN	MAGMATIKA	500 €	2000 €	/	/	Depuis 3 ans l'association Magmatika propose un micro-festival Magma fusion en direction des habitants du quartier de Rezé Château , en proposant notamment des ateliers et animations sur l'espace public : plusieurs interventions annuelles sportives et artistiques destinées aux plus jeunes, action participative sous forme de déambulation dans des quartiers de Rezé, Proposition de scène ouvertes, résidences artistiques pour des artistes de la métropole nantaise.	non	510
MISSION POLITIQUE DE LA VILLE ET RENOUVELLEMENT URBAIN	ASSOCIATION DES HABITANTS DU QUARTIER CROIX BONNEAU	2000 €	2000 €	/	/	L'Association des Habitants du Quartier Croix Bonneau a pour objet de promouvoir la cohésion sociale via le faire-ensemble, l'échange et le partage. Le projet de 2023 : La Croix Bonneau s'expose et se réinvente, OPUS III : végétalisation et animation du quartier. Il s'agit d'arborer et fleurir les rues, de création et construction de jardinières, nichoirs, hôtels à insectes et cabanons, la pose de récupérateurs d'eau voire de compostif.	non	510
MISSION POLITIQUE DE LA VILLE ET RENOUVELLEMENT URBAIN	CDAD	6293 €	5000 €	4000 €	4000 €	Le CDAD mandate les Restaurants du Coeur pour son programme d'accès au droit en faveur des personnes en situation de grande précarité. Les Relais d'Accès au Droit des Resto du Coeur sont implantés dans deux permanences à St Herblain et St Sébastien. Tous les domaines du droit sont abordés lors des permanences de l'avocat et de l'écrivain public. Un bénévolat des resto du coeur assiste à ces RDV pour assurer ensuite un accompagnement des publics dans les démarches à réaliser. La Loi de Finance du 30.12.2021 a ravalorisé les unités de valeurs des avocats, la fixant à 36€ pour 2022 au lieu de 34€ en 2021. Le coût prévu de l'action pour 2023 est de 5961€60.	non	510
MISSION POLITIQUE DE LA VILLE ET RENOUVELLEMENT URBAIN	ALIS 44	18967 €	8000 €	8000 €	8000 €	ALIS 44 récupère, tire et teste du matériel informatique (déchéance organisée) puis le reconditonne, installe et déballe des logiciels libres et le distribue auprès de personnes à faibles ressources et des associations. Alis 44 anime également des ateliers d'initiation aux outils informatiques, d'alphabétisation au numérique et d'accès aux démarches sur les quartiers de Bottière, Nantes Nord et Clos Toreau. La démarche de la collectivité entend accompagner l'appropriation du numérique par tous en soutenant la médiation numérique. L'association agit en ce sens par l'équipement et la formation des publics nantais et métropolitains.	non	510
MISSION POLITIQUE DE LA VILLE ET RENOUVELLEMENT URBAIN	BENEVOYA NANTES (Empowermentes)	2500 €	2500 €	2500 €	-	Le projet « Pouvoir d'agir à la Boissière » a pour objectifs de redynamiser le quartier et changer l'image de celui-ci, d'encourager les initiatives professionnelles et culturelles des habitants, d'impliquer les personnes ressources du quartier aux actions et événements de Nantes Nord, de favoriser l'accès aux droits et fédérer les acteurs du terrain. En 2023, Beneyova poursuit ses ateliers numérique, envisagé comme une 1ère étape pour envisager une reconversion professionnelle. La démarche de la collectivité entend accompagner l'appropriation du numérique par tous en soutenant la médiation numérique. L'association agit en ce sens par l'équipement et la formation des publics métropolitains.	non	510

MISSION POLITIQUE DE LA VILLE ET RENOUVELLEMENT URBAIN	ID Numéric	10000 €	3000 €	8000 €	8000 €	<p>Le projet porté par ID NUMERIC vise à renforcer l'accès des technologies de l'information et de la communication au sein du quartier Grand Bellevue. ID NUMERIC anime des ateliers de médiation sociale et numérique au sein de la maison des habitants et du citoyen, du pôle associatif situé de l'immeuble DRAC et sur l'espace public lors des permanences du bureau mobile animé par l'association AAD-NVPDL qui agit en faveur de l'accès aux droits. La démarche de la collectivité entend accompagner l'appropriation du numérique par tous en soutenant la médiation numérique. L'association agit en ce sens par la formation des publics nantais et métropolitains.</p>	non	510
MISSION POLITIQUE DE LA VILLE ET RENOUVELLEMENT URBAIN	COUP DE MAIN NUMERIQUE	20000 €	7000 €	5000 €	0 €	<p>Le coup de main numérique agit contre la fracture numérique par un travail d'aller-retours et de médiation numérique hors les murs, au plus près des habitants ayant des difficultés à franchir les portes des institutions. L'objectif est de favoriser l'accès aux droits à travers l'usage du numérique d'orienter et d'accompagner les familles pour leur donner les clés d'une co-éducation réussie à l'ère du numérique. La démarche de la collectivité entend accompagner l'appropriation du numérique par tous en soutenant la médiation numérique. L'association agit en ce sens par la formation des publics nantais et métropolitains.</p>	non	510
MISSION POLITIQUE DE LA VILLE ET RENOUVELLEMENT URBAIN	MARIE ET ALPHONSE	5000 €	5000 €	5000 €		<p>Depuis 2019, l'association Marie et Alphonse agit en faveur des habitants du Breil pour lutter contre l'illectronisme et donner une image positive du quartier. L'objectif est de faire du numérique un levier d'insertion sociale et professionnelle, par des ateliers animés par une Conseillère numérique France service et certifiée Adantis-Connect et de s'appuyer sur une ingénierie pédagogique croisée et la transmission de savoir-faire entre pairs. En 2023 Marie et Alphonse déploie de nouveaux ateliers à la carte et sous forme de parcours de compétences, non mixtes, pour les femmes du quartier. La démarche de la collectivité entend accompagner l'appropriation du numérique par tous en soutenant la médiation numérique. L'association agit en ce sens par la formation des publics nantais et métropolitains.</p>	non	510
MISSION POLITIQUE DE LA VILLE ET RENOUVELLEMENT URBAIN	Projet solidaires dans la cité	2500 €	4500 €	2000 €	2000 €	<p>L'association Projets Solidaires Dans la Cité poursuit son projet d'accompagnement individuels et collectifs à la maîtrise des outils informatiques (ordinateur, tablette, téléphone) à Port Boyer et sur Parzay. L'association accompagne sur les différents usages : utiliser les fonctions de bases, envoyer un mail, passer un appel vidéo, télécharger un document, effectuer ses démarches administratives (CAF, CPAM, Impôts, ...). Elle apporte également des conseils sur l'achat de matériel informatique ainsi que sur les abonnements téléphoniques et internet et participe aux expérimentations de prêts d'ordinateurs dans les écoles et de connexion solidaire (Port Boyer) Elle favorise ainsi l'accès au numérique et son apprentissage pour une montée en compétences de toutes et tous. La démarche de la collectivité entend accompagner l'appropriation du numérique par tous en soutenant la médiation numérique. L'association agit en ce sens par la formation des publics nantais et métropolitains.</p>	non	510

MISSION POLITIQUE DE LA VILLE ET RENOUVELLEMENT URBAIN	COLLECTIF PLAISANCE	4000 €	4000 €	3000 €		<p>Le collectif Plaisance via son action « Lutte contre la fracture numérique » participe à l'échelle du quartier de Plaisance à Orvault à la réduction des inégalités concernant l'accès au numérique pour tous et notamment pour les publics vulnérables. Par la mise à disposition d'un espace numérique et d'un accompagnement adapté, l'action permet d'accompagner les habitants du quartier à la numérisation de la vie quotidienne, faciliter l'accès à l'outil informatique pour tous et participer à la lutte contre le non-recours et l'accès aux droits pour tous, ainsi que des temps d'échanges sur les métiers du numérique. La démarche de la collectivité entend accompagner l'appropriation du numérique par tous en soutenant la médiation numérique. L'association agit en ce sens.</p>	non	510
MISSION POLITIQUE DE LA VILLE ET RENOUVELLEMENT URBAIN	BECOMTECH	8000 €	2500 €	0 €	0 €	<p>L'association Becomtech s'inscrit dans la lutte contre les inégalités de genre et d'accès des jeunes femmes aux métiers du numérique. En relation avec les établissements scolaires (collèges et lycées) et universitaires, ainsi qu'avec les structures de jeunesse, l'association développe un programme innovant d'initiation, de sensibilisation et de mentoring autour des métiers techniques de l'informatique et du numérique, à destination des jeunes filles de 3ème et 2nde, avec trois volets : 1. Sensibilisations et lutte contre les représentations genrées et exclurantes dans les collèges et lycées (et structures jeunesse) 2. Une initiation intensive pendant l'été pour s'immerger dans le secteur du numérique et de la technologie 3. Accompagnement des « alumni » des campus estivaux dans leur orientation et parcours de formation</p>	non	510
MISSION POLITIQUE DE LA VILLE ET RENOUVELLEMENT URBAIN	ATELIER BRICOLAGE DES DERVAILLIERES	/	3000 €	/	/	<p>L'ABD poursuit son action de chantiers participatifs de réhabilitation de logement des Dervallières. L'action se compose de 2 phases de 18 mois : une étude d'actions de janvier 2022 à juin 2023 puis la phase de coordination/expérimentation et bilan (bilan sur les chantiers réalisés et sur les opérations qui n'ont pas abouties pour capitaliser sur la connaissance collective des leviers et des freins à la mise en œuvre). L'objectif est de réaliser une dizaine de chantiers.</p>	non	510
MISSION POLITIQUE DE LA VILLE ET RENOUVELLEMENT URBAIN	La LUNA	/	2000 €	5000 €	5000 €	<p>La LUNA poursuit son projet d'atelier d'urbanisme d'usage à destination des habitants des Dervallières. Au vu des réalisations et de la qualité des interventions auprès des habitants, nous proposons de soutenir ce projet à hauteur de 2000€ en supplément des 5 000€ accordés en janvier. Pour rappel : Il s'agit d'investir des lieux publics et des lieux de proximité, au cœur du quartier, dans une dynamique de création partagée avec les habitants et les partenaires associatifs et institutionnels. Pour l'année 2023, les chantiers-actions sont par exemple : peinture d'un sas de ralentissement, la poursuite du parcours noms de peintres et une peinture murale pixelisée sur le Pôle social.</p>	non	510

MISSION POLITIQUE DE LA VILLE ET RENOUVELLEMENT URBAIN	Céméa	44000 €	36900 €	37500 €		<p>Le « terrain d'aventures » est issu des théories émancipatrices de l'éducation active et consiste en la mise en place d'un espace extérieur délimité au sein duquel les enfants, jeunes et adultes peuvent jouer et développer des apprentissages autour de l'action et de la construction (jeux, cabanes...) sur les principes de l'autonomie et de l'autogestion.</p> <p>Dispositif de retour depuis l'été 2021 dans les quartiers de la Métropole (Clos Torreau et Plaisance), il rencontre un beau succès auprès du public enfants en complément des offres d'animation estivales et constitue une réelle expérience d'appropriation de l'espace public par les habitants. En 2022, deux autres Terrains d'aventures ont été mis en place à l'initiative des CEWEA sur les quartiers des Dervallères et de Nantes Nord. Pour 2023, il s'agit de renouveler et de renforcer ces 4 terrains d'aventures.</p>	oui	510 (29 000 €) 3924 (7 000 €)
MISSION POLITIQUE DE LA VILLE ET RENOUVELLEMENT URBAIN	ASEC Sillon de Bretagne	3000 €	3900 €	1500 €	1500 €	<p>A l'été 2021, le centre socio-culturel du Sillon de Bretagne a soutenu expérimenté la mise en place d'un « terrain d'aventures » sur les espaces extérieurs du CSC.</p> <p>Le « terrain d'aventures » est issu des théories émancipatrices de l'éducation active et consiste en la mise en place d'un espace extérieur délimité au sein duquel les enfants, jeunes et adultes peuvent jouer et développer des apprentissages autour de l'action et de la construction (jeux, cabanes...) sur les principes de l'autonomie et de l'autogestion.</p> <p>Expérimenté sur une semaine du 5 au 9 juillet 2021, puis sur un mois (juillet) en 2022, le terrain d'aventures a rencontré un succès certain et les acteurs du territoire ont souhaité renouveler l'expérience en 2023.</p>	non	510
MISSION POLITIQUE DE LA VILLE ET RENOUVELLEMENT URBAIN	Plan B, Tiers-lieu des Transitions	1000 €	1000 €	/	/	<p>Le projet Plan B consiste en la création d'un Tiers-lieu dédié aux transitions sur le Grand Bellevue. Projet soutenu par l'ANRU, la Région et Nantes Métropole dans le cadre de la démarche « Bellevue en Transitions ». Plan B doit voir la construction en 2023 d'une « halle » transitoire en matériaux de récupération sur l'ancienne Place des Lauriers. L'association a d'ores et déjà une implantation sur le secteur au sein de l'ancien tabac au rez-de-chaussée de la Tour du Doubs. C'est dans cet espace que l'association va développer ses animations en 2023, objets de cette demande de subvention : installation d'une « objet-thèque » pour les habitants, animation de « repair cafés » et ateliers de bricolage « les chantiers de l'infini ».</p>	non	510
MISSION POLITIQUE DE LA VILLE ET RENOUVELLEMENT URBAIN	Aleas	22000 €	22000 €	22000 €	/	<p>Depuis 2021, le collectif d'architectes GRU et l'association ALEAS vont à la rencontre des habitants du Breil pour expérimenter de nouvelles manières d'habiter l'espace public, en particulier le "Carre Gris". Cela a donné lieu à de nombreuses constructions / réalisations au sein du quartier ces deux dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>création d'un tour à pain, réalisation de « paysages cousus »</li> <li>aménagement d'un jardin, structures en bois. Ces équipements sont largement appropriés par les habitants à travers différents moments conviviaux ou ateliers artistiques. La poursuite de ce projet en 2023 cherchera à explorer les thèmes suivants :</li> <li>déconstruire/reconstituer les aménagements déjà réalisés, tester des espaces de débimisation / végétalisation des sols, travailler les interfaces entre l'espace public et le Tuteur-tiers-lieu (église Saint-Luc).</li> </ul>	non	3924

MISSION POLITIQUE DE LA VILLE ET RENOUVELLEMENT URBAIN	POP MEDIA	6500 €	5000 €	6000 €	5000 €	<p>Le projet « Paroles de quartiers » porté par Pop Média propose de réaliser une série de podcasts sur l'actualité et la vie sociale et culturelle du quartier en lien avec les habitants. Il répond à différents objectifs : transmettre un savoir-faire, créer du lien du social au sein des quartiers et entre les quartiers, et valoriser la vie des quartiers au travers de la diffusion des podcasts. Dans la continuité de l'action engagée depuis 2021, il s'agira de permettre aux habitants de s'inscrire dans un projet, support de communication sociale et de favoriser l'émergence d'une dynamique d'appropriation du média par les habitants, pour les habitants. Il est proposé de soutenir cette action par une subvention d'un montant de 6 000 €.</p>	non	510
MISSION POLITIQUE DE LA VILLE ET RENOUVELLEMENT URBAIN	FAL 44	8000 €	6000 €	6000 €	6000 €	<p>Les associations actives dans les quartiers Politiques de la Ville de Nantes Métropole tiennent une place importante au sein du contrat de ville depuis son écriture en 2014. Leur participation s'est progressivement structurée et depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, 17 associations se sont regroupées au sein de l'inter associatif et ont demandé la mise en place d'une animation et d'une coordination de l'inter-associatif afin de structurer la place des acteurs associatifs dans le dispositif consolider leur capacité à s'y investir outiller les associations dans leur appropriation et leur participation à la politique de la ville renforcer leur pouvoir d'agir en toute autonomie au sein de la politique publique. Cette coordination est assurée par la FAL en partenariat avec PaQLa Lune : c'est à ce titre d'une subvention de 6 000 € est accordée à la FAL. Sur l'année 2023, la FAL et PaQLa Lune anniment la contribution de l'inter-associatif à l'écriture du futur contrat de ville.</p>	non	510
MISSION POLITIQUE DE LA VILLE ET RENOUVELLEMENT URBAIN	Les Gens de la Lune	5750 €	3090 €	3000 €	0 €	<p>La subvention du contrat de ville permet à l'association de réaliser en partenariat avec la Ligue de l'enseignement FAL44, un travail d'accompagnement auprès d'associations qui souhainent se questionner et mieux équilibrer leur modèle socio économique.</p>	non	510

La démarche Bellevue en Transitions portée par Nantes Métropole (pilote MPVRU) constitue le volet transition du Projet Grand Bellevue et est soutenue financièrement par l'ANRU au titre de l'innovation dans les projets de renouvellement urbain (copil ANRU+ du 10/12/2020 et 17/09/2021 validant une subvention de 1,1M€ à la démarche globale). Elle cherche à développer les initiatives autour des transitions environnementales, sociales, économiques et numériques, pour une transition endogène, solidaire et par l'action. Quatre projets associatifs concrétisent cette démarche. En tant que porteur de projet, NIM reçoit l'intégralité des subventions de l'ANRU et doit les reverser aux associations partenaires maîtres d'ouvrage. Les documents administratifs de contractualisation avec l'ANRU et les associations ont été validés l'octroi de subventions correspondant à des versements anticipés des subventions accordés par mars 2022. Afin de permettre aux associations d'encadrer les actions, il est proposé au Bureau Métropolitain de valider l'octroi de subventions correspondant à des versements anticipés des subventions accordés par l'ANRU. Leurs montants ont été calculés sur la base d'un prévisionnel réaliste de dépenses pour 2023, et ajustés par rapport au réalisé de 2022 et à la subvention d'avance qui avait été octroyé à ce titre.

Environnements Solidaires	14023 €	14023 €	12543 €	21680 €	La subvention d'investissement accordée par Nantes Métropole concerne les actions suivantes intégrées à l'expérimentation de développement d'une ferme urbaine expérimentale : - Etudes préalables à la création d'une champignonnière expérimentale – Dépense d'ingénierie – Action 1.1 du plan d'actions de Bellevue en Transitions. - Equipement du prototype de champignonnière – Dépense d'investissement – Action 1.2 du plan d'actions de Bellevue en Transitions. - Etude d'implantation paysagère du Terrain de culture participative – Dépense d'ingénierie – Action 1.3 du plan d'actions de Bellevue en Transitions. - Equipements nécessaires au projet de cultures participatives – Dépense d'investissement – Action 1.4 du plan d'actions de Bellevue en Transitions.	Oui	10167
	50000 €	50000 €	46667 €	26667 €	La subvention de fonctionnement accordée par Nantes Métropole concerne l'action suivante intégrée à l'expérimentation de développement d'une ferme urbaine expérimentale : - Conduite du projet de Petite Ferme Urbaine – Dépense de personnel – Action 1.5 du plan d'actions de Bellevue en Transitions.		4068
Reflex	28205 €	28205 €	22636 €	26560 €	La subvention d'investissement accordée par Nantes Métropole concerne les actions suivantes intégrées à l'expérimentation de création d'une filière de valorisation des biodéchets : - Filière biodéchets : études complémentaires et transfert de savoirs-faire – Dépense d'ingénierie – Action 3.1 du plan d'actions de Bellevue en Transitions. - Filière biodéchets : équipements nécessaires à l'action – Dépense d'investissement – Action 3.2 du plan d'actions de Bellevue en Transitions.	Oui	10167
	37178 €	37178 €	42894 €	13333 €	La subvention de fonctionnement accordée concerne l'action suivante intégrée à l'expérimentation de création d'une filière de valorisation des biodéchets : - Conduite de la filière expérimentale de valorisation des biodéchets – Dépense de personnel – Action 3.3 du plan d'actions de Bellevue en Transitions.		4068
Plan B Tiers Lieu des Transitions	12117 €	12117 €	86634 €	44800 €	La subvention d'investissement accordée concerne les actions intégrées à l'expérimentation de création de Plan B Tiers-lieu des Transitions : - Plan B : études techniques et suivi du chantier – Dépense d'ingénierie – Action 4.1 du plan d'actions de Bellevue en Transitions. - Plan B : accompagnement du projet – Dépense d'ingénierie – Action 4.2 du plan d'actions de Bellevue en Transitions. - Plan B : réalisation, aménagement et équipement du tiers-lieu – Dépense d'investissement – Action 4.3 du plan d'actions de Bellevue en Transitions. - Plan B : étude spécialisée dans le réemploi des matériaux – Dépense d'ingénierie – Action 4.7 du plan d'actions de Bellevue en Transitions.	Oui	10167
	50000 €	50000 €	61690 €	6667 €	La subvention de fonctionnement accordée concerne l'action intégrée à l'expérimentation de création d'une filière de valorisation des biodéchets : - Chargé de l'animation de Plan B – Dépense de personnel – Action 4.4 du plan d'actions de Bellevue en Transitions.		4068

PROJET GRAND  
BELLEVUE –  
BELLEVUE EN  
TRANSITIONS

	Marché Alternatif de Bellevue	2131 €	2131 €	30720 €	19520 €	<p>La subvention d'investissement accordée concerne les actions intégrées à l'expérimentation d'installation du Marché Alternatif de Bellevue :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Etude complémentaire – définition du modèle – Dépense d'ingénierie – Action 2.1 du plan d'actions de Bellevue en Transitions.</li> <li>• Locaux et équipement nécessaires à l'installation du MAB – Dépense d'investissement – Action 2.2 du plan d'actions de Bellevue en Transitions.</li> </ul>	Oui	10187
		50000 €	50000 €	43333 €	13333 €	<p>La subvention de fonctionnement accordée concerne l'action intégrée à l'expérimentation d'installation du Marché Alternatif de Bellevue :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Conduite du projet MAB – Dépense de personnel – Action 2.3 du plan d'actions de Bellevue en Transitions.</li> </ul>		4068
NUMÉRIQUE RESPONSABLE	Association PING	189 545 € (NM : 149 545 € VdN : 40 000 €)	149545 €	92880 €	92880 €	<p>L'avenant n°1 à la convention pluriannuelle 2022/2024 relative à l'octroi d'une subvention de fonctionnement entre Nantes Métropole, la Ville de Nantes et PING voté lors du bureau métropolitain du 30 septembre 2022 et lors du conseil municipal du 9 décembre 2022 prévoit le versement par Nantes Métropole d'une subvention complémentaire de 96 665€ soit un total de 149 545€ au titre de l'année 2023 pour la prise en charge de la hausse du loyer et des charges due au transfert des activités de PING vers les Halles 1&amp;2 dans le cadre du projet Hypertien.</p> <p>A ce titre, il est proposé de verser une subvention d'un montant de 149 545 € à l'association PING pour l'exercice 2023.</p>	<p>Avenant n°1 / Convention pluriannuelle 2022/2024 relative à l'octroi d'une subvention de fonctionnement entre Nantes Métropole, la ville de Nantes, et l'association ping</p>	3682
<b>TOTAL</b>			<b>2 657 760,20 €</b>					